

CONSEIL INTERNATIONAL
DES MONUMENTS ET DES SITES



INTERNATIONAL COUNCIL
ON MONUMENTS AND SITES

Original : Anglais

**La Liste du patrimoine mondial :
Comblers les lacunes – un plan d'action pour le futur**

Une analyse de l'ICOMOS

Février 2004

Résumé analytique

La portée de l'analyse

La présente analyse ICOMOS de la Liste du patrimoine mondial et des Listes indicatives devrait être considérée comme une contribution au nouveau développement de la Stratégie globale qui vise à établir une Liste du patrimoine mondial crédible, représentative et équilibrée. Cette analyse répond à l'invitation lancée par le Comité du patrimoine mondial lors de sa 24ème session à Cairns (2000), invitation à : « *procéder à l'analyse des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et des listes indicatives sur une base régionale, chronologique, géographique et thématique* ». L'objectif proposé de l'analyse était « *d'offrir aux États parties de se faire une idée claire de la situation actuelle et des tendances probables de la représentativité à court et moyen termes, afin d'identifier les catégories sous-représentées* ».

Organisation de l'analyse

L'analyse ICOMOS est basée sur trois approches complémentaires de l'analyse de la représentativité de la Liste du patrimoine mondial :

- A. Cadre typologique basé sur des catégories
- B. Cadre chronologique/Régional
- C. Cadre thématique

Cette étude a été réalisée en deux phases. La première phase a été mise en œuvre par Henry Cleere, en 2002 et au début de l'année 2003. Elle portait essentiellement sur une analyse typologique de la Liste du patrimoine mondial et des Listes indicatives, et incluait deux réunions d'un groupe de travail international, à Paris, France (mars 2002) et à Saragosse, Espagne (décembre 2002).

La seconde phase a été menée par une équipe de l'ICOMOS coordonnée par Michael Petzet, dans la deuxième moitié de l'année 2003 et au début de l'année 2004. Elle portait surtout sur une analyse de la Liste du patrimoine mondial en fonction de cadres chronologique/régional et thématique, venant compléter le cadre typologique. Cette phase a comporté des réunions de groupes de travail à Munich, Allemagne (juillet 2003) et à Paris, France (janvier 2004).

Comprendre les résultats

L'analyse des Listes a été suivie d'une analyse des résultats, dans l'optique d'expliquer les lacunes de la Liste du patrimoine mondial.

Les raisons de ces lacunes dans la Liste du patrimoine mondial se divisent en deux catégories principales :

- Catégorie structurelle - relative aux processus de proposition d'inscription du Patrimoine mondial et à la gestion et protection des biens culturels
- Catégorie qualitative - relative à la façon dont les biens sont identifiés, estimés et évalués

Catégorie structurelle : Les contraintes structurelles sont liées à l'absence de capacité technique à promouvoir et préparer les propositions d'inscription, à l'absence d'estimation adéquate des biens du patrimoine, ou à l'absence de cadre juridique ou administratif approprié, ce qui entrave, au niveau individuel ou collectif, la préparation de propositions d'inscription réussies. Certains de ces problèmes pourraient se régler par des programmes de formation et de soutien, qui seront traités dans le Plan d'action présenté au Chapitre 5 ci-dessous.

Catégorie qualitative : La deuxième grande contrainte est liée aux lacunes dans la Liste du patrimoine mondiale, que l'on peut considérer comme associées à certains types ou thèmes de biens. Une façon de s'attaquer à ces lacunes est de promouvoir la préparation de Listes indicatives auprès des États parties qui n'en disposent pas. Cependant, pour que ces listes reflètent de façon appropriée l'ensemble des biens culturels des pays, de nouvelles façons d'identifier les biens culturels doivent être envisagées. Une des voies positives de cette identification pourrait être d'établir des Listes indicatives basées sur une estimation de la qualité culturelle des sites potentiels, ce qui refléterait la façon dont les biens sont estimés pour leur valeur universelle exceptionnelle quand on propose leur inscription sur la Liste du patrimoine mondiale.

En résumé, un soutien est nécessaire pour inciter les États parties à entreprendre des recherches en vue d'identifier leurs ressources patrimoniales. Quelque 48 États n'ont encore aucun bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial. Une voie à explorer consiste à soutenir la préparation de Listes indicatives. Le deuxième point essentiel est la nécessité d'identifier les biens qui sont sous-représentés, ou pas représentés du tout sur la Liste du patrimoine mondial, par le biais de l'évaluation des qualités culturelles des biens du patrimoine. Il se peut que cette démarche mette aussi en évidence des types de biens dont on ne proposait pas l'inscription auparavant.

Marche à suivre

Les études de l'ICOMOS et leur analyse mettent l'accent sur trois façons différentes de classer par catégories la Liste du patrimoine mondial. Ces trois cadres présentent tous des avantages et des inconvénients, et chacun n'est qu'une approche possible du défi que constitue la classification. Contrairement au patrimoine naturel, le patrimoine culturel est fragmenté et varié, et ne se prête pas à des systèmes de classification clairs. Ceci est dû principalement à la nécessité de prendre en compte des qualités, qui sont subjectives, et la valeur que la société peut accorder à ces qualités.

Pour que des progrès soient accomplis dans l'incitation à proposer pour inscription des biens qui reflètent mieux les identités, les significations et les valeurs culturelles régionales, un ensemble d'actions clairement définies s'avère nécessaire, lié à des cibles et des ressources - à la fois sur le plan humain et financier, avec des objectifs généraux reconnaissables soutenus par des paramètres de suivi et d'évaluation.

Ce rapport propose un Plan d'action (voir chapitre 5) présentant des mesures pour permettre aux États parties de contribuer à l'élaboration d'une Liste du patrimoine mondial. Ce Plan d'action a cinq objectifs clefs :

1. *Établir une Liste indicative crédible pour chaque État partie ayant ratifié la Convention*
2. *Optimiser la réussite des propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial*
3. *Rendre opérationnelles les nouvelles Orientations*
4. *Rendre durables les biens du Patrimoine mondial, dans le sens d'une protection et d'une conservation constantes*
5. *Sensibiliser à la Convention du patrimoine mondial*

Le Plan d'action suggère des actions à court et moyen termes, liées à des objectifs structurés. Il indique également quelles sont les ressources nécessaires aux États parties et aux partenaires pour atteindre ces objectifs, et quelles cibles doivent être visées pour que les progrès puissent être suivis et évalués en fonction des objectifs.

De plus, le Plan d'action suggère que des partenariats solides seront nécessaires entre les États parties, le Centre du patrimoine mondial et les Organisations consultatives, en liaison avec des programmes structurés aux résultats clairement définis, afin de permettre aux États parties de contribuer à l'élaboration d'une Liste du patrimoine mondial qui puisse mieux refléter l'identité, les significations et la pertinence culturelles des biens dans des régions définies du monde.

Table des matières

Résumé analytique.....	2
Table des matières.....	5
1. Introduction.....	6
2. La commande de l'étude ICOMOS.....	10
A. Pourquoi l'étude ICOMOS était nécessaire : les « lacunes » perçues dans la Liste du patrimoine mondial actuelle	10
B. Contexte et processus du travail	11
C. Méthode et approche de l'ICOMOS	17
D. Résumé de l'analyse ICOMOS	18
3. Résultats de l'analyse ICOMOS.....	22
A: Analyse du cadre typologique	22
B. Cadre chronologique-régional	26
C: Cadre thématique	32
4. Interprétation des résultats : cause des lacunes de la Liste du patrimoine mondial.....	41
A. Questions générales liées à la non-représentativité	41
B. Catégories ou thèmes sous-représentés.....	45
C. Le défi : combler les lacunes	47
D. Les façons de diviser le gâteau : évolution des catégories et des cadres	47
5. La marche à suivre : Plan d'action 2004-2008.....	49
En conclusion	57
Annexes	58

1. Introduction

La Convention du patrimoine mondial de 1972 établit une Liste du patrimoine mondial pour laquelle les États parties signataires peuvent proposer pour inscription des biens culturels et naturels de « valeur universelle exceptionnelle ». Au cours des dernières décennies, cette Liste s'est régulièrement allongée, mais présente encore des lacunes considérables. On a observé, par exemple, plus particulièrement en ce qui concerne les régions UNESCO et les biens culturels, qu'il y avait une forte prédominance de certaines régions sur la Liste du patrimoine mondial, alors que des pays d'autres régions du monde n'étaient que marginalement, ou pas du tout, représentés. De même, certains thèmes sont bien représentés, tandis que d'autres peuvent être absents, ou quasi absents. Une partie des raisons expliquant de tels « déséquilibres » sera examinée dans ce rapport. Étant donné les lacunes de la Liste, un effort plus important s'avère nécessaire pour mettre en œuvre la Stratégie globale approuvée par le Comité du patrimoine mondial en 1994. Tout dépendra d'une collaboration améliorée entre l'ensemble des acteurs, États parties, UNESCO et Organisations consultatives (voir le Plan d'action au chapitre 5).

Le but principal de la Stratégie globale était d'assurer une Liste du patrimoine mondial plus représentative, équilibrée et crédible. La présente étude peut être considérée dans le contexte du résultat de cette Stratégie.

La présente analyse ICOMOS est la réponse de l'ICOMOS à la demande faite par le Comité du patrimoine mondial d'analyser la Liste du patrimoine mondial et les Listes indicatives et de faire des recommandations quant à la façon dont nous pouvons travailler en vue d'établir une liste plus crédible, représentative et équilibrée à l'avenir.

Dès la 24^{ème} session du Comité du patrimoine mondial à Cairns (2000), l'ICOMOS a présenté des catégories générales du patrimoine culturel qui pouvaient servir de base à une analyse de la Liste du patrimoine mondial. Suite à la décision 26 COM 13 (voir pp. 15/16) du Comité du patrimoine mondial lors de sa 26^{ème} session à Budapest (2002), l'ICOMOS a révisé ces catégories générales du patrimoine culturel et a adopté une approche à multiples facettes pour l'analyse de la Liste du patrimoine mondial. Son but était d'essayer d'identifier les lacunes éventuelles, et les zones sous-représentées du patrimoine culturel pouvant être considéré comme doté d'une valeur universelle exceptionnelle. Suite aux suggestions faites par le Comité du patrimoine mondial, l'ICOMOS a adopté trois cadres complémentaires pour cette analyse :

- *Un cadre typologique*, basé sur des catégories utilisées pour la classification du patrimoine culturel dans les précédentes évaluations de l'ICOMOS des propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial.
- *Un cadre chronologique/régional*, qui classe le patrimoine culturel en fonction du temps et de l'espace.
- *Un cadre thématique*, qui classe la relation entre les gens et les choses, et permet d'inclure de nouveaux aspects et contextes dans la Liste du patrimoine mondial.

Un problème fondamental quand on travaille à l'établissement d'une Liste du patrimoine mondial plus représentative, équilibrée et crédible est le fait que, dans bon nombre de pays, l'éventail et l'ampleur du patrimoine culturel n'est pas entièrement connu, parce qu'il n'a été que partiellement, ou pas du tout, répertorié. Dans ces pays, il n'y a pas de documentation scientifique, ni d'inventaire du patrimoine culturel qui puisse être utilisé pour évaluer les biens du patrimoine culturel de valeur universelle exceptionnelle par rapport à l'ensemble des biens culturels existants. Dans de nombreux pays, où

manquent également des réglementations nationales appropriées dans le domaine de la protection des monuments, des sites et de leurs environs, il n'y a ni listes du patrimoine ni registres des biens culturels, qui seraient nécessaires dans le cadre de lois de protection applicables. Dans ce contexte, nous renvoyons à la nécessité d'une plus grande mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO concernant la protection, au niveau national, du patrimoine culturel et naturel (également adoptée en 1972).

Ces facteurs, un inventaire incomplet du patrimoine culturel dans de nombreuses régions du monde et l'absence de système de protection efficace tel que le demandent les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* quand on propose l'inscription d'un bien, sont les deux causes principales du déséquilibre actuel de la Liste du patrimoine mondial, qui affectent également la capacité des pays à développer des Listes indicatives appropriées. Ces facteurs sont indépendants de la discussion portant sur les anciennes et les nouvelles catégories du patrimoine culturel et ne devraient pas être sous-estimés.

Le thème des « lacunes » dans la Liste du patrimoine mondial est, en premier lieu, lié à une question apparemment simple : quels biens culturels de valeur universelle exceptionnelle, desquels tout le monde devrait se sentir responsable, ne se trouvent pas sur la Liste ? Les critères i à vi des *Orientations* ont été établis pour identifier la valeur universelle exceptionnelle du patrimoine culturel. Ce qui est considéré comme Patrimoine culturel est toujours défini par la Convention du patrimoine mondial de 1972 :

les monuments: *œuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,*

les ensembles: *groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,*

les sites: *œuvres de l'homme ou œuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique.*

Bien entendu, il va sans dire qu'au cours des décennies qui ont suivi l'adoption de la Convention du patrimoine mondial, l'idée que la société se fait du « patrimoine culturel » s'est considérablement développée. Par exemple, les catégories « paysage culturel » et « itinéraires culturels » ont été établies dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention. La nécessité d'inclure des œuvres de valeur universelle exceptionnelle provenant d'établissements ruraux et de l'architecture vernaculaire, du patrimoine de l'ère industrielle et du patrimoine de la période moderne, en prenant en compte que le XXe siècle fait désormais partie de l'histoire, a été reconnue. Alors que la Liste basée sur la Convention de 1972 suppose en général la présence de preuves physiques sur un site, la nécessité de reconnaître les aspects immatériels constitue l'un des défis actuels du processus d'établissement d'une liste. Ceci est renforcé par l'adoption par l'UNESCO de la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* (17 octobre 2003).

Une définition du patrimoine culturel aussi considérablement élargie est compatible avec la définition de la Convention de 1972, telle qu'elle a été donnée ci-dessus, si l'on comprend les termes « monuments » et « sites » dans toutes leurs acceptions. Tout objet de mémoire pouvant être un « monument » selon la définition bien connue de la fin de l'Antiquité (*omnia monumenta sunt quae faciunt alicuius rei recordationem*), les monuments et sites peuvent embrasser l'esprit authentique d'un lieu sacré, même s'il n'en reste que de faibles traces matérielles, tout autant que des témoignages du passé érigés en matériaux apparemment indestructibles, comme la pierre. De même, on peut

considérer que les paysages culturels entrent dans la catégorie « œuvres conjuguées de l'homme et de la nature » de la Convention. Par conséquent, le terme monument, dans son sens le plus large, « s'étend non seulement aux grandes créations, mais aussi aux œuvres modestes qui ont acquis avec le temps une signification culturelle » (Charte de Venise).

La *Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel* de l'UNESCO demeure l'un des rares efforts de politique culturelle mondiale couronné de succès. La Convention a déjà considérablement contribué au développement de la théorie et de la pratique de la conservation et de la restauration désormais acceptée mondialement. Un excellent exemple est le document de Nara sur l'Authenticité en 1994, qui donnait une nouvelle définition des valeurs authentiques des monuments et des sites. À l'avenir, le travail portant sur la définition et la gestion du patrimoine culturel et du patrimoine naturel conjugués, telle que cette association est établie dans la Convention, continuera à ouvrir de nouvelles perspectives générales.

Il ne faut pas considérer que l'idée d'un « équilibre » dans le contexte de la Liste du patrimoine mondial se réfère à un équilibre entre pays, ou entre types de biens, mais plutôt au degré de représentation d'un type particulier de patrimoine de valeur universelle exceptionnelle sur la Liste. Il existera probablement toujours un certain « déséquilibre » entre diverses régions et pays du monde, étant donné l'incroyable diversité du patrimoine culturel, et la façon dont celui-ci est distribué et représenté aujourd'hui à travers le monde. Par voie de conséquence, le but de la présente étude est d'aider les États parties dans leurs efforts pour identifier les lacunes éventuelles de la Liste. La tentative qui suit, illustrée par des commentaires et des statistiques, d'aborder la question de la représentativité de la Liste du patrimoine mondial actuelle, ainsi que les Listes indicatives, à partir de trois cadres - cadres typologique, chronologique/régional et thématique - conformément à la décision du Comité du patrimoine mondial de Budapest mentionnée précédemment, est destinée à *faciliter la tâche des États parties pour identifier les biens de valeur universelle exceptionnelle potentielle et pour préparer les listes indicatives et les propositions d'inscription*. Il est clair que pour améliorer la représentativité sur la Liste, et pour « combler les lacunes », il faudra procéder à de plus amples recherches. La définition des biens patrimoniaux potentiels devant être proposés pour inscription sur la Liste restera nécessairement une question ouverte, sujette à des concepts, des politiques, des stratégies et des ressources disponibles en évolution.

Dans sa phase finale, la préparation de ce rapport a été dirigée par un groupe d'étude constitué de S. Denyer, T. Fejerdy, J. Jokilehto, F. Lopez Morales, M. Petzet, et G. Solar. J'aimerais tout particulièrement remercier mon collègue Jukka Jokilehto qui, après le travail préparatoire de Henry Cleere, a inlassablement présenté les données examinées par la suite par nos experts, conformément aux recommandations de Budapest. De même, j'aimerais remercier Susan Denyer, qui a contribué à plusieurs chapitres et à la publication du rapport final, et F. Lopez Morales, qui a organisé notre première conférence régionale sur la question de la représentativité de la Liste du patrimoine mondial aux Amériques, tenue à Santiago de Querétaro, au Mexique, en décembre 2003. Je suis également redevable à plusieurs collègues de l'ICOMOS qui ont fait des suggestions utiles sur ce sujet complexe, parmi lesquels Henrik Lilius et Tamas Fejerdy, deux anciens présidents du Comité du patrimoine mondial, ainsi que notre trésorier Giora Solar, qui coordonne le travail de l'ICOMOS dans le cadre de la Convention du patrimoine mondial. En outre, j'aimerais exprimer ma gratitude à mes collègues du Centre du patrimoine mondial, dirigé par Francesco Bandarin, en particulier Sarah Titchen, qui, face à des discussions parfois déroutantes, nous ramenait inlassablement sur le droit chemin.

Finalement, au nom de l'ICOMOS, je souhaite souligner que le travail qui vise à la mise en œuvre des objectifs de la Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial plus représentative, équilibrée et crédible continuera dans les années à venir, par la reconnaissance des lacunes éventuelles de la Liste du patrimoine mondial dans toutes les régions du monde et par de plus amples discussions et actions

pour assurer la préparation de listes indicatives plus nombreuses et de meilleure qualité : l'analyse méthodologique de la Liste du patrimoine mondial présentée ici ne peut être considérée que comme un premier pas. Le Plan d'action que nous suggérons à la fin de cette étude est la traduction en actions de ce que nous avons appris grâce à l'analyse. Ces actes garantiront à l'avenir une Liste du patrimoine mondial dotée d'une bien plus grande crédibilité, en tant que Liste du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle véritablement exceptionnelle que nous souhaitons protéger pour les générations à venir.

Paris, 9 février 2004
Michael Petzet

2. La commande de l'étude ICOMOS

A. Pourquoi l'étude ICOMOS était nécessaire : les « lacunes » perçues dans la Liste du patrimoine mondial actuelle

L'idée de créer des « listes minimales de sites à inclure dans le patrimoine culturel et naturel », listes qui tentent de présenter les sites pouvant mériter d'être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, a été presque continuellement débattue dès le début de l'entrée en vigueur de la Convention du patrimoine mondial.

Les premières propositions ont été faites par l'UNESCO en 1976 lors d'une réunion consultative avec des organisations intergouvernementales et non-gouvernementales portant sur la mise en œuvre de la Convention (1976 CC-76-WS-25E). À cette époque, l'UICN a préparé une première ébauche de liste pour les sites naturels. Le représentant de l'ICOMOS, au contraire, considérait « *qu'il n'était pas possible de définir et d'énumérer, a priori, les principales catégories de biens ou les types de monuments et de sites d'importance notoire qu'il convient d'inscrire sur la Liste* ». Néanmoins, depuis lors, l'ICOMOS a proposé diverses listes de biens pouvant potentiellement être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

On pourrait dire que ces façons divergentes d'aborder les sites naturels et culturels reflètent différents jugements de valeur ou différents systèmes de classification : la rationalité qui caractérise l'étude des sciences naturelles, par comparaison avec la célébration de la diversité sur laquelle l'étude des cultures de l'Humanité est fondée.

Lors de cette même réunion de 1976, la définition du terme « universel », dans le concept de « valeur universelle exceptionnelle », a été employée officiellement pour la première fois. On considérait que le mot signifiait qu'un bien devait « *représenter ou symboliser un ensemble d'idées ou de valeurs universellement tenues pour importantes, ou reconnues comme ayant, à une époque ou à une autre, exercé une influence sur l'évolution de l'humanité* ».

On reconnaît depuis longtemps que les valeurs culturelles peuvent varier d'une culture à l'autre, et qu'elles peuvent évoluer et changer au fil du temps, même au sein d'une culture particulière. La *Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle*, adoptée en novembre 2001, affirme : « *La culture prend des formes diverses à travers le temps et l'espace. Cette diversité s'incarne dans l'originalité et la pluralité des identités qui caractérisent les groupes et les sociétés composant l'humanité. Source d'échanges, d'innovation et de créativité, la diversité culturelle est, pour le genre humain, aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant. En ce sens, elle constitue le patrimoine commun de l'humanité et elle doit être reconnue et affirmée au bénéfice des générations présentes et des générations futures.* »

Juger une culture différente, ou une époque différente de la sienne, requière nécessairement un processus d'apprentissage. De ce point de vue, la Liste du patrimoine mondial s'est révélée un instrument international de référence, qui, s'il est interprété et utilisé correctement, peut être considéré à la fois comme un défi et comme une occasion de reconnaître la diversité et la spécificité de cultures différentes, d'hier et d'aujourd'hui.

Le débat portant sur les questions liées à « l'équilibre » ou au « déséquilibre » de la représentativité de la Liste du patrimoine mondial, en particulier par rapport à la culture, est un débat complexe. La question de savoir si certains types ou certaines catégories de monuments et de sites sont ou non « sur-représentés » ou « sous-représentés », et s'il y a ou non des « lacunes », ne peut pas reposer simplement sur une analyse numérique. Ce point a déjà été reconnu au regard de la relation entre patrimoine culturel et patrimoine naturel inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, « l'équilibre »

entre les deux étant un thème de discussion au sein du Comité du patrimoine mondial depuis de nombreuses années.

Les régions culturelles, qui doivent être considérées comme le principal cadre d'analyse de la Liste du patrimoine mondial, ne correspondent pas nécessairement aux frontières politiques. Il n'est donc pas possible de viser un « équilibre » au niveau des États parties ou des pays, ni même relativement à des entités politiques plus vastes.

B. Contexte et processus du travail

1. Groupe de travail sur l'Étude globale

Depuis que la Convention du patrimoine mondial a pris effet en 1975, les concepts du patrimoine culturel se sont développés bien au-delà de l'approche initiale et englobent désormais des aspects tels que : paysage culturel, patrimoine technologique/agricole, itinéraires culturels et patrimoine moderne, ainsi que la signification culturelle d'éléments naturels. Les implications de cette approche plus holistique n'ont cependant pas permis de corriger ce qui était perçu par le Comité du patrimoine mondial dès 1984 comme un déséquilibre sur la Liste du patrimoine mondial en termes régional, chronologique et thématique.

Les efforts initiaux faits par l'UNESCO et l'ICOMOS pour analyser et corriger ce déséquilibre ont essentiellement pris la forme de réunions visant à l'harmonisation des Listes indicatives dans les pays appartenant aux mêmes régions géographiques et culturelles (1983-1987). Ces efforts se sont ensuite déplacés vers la mise en place d'une **Étude globale**.

Le Groupe de travail sur l'Étude globale a été formé en 1989 et a fait son premier rapport devant le Comité en 1990. Au sein du groupe de travail, le consensus était que « *la **chronologie** doit être un axe ou une dimension de l'étude globale* ». Le groupe a proposé « *un exemple d'approche mixte du deuxième axe qui tient compte des aspects **spatiaux/thématiques/culturels**, dans l'esprit des critères de l'inscription des biens culturels sur la Liste du patrimoine mondial.* » (CC-90/CONF.004/9)

En 1991, le Groupe de travail sur l'Étude globale a rapporté, lors de la 15^{ème} session du Bureau du Comité du patrimoine mondial, qu'une tentative avait été faite pour prendre comme modèle de l'Étude globale la structure du thème canadien. Cependant, un tel modèle n'était pas considéré comme approprié, « *car trop limité à l'histoire du Canada et prévu essentiellement pour illustrer des thèmes, alors que le Comité avait jugé que l'étude globale devait adopter une **approche mixte temporelle, culturelle et thématique**.* » (SC-91/CONF.001/4). Lors de la même réunion de 1991, le Comité a également examiné le rapport rendu par les experts grecs, qui proposait un cadre de travail schématique pour l'Étude globale. La liste est fondamentalement chronologique, mais des questions spécifiques à certaines régions s'y mêlent. Les rubriques principales étaient les suivantes (SC-91/CONF.001/4) :

- « - Période paléolithique
- Période néolithique
- âge de bronze
- Égypte pharaonique
- Asie de l'Ouest
- âge de fer
- monde phénicien
- monde grec et cultures correspondantes
- monde romain et cultures correspondantes
- monde byzantin
- monde bouddhiste
- civilisations africaines
- Océanie
- Amériques
- monde islamique
- Roman, Gothique
- Renaissance, Baroque
- Rococo-Classique
- Époques moderne et contemporaine
- XX^e siècle »

Cette proposition ne fut pas approuvée par le Comité lors de sa 17ème session à Cartagena de Indias (Colombie) en 1993.

2. Réunions d'experts sur la Stratégie globale (1994-1998)

Une réunion d'experts sur la Stratégie globale et les Études thématiques pour garantir la représentativité de la Liste du patrimoine mondial eut lieu en juin 1994 au quartier général de l'UNESCO à Paris, et son rapport fut approuvé par le Comité lors de sa 18ème session à Phuket (Thaïlande), en décembre 1994. Le groupe d'experts notait un certain nombre de « lacunes et déséquilibres » dans la liste actuelle, par exemple :

- *l'Europe est sur-représentée par rapport au reste du monde,*
- *les villes historiques et les édifices religieux par rapport aux autres biens,*
- *la Chrétienté par rapport aux autres religions et spiritualités,*
- *les époques historiques par rapport à la préhistoire et au XXe siècle,*
- *l'architecture « élitiste » par rapport à l'architecture populaire,*
- *et, d'une manière plus générale, toutes les cultures vivantes - et en particulier les cultures « traditionnelles » - dans leur épaisseur, leur richesse, leur complexité, leurs relations multiples avec leur environnement y sont très peu présentes.[...]*

Afin d'assurer dans l'avenir une Liste du patrimoine mondial qui soit à la fois représentative, équilibrée et crédible, le groupe d'experts considère qu'il faudra non seulement renforcer, dans les prochaines années, la présence des biens culturels des types, régions et époques sous-représentés, mais aussi prendre en compte les nouvelles conceptions de la notion du patrimoine culturel qui se sont élaborées depuis 20 ans. Pour cela, il conviendra de poursuivre de façon continue la réflexion de concert avec l'évolution des connaissances, de la pensée scientifique et de la vision des relations entre les cultures du monde. »

En outre, le groupe d'experts identifiait certains types comme particulièrement importants pour combler les manques dans la représentativité. La liste proposée devait être vue comme une proposition destinée à attirer l'attention sur des thèmes que l'on n'avait peut-être pas suffisamment considérés dans le passé. Ces thèmes devaient être pris dans leur contexte anthropologique large au fil du temps, et la définition des sites au sein de ces thèmes devait être entreprise sur un mode holistique, reflétant les qualités matérielles autant qu'immatérielles des sites, ces dernières devenant de plus en plus importantes.

Les relations de l'homme avec le sol

- *Les mouvements de population (nomadisme, migrations)*
- *Les établissements humains*
- *Les modes de subsistance*
- *Les évolutions techniques*

Les hommes en société

- *Les interactions de l'homme*
- *La coexistence des cultures*
- *Les expressions créatives des spiritualités*

Une série de réunions d'experts fut ensuite organisée. La réunion d'experts portant sur les **itinéraires** en tant qu'élément de notre patrimoine culturel s'est tenue en Espagne en 1994. Elle définissait la valeur culturelle d'un itinéraire par « *les dynamiques (commerciales, philosophiques, religieuses) qu'elle a engendré ou favorisé (transmission de biens, de connaissances, de savoir-faire) mais également par la symbolique qu'elle peut représenter pour ceux qui la pratiquent* ». La réunion identifia des itinéraires liés à des événements religieux, des activités commerciales, des campagnes militaires, des événements sportifs, ainsi que des événements spécifiques (par ex. l'Odysée) ou des événements qui se sont répétés régulièrement au fil du temps. Les critères proposés se réfèrent aux « *critères spatiaux (trajet, sites, monuments, constructions, édifices, voies, zones d'influence) ; critères temporels (début, fin, périodicité, intensité de fréquentation et variations) ; critères culturels (impact, objet du trajet et ses limites, type d'échange - spirituel ou matériel ; impact dans la mémoire ou l'expérience - introduction de pratiques nouvelles ; volume et nature des échanges - hommes, marchandises, technologies).* » (WHC-95 CONF. 201 INF4E).

La réunion d'experts sur les **canaux du patrimoine** s'est tenue au Canada en 1994 (WHC-95/CONF.201/INF4E). Cette réunion définissait le canal comme une voie d'eau conçue par l'homme. Un canal peut être une œuvre monumentale, une caractéristique définissant un paysage culturel linéaire, ou la composante intégrale d'un paysage culturel complexe. Dans le développement économique, il peut contribuer à la construction de la nation, au développement agricole, au développement industriel, à la production de richesse, au développement de techniques d'ingénierie appliquées à d'autres domaines et industries, ainsi qu'au tourisme. Les facteurs sociaux comprennent la redistribution des richesses avec des résultats sociaux et culturels; les mouvements de population et l'interaction des groupes culturels.

Plusieurs autres réunions d'experts ont été organisées dans différentes régions, sur des sujets en rapport avec la région concernée. Bon nombre de ces réunions ont accordé une attention particulière aux paysages culturels. Il y a eu une réunion sur la culture du riz en Asie et ses paysages en terrasses (Philippines, 1995), et une autre réunion a examiné les méthodes d'identification et d'évaluation des Paysages culturels associatifs (Australie, 1995). Plusieurs réunions ont porté sur le patrimoine culturel africain. En 1995, l'attention a été attirée sur le savoir-faire traditionnel et le patrimoine technique, le patrimoine religieux et spirituel, les établissements humains, les paysages agraires et ses modes d'occupation des sols, les itinéraires culturels et les routes d'échange. En 1996, une réunion d'experts a été organisée en Colombie sur les fortifications des Caraïbes, fournissant une typologie et un inventaire préliminaire de ce type de biens.

La troisième réunion sur la Stratégie globale, organisée à Suva, Fidji, en 1997 (WHC-97/CONF.208/INF.8) portait essentiellement sur quatre thèmes principaux : a) lieux d'origine; lieux d'origine mythologiques, itinéraires de navigation et lieux liés à la navigation; b) sites archéologiques et historiques d'établissements humains; c) lieux d'échanges économiques et cérémoniaux traditionnels; d) du passé au présent, continuité et changement dans le Pacifique.

En 1998, la *Réunion d'experts sur la Stratégie globale du patrimoine mondial pour le patrimoine naturel et culturel*, organisée à Amsterdam, a examiné la représentation de la Liste du patrimoine mondial. L'accent a été particulièrement mis sur la relation entre culture et nature, et les présentations se sont concentrées sur les sites mixtes culturels-naturels et les paysages culturels. En conséquence, la réunion a notamment attiré l'attention sur les aspects anthropologiques. Un groupe de travail a

également examiné le thème de la « valeur universelle exceptionnelle ». Le groupe a noté que tout site du patrimoine possède un caractère unique et des valeurs spécifiques. Pour cette raison, la valeur universelle exceptionnelle n'est pas aisée à définir en référence au patrimoine culturel. Quoiqu'il en soit, il a été recommandé de poursuivre les études thématiques et comparatives entreprises depuis les années 1980. La réunion a également formulé la définition suivante de la valeur universelle exceptionnelle, qui souligne la nécessité d'identifier des thèmes autant que de prendre en compte les spécificités régionales et historiques des sites culturels :

« L'exigence d'une valeur universelle exceptionnelle caractéristique du patrimoine culturel et naturel devrait être interprétée comme une réponse exceptionnelle aux questions de nature universelle communes à toutes les cultures humaines ou qu'elles se posent toutes. Par rapport au Patrimoine naturel, de telles questions sont considérées dans leur diversité biogéographique; par rapport à la culture, elles sont considérées en terme de créativité humaine et de la diversité culturelle qui en résulte. » (WHC-98/CONF.201/INF.9)

3. Programme des analyses de l'ICOMOS et de l'UICN

La 24^{ème} session du Comité du patrimoine mondial à Cairns (2000) a également décidé d'un programme de travail pour l'ICOMOS et l'UICN en ce qui concerne l'analyse de la Liste du patrimoine mondial et des Listes indicatives, de la façon suivante :

« (ii) Les Organisations consultatives et le Centre du patrimoine mondial devraient procéder à l'analyse des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et des listes indicatives sur une base régionale, chronologique, géographique et thématique. Cette analyse devrait être entreprise le plus tôt possible en fonction de la charge de travail des Organisations consultatives et des implications financières de ce travail, compte tenu notamment du nombre important de sites inscrits sur la Liste indicative. Pour cette raison, le travail devrait être organisé en deux parties : les sites de la Liste du patrimoine mondial et les sites de la Liste indicative. Cette analyse permettra aux États parties de se faire une idée claire de la situation actuelle et des tendances probables de la représentativité à court et moyen termes, afin d'identifier les catégories sous-représentées.

(iii) Dans leurs analyses, les Organisations consultatives devraient prendre en compte :

- la diversité et les particularités du patrimoine naturel et culturel de chaque région ;*
- les résultats de la soumission des rapports périodiques régionaux, et*
- les recommandations des réunions régionales et thématiques sur l'harmonisation des listes indicatives qui ont eu lieu depuis 1984, ainsi que des réunions sur la Stratégie globale organisées depuis 1994. »*

Lors de la 25^{ème} session du Comité à Helsing (Finlande) en décembre 2001, les budgets ont été approuvés pour les deux organisations consultatives et le travail a commencé au tout début de l'année 2002.

Deux réunions entre les Organisations consultatives et le Centre du patrimoine mondial ont été organisées à l'UNESCO (janvier 2002) pour identifier les objectifs du projet et harmoniser les méthodologies devant être utilisées. Un rapport d'avancement (WHC/02/CONF.201.6) a été présenté devant le Bureau du comité du patrimoine mondial lors de sa réunion d'avril 2002.

Objectif des études

L'objectif global des études de l'ICOMOS et de l'UICN était de : « *contribuer notablement à la mise en œuvre de la Stratégie globale en réduisant le déséquilibre actuel, et donc d'assurer une Liste du patrimoine mondial crédible, représentative et équilibrée.* » L'analyse devait « *fournir au Comité du patrimoine mondial :*

a. une vue d'ensemble claire de la composition actuelle de la Liste du patrimoine mondial et des listes indicatives, et

b. des tendances probables dans le court à moyen terme, afin d'identifier les catégories sous-représentées de patrimoine possédant une valeur potentielle de patrimoine mondial.

Les résultats de l'analyse « *seront communiqués aux États parties et leur fourniront une base pour :*

i. réviser, et si nécessaire, harmoniser leur Liste indicative, en tenant compte, le cas échéant, de considérations régionales, et

ii. de préparer de nouvelles propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de patrimoine non représenté ou sous-représenté sur ladite Liste et de propositions d'inscription qui vont au-delà des groupes de sites individuels d'aires protégées pour essayer de couvrir les paysages terrestres et maritimes et les connections culturelles et autres. »

26ème session du Comité du patrimoine mondial (2002)

Lors de la 26ème session du Comité du patrimoine mondial à Budapest (Hongrie) en juin 2002, les Organisations consultatives et le Centre du patrimoine mondial ont présenté ce rapport et des mises à jour orales. Après une très longue discussion, le Comité a approuvé la Décision suivante (26 COM 13) :

Le Comité du patrimoine mondial :

Rappelle les objectifs de la Stratégie globale adoptée en 1994 par le Comité et les décisions concernant la représentativité de la Liste du patrimoine mondial prises par le Comité (Cairns, 2000) ;

Souligne que l'objectif principal est de faciliter la tâche des États parties pour identifier les biens de valeur universelle exceptionnelle potentielle et pour préparer les listes indicatives et les propositions d'inscription ;

Invite l'ICOMOS à :

- 1. réviser les catégories générales présentées, comme convenu à sa 24^e session (Cairns, 2000, VI.2, 3.2. (ii) et (iii)), en définissant clairement chacune d'entre elles et en adoptant une approche multiple combinant (a) les facteurs géographiques, régionaux et (b) chronologiques avec (c) la diversité des usages (par ex. religieux, civil, militaire) et (d) l'analyse thématique (par ex. paysages culturels, agglomérations urbaines) ;*
- 2. identifier selon cette approche les lacunes et les catégories sous-représentées ;*
- 3. élargir la composition du Comité directeur à d'autres experts ayant une formation interdisciplinaire plus large ;*

4. compléter la bibliographie (Annexe IV du document WHC-01/CONF.202/9), notamment par des références aux rapports des réunions et des études, conformément à la proposition de la 26^e session du Bureau (WHC-02/CONF.202/2, par. VII.7) ; [...]

Encourage l'ICOMOS et l'UICN à :

1. prendre en compte les commentaires du Comité sur la Phase I de l'analyse, et en particulier à passer d'une analyse quantitative à une analyse qualitative lors de la Phase II ;
2. rechercher des dénominateurs communs, notamment pour les biens mixtes et les paysages culturels ;

Recommande une étroite collaboration entre les Organisations consultatives et le Centre pour la réalisation de l'analyse.

27^{ème} session du Comité du patrimoine mondial (2003)

En 2003, le Comité a demandé au Centre du patrimoine mondial et aux Organisations consultatives de soutenir les États parties pour qu'ils continuent à travailler pour la représentativité de la Liste du patrimoine mondial (Décisions adoptées par la 27^{ème} session WHC-03/27.COM/24, p. 124) :

5. Invite le Centre du patrimoine mondial et les organisations consultatives à renforcer le lien entre le premier objectif stratégique (1er C – renforcer la Crédibilité de la Liste du patrimoine mondial), la « Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial représentative, équilibrée et crédible », les rapports périodiques sur la mise en œuvre de la Convention et les Programmes régionaux ;

6. Tenant compte des articles 11 et 12 de la Convention, considère que le statut des Listes indicatives doit être valorisé de telle sorte que l'inclusion d'un bien sur une Liste indicative implique déjà une forme de reconnaissance internationale ;

7. Rappelant l'esprit de la Résolution de la 12^e Assemblée générale des États parties en 1999, qui encourage notamment la coopération bilatérale et multilatérale au profit des États parties dont le patrimoine est sous-représenté sur la liste, le renforcement des compétences et la formation,

8. Invite les États parties dont le patrimoine est bien représenté sur la Liste, à espacer volontairement les nouvelles nominations et à assister les États parties sous-représentés ayant besoin d'une assistance technique, afin de favoriser la préparation et la mise à jour des Listes indicatives et des dossiers de nominations des biens naturels et culturels sur la Liste du patrimoine mondial ;

9. Rappelle sa décision 26 COM 13 concernant les analyses de la Liste du patrimoine mondial et des Listes indicatives ainsi que la présentation des résultats de ces analyses lors de sa 28^e session de 2004) ;

10. Demande au Centre du patrimoine mondial et aux organisations consultatives d'assister les États parties :

(a) dans la mise en œuvre de la Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial et des listes indicatives crédibles, équilibrées et représentatives, et

(b) dans l'élaboration de mesures opérationnelles destinées à favoriser la représentativité de la Liste du patrimoine mondial au regard de la diversité du patrimoine culturel et naturel, dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs stratégiques pour renforcer la crédibilité de la Liste du patrimoine mondial.

14ème Assemblée générale des États parties (Octobre 2003)

L'Assemblée générale a déclaré ce qui suit, relativement au renforcement de la crédibilité de la Liste du patrimoine mondial (Résolution 14 GA8) :

1. Se félicite de l'adoption par la 26e session du Comité du patrimoine mondial des nouveaux Objectifs stratégiques qui prévoient le renforcement de la crédibilité de la Liste du patrimoine mondial et l'adoption de mesures efficaces de renforcement des capacités ; [...]

4. Recommande que des ressources financières supplémentaires soient accordées au Centre du patrimoine mondial pour des programmes de renforcement des capacités dans les États parties et régions sous représentés sur la Liste du patrimoine mondial. De plus, l'octroi d'une partie du report des fonds non engagés du budget ordinaire pour 2002-2003 pourrait être envisagé à cet effet par le Conseil exécutif à l'une de ses prochaines sessions ;

5. Demande au Centre du patrimoine mondial de joindre à l'évaluation de la Stratégie globale qui sera soumise à la 28e session du Comité du patrimoine mondial, des projets de propositions permettant au Comité d'élaborer des plans d'action appropriés.

C. Méthode et approche de l'ICOMOS

Pour le travail de l'année 2002, l'ICOMOS a constitué un groupe de travail¹ qui a tenu sa première réunion à Paris le 23 mars 2002, et une seconde réunion à Saragosse (Espagne), les 7-8 décembre 2002. Henry Cleere était responsable du processus d'analyse et de la rédaction du rapport. Sophia Labadi (France) était son assistante de recherche. Le premier rapport préliminaire a été distribué aux membres du groupe de travail en octobre 2002, et a été examiné lors de la réunion de Saragosse en décembre 2002. Le rapport final a été préparé en décembre 2002 et janvier 2003, puis envoyé au Centre du patrimoine mondial à temps pour être examiné lors de la réunion entre les Organisations consultatives et le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, le 23 janvier 2003.

Le premier rapport portait essentiellement sur l'analyse de la Liste du patrimoine mondial et des Listes indicatives du point de vue d'un cadre typologique lié aux disciplines patrimoniales reconnues. Après la réunion de janvier, il a été décidé que cette approche devait être complétée par une analyse plus poussée, utilisant différents cadres, afin de produire une représentation plus équilibrée de la situation, en conformité avec les recommandations du Comité du patrimoine mondial (citées précédemment). En conséquence, des cadres chronologiques et thématiques ont été conçus.

Un second groupe de travail² s'est réuni à Munich les 25-27 juillet 2003, et a examiné le premier brouillon des cadres chronologique-régional et thématique, relativement à l'expérience des participants de différentes régions du monde. Le groupe a également examiné un rapport émanant d'une équipe du Musée de Gibraltar, engagée par le Centre du patrimoine mondial pour travailler à une étude sur documents des catégories sur- et sous-représentées de la Liste du patrimoine mondial, en utilisant une approche éco-géographique.

¹ Membres : R. Andrianaivoarivony (Madagascar) ; H. Cleere (GB) ; P. Fowler (GB) ; G. Ali Gaballa (Égypte) ; Guo Zhan (Chine) ; J. Jokilehto (Finlande) ; K. Jones (Nouvelle Zélande) ; J-L. Luxen (Belgique) ; L. Noëlle Gras (Mexique) ; D. Repellin (France) ; G. Solar (Israël) ; G. Wijesuriya (Sri Lanka/Nouvelle Zélande) ; C. Young (GB).

² Membres : S. Denyer (GB) ; T. Fejerdy (Hongrie) ; J. Jokilehto (Finlande) ; H. Lilius (Finlande) ; F. Javier Lopez Morales (Mexique) ; C. Machat (Allemagne) ; U. Mandel (Allemagne) ; D. Munjeri (Zimbabwe) ; M. Petzet (ICOMOS International) ; C. Richardson (Gibraltar) ; R. Silva (Sri Lanka) ; G. Solar (Israël) ; N. P. Stanley-Price (GB, ICCROM) ; S. Titchen (Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO) ; C. Viagas (Gibraltar) ; T. Williams (GB).

D. Résumé de l'analyse ICOMOS

L'étude ICOMOS a été basée sur trois approches complémentaires de l'analyse de la Liste du patrimoine mondial :

- Partie A : Cadre typologique basé sur des catégories
- Partie B : Cadre chronologique/Régional
- Partie C : Cadre thématique

L'exposé de ces trois cadres, et leur structure, sont donnés ci-dessous. Chaque cadre fournit une analyse de la Liste du patrimoine mondial.

Partie A - Cadre typologique basé sur des catégories

Le tableau suivant résume les catégories qui ont été utilisées dans l'analyse typologique, ainsi que les types de biens auxquels chaque catégorie se réfère. Les résultats des analyses ont été liés aux différentes régions UNESCO.

	Monuments	Ensembles	Sites
Patrimoine archéologique :	Monument individuel, y compris ouvrages de terre, fermes, villas, temples et autres bâtiments publics, ouvrages défensifs, etc. qui ne sont pas utilisés ou occupés	Etablissements (villes, villages), ouvrages défensifs, etc. qui ne sont pas utilisés ou occupés	Ouvrages de terre, tertres funéraires, grottes d'habitation, ouvrages défensifs, cimetières, itinéraires, etc. qui ne sont pas utilisés ou occupés
Sites d'art rupestre :			Grottes, abris sous-roche, surfaces ouvertes et sites comparables contenant des peintures, gravures et sculptures, etc ;
Sites d'hominidés fossiles :			Sites individuels et paysages contenant des éléments de squelettes et/ou des preuves d'occupation par les premiers hominidés ;
Édifices et ensembles historiques :	Monuments individuels, ensembles de monuments, œuvres d'art ;		
Établissements urbains et ruraux/Villes et villages historiques :		Villes, centres-villes et autres groupes collectifs d'habitations ;	
Architecture vernaculaire :	Types de bâtiments établis traditionnellement, utilisant des systèmes de construction et techniques artisanales traditionnelles ;	Groupes de types de bâtiments établis traditionnellement,	Paysages culturels avec établissements vernaculaires ;
Biens religieux :	Édifices et structures associés à des valeurs religieuses ou spirituelles, par ex. : églises, monastères, tombeaux, sanctuaires, mosquées, synagogues, temples, etc. ;	Établissements ou villes historiques avec des associations religieuses ou spirituelles : villes sacrées, etc.	Sites avec des associations religieuses ou spirituelles : sanctuaires, paysages sacrés, ou paysages avec des éléments sacrés, etc ;
Biens agricoles, industriels et technologiques :	Usines ; ponts, systèmes de gestion de l'eau (barrages, irrigation, etc) ;	Établissements agricoles ; établissements industriels,	Systèmes de champs, vignobles, paysages agricoles ; systèmes de gestion de l'eau (barrages, irrigation, etc) ; mines, paysages miniers, canaux, voies de chemin de fer ; etc ;
Biens militaires :	Châteaux, forts, citadelles, etc ;	Citadelles, fortifications urbaines ; systèmes défensifs ; etc ;	Systèmes défensifs ;
Paysages culturels, parcs et jardins :	Jardins associés à des monuments		Paysages clairement définis, conçus et créés intentionnellement ; paysages essentiellement évolutif (paysage relique ou fossile, paysage vivant) ; paysages culturels associatifs ;
Itinéraires culturels :			Chemins de pèlerinage, routes commerciales, routes, canaux, voies de chemin de fer, etc ;
Monuments et sites funéraires :	Tertres funéraires, cairns, mausolées, tombes, cénotaphes, cimetières, etc ;		Grandes zones ou paysages culturels avec tertres funéraires, cairns, mausolées, tombes, cénotaphes, cimetières, etc ;
Biens symboliques et mémoriaux :	Monuments proposés pour inscription ou inscrits en raison d'associations avec des croyances, des individus, ou des événements ;	Établissements ou villes associés à des croyances, des individus, ou des événements ;	Paysages ou grandes zones associés à des croyances, des individus, ou des événements ;
Patrimoine moderne :	Édifices, œuvres d'art, biens industriels (à partir de la fin du XIXe siècle) ;	Villes, zones urbaines ou rurales, à partir de la fin du XIXe siècle ;	Paysages culturels et paysages similaires, à partir de la fin du XIXe siècle ;

Partie B. Cadre chronologique-Régional

Ce cadre a été basé sur une chronologie historique, telle que l'on considère qu'elle a évolué dans différentes parties du monde. Il est basé sur l'identification de régions culturelles perçues, en prenant note de leur modification avec le temps.

I. Début de l'évolution humaine

II. Proche et Moyen-Orient, Afrique du Nord

1. Mésopotamie
2. Égypte
3. Anatolie antique
4. Civilisation phénicienne de la méditerranée et de l'Afrique du Nord antique
5. Royaumes du Proche-Orient
6. Iran antique
7. Empires perses
8. Empire d'Alexandre le Grand, période hellénistique
9. Empire romain
10. Empire byzantin
11. Arabie et États apparentés
12. Califats du Proche et Moyen-Orient et Égypte
13. Le Maghreb
14. Empire Seldjoukide
15. Empire Ottoman

III. Europe

1. Civilisations Egéenne, Minoenne et Mycénienne
2. États-cités grecs et Grèce classique
3. Empire d'Alexandre le Grand et période hellénistique
4. Début de l'Europe non-classique
5. Rome et Empire romain
6. Empire byzantin
7. Europe de l'Est médiévale
8. Europe du Sud médiévale
9. Europe de l'Ouest et du Nord médiévale
10. XVe - XVIe siècles
11. XVIIe - XVIIIe siècles
12. L'Europe de la Révolution française à la Première Guerre mondiale

IV. Asie

1. Sous-continent indien
2. Asie du Sud-Est
3. Asie orientale (Extrême-Orient)
4. Asie centrale

V. Pacifique et Australasie

1. Australie
2. Nouvelle Zélande
3. Mélanésie
4. Micronésie
5. Polynésie

VI. Afrique sub-Saharienne

1. Afrique de l'Ouest
2. Soudan nilotique et Éthiopie
3. Afrique de l'Est et Madagascar
4. Afrique centrale
5. Afrique australe

VII. Les Amériques

1. Amérique du Nord
2. Méso-Amérique
3. Les Caraïbes
4. Amérique du Sud

VIII. Régions arctique et antarctique

IX. Monde moderne

Partie C. Cadre thématique

Le cadre thématique classe la relation entre les gens et les choses, et reflète certains des thèmes principaux apparus au cours des discussions sur l'Étude Globale, et plus récemment sur la Stratégie globale. Le thème « Expressions de la créativité » est présenté en relation avec les types ou catégories de monuments et sites tels qu'ils sont définis par la Convention du patrimoine mondial (voir Introduction, p. 7) et correspond au cadre typologique. Le thème « Réponses spirituelles » est présenté en relation avec les biens religieux dans le cadre typologique.

Le cadre thématique comprend sept thèmes principaux, subdivisés comme suit :

I. Associations culturelles

- A. Interactions de l'homme en société
- B. Associations culturelles et symboliques
- C. Domaines de la connaissance

II. Expressions de la créativité

- A. Monuments
- B. Ensembles
- C. Sites

III. Réponses Spirituelles

- A. Systèmes de croyance anciens et indigènes
- B. Hindouisme et religions associées
- C. Bouddhisme
- D. Confucianisme, Taoïsme, Shintoïsme, etc.
- E. Judaïsme
- F. Chrétienté
- G. Islam

IV. Utilisation des ressources naturelles

- A. Agriculture et production alimentaire
- B. Exploitation minière et carrières
- C. Systèmes de manufacture

V. Mouvement des peuples

- A. Migration, nomadisme, esclavage
- B. Routes et systèmes de transport

VI. Développement des technologies

3. Résultats de l'analyse ICOMOS

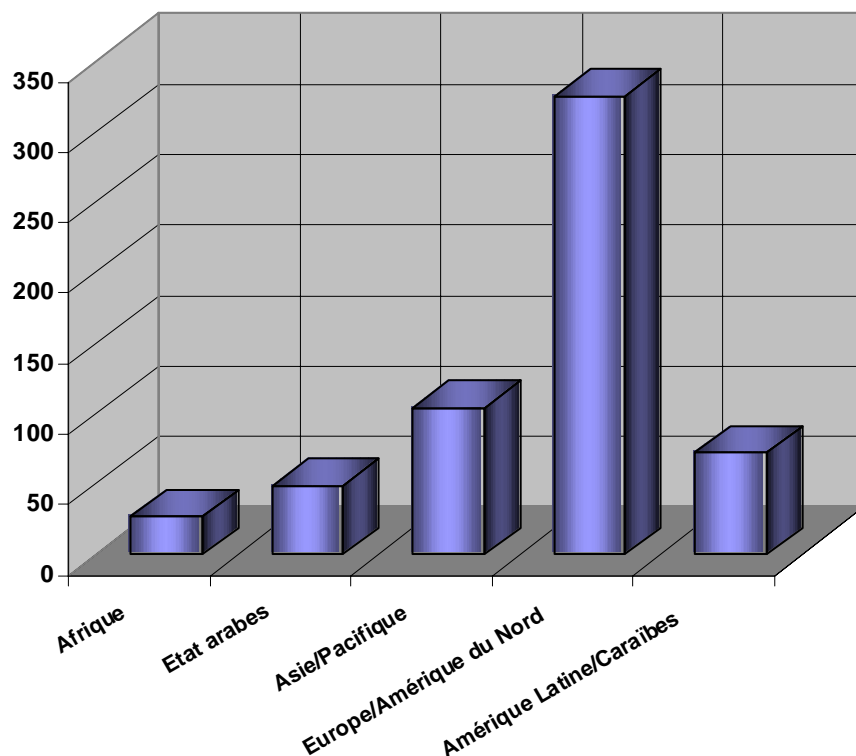
A. Analyse du cadre typologique

1. Contexte

Des analyses de la Liste du patrimoine mondial basées sur des catégories ont été entreprises dès les premières années de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial - par exemple, la communication de Michel Parent en 1979 (CC-79/CONF.003/11) et, en particulier, les analyses de l'ICOMOS en 1994, et de nouveau en 2000, sous forme de contribution au groupe de travail sur la représentativité de la Liste du patrimoine mondial. En outre, le document de travail WHC-01/CONF.208/12Add, p. 10, souligne que les catégories sous-représentées peuvent être identifiées à l'aide d'une analyse de la Liste du patrimoine mondial basée sur des catégories.

Pour les analyses de 1994 et 2000, l'ICOMOS a utilisé une approche basée sur une catégorie unique : c'est-à-dire que chaque bien culturel ou mixte du Patrimoine mondial était assigné à une seule catégorie. Il a été reconnu que cela ne donnerait qu'un résultat approximatif, car pratiquement tous les biens contiennent des éléments qui justifieraient leur attribution à plusieurs catégories. Par exemple, les villes comme Rome sont des villes historiques, mais elles contiennent également des monuments archéologiques et religieux majeurs, de qualité digne du Patrimoine mondial.

Diagramme A1 : Liste du patrimoine mondial en référence aux régions UNESCO



2. Analyse actuelle

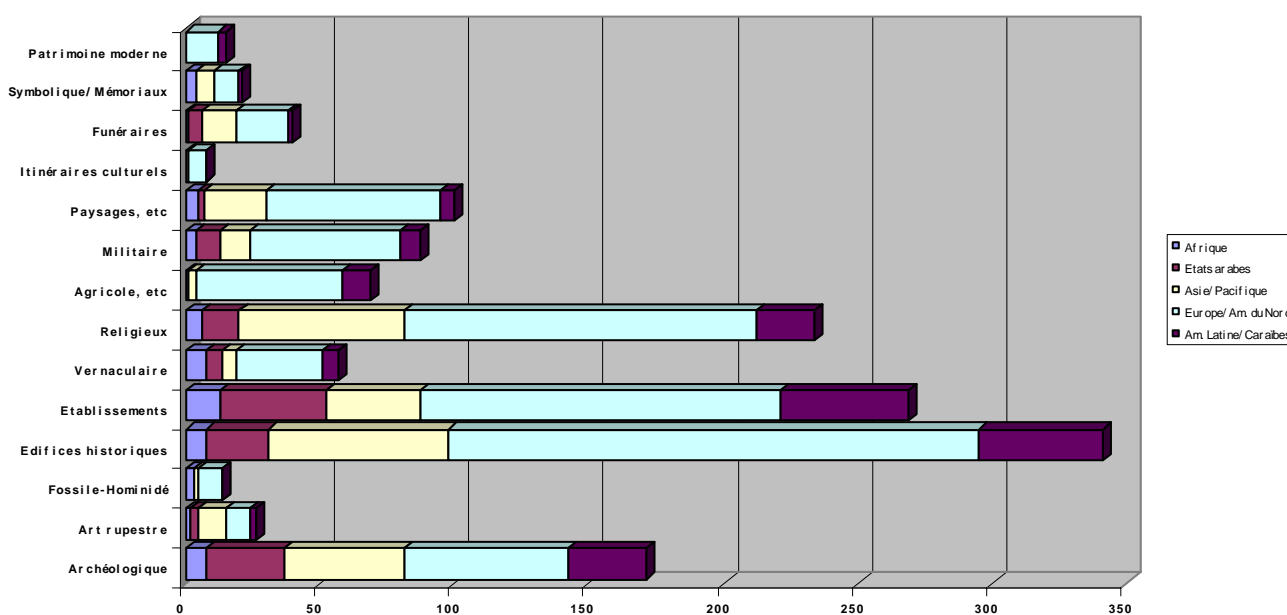
Le travail s'est poursuivi sur l'analyse de chaque bien de la Liste du patrimoine mondial (voir Diagramme A1) et des Listes indicatives (celles préparées conformément aux exigences du Comité, et qui contenaient donc suffisamment de données pour qu'une évaluation puisse être réalisée. Chaque bien de la Liste du patrimoine mondial a été analysé en consultant les dossiers de proposition d'inscription et l'évaluation de l'ICOMOS. Dans le cas des Listes indicatives, l'analyse était basée sur les informations fournies par les États parties. Quand ces informations s'avéraient insuffisantes pour faire une analyse et une attribution à des catégories valables, les ressources du Secrétariat du Patrimoine mondial et du Centre de documentation de l'ICOMOS ont été consultées. Quand la Liste actuelle a été analysée à l'aide de l'approche « multi-catégorielle », un total de 1473 unités spécifiques a été identifié ; c'est-à-dire que chaque bien a été assigné à une moyenne d'environ trois catégories.

La liste des typologies est donnée dans l'Annexe 1a, avec les résultats de l'analyse comparative de la Liste du patrimoine mondial et des Listes indicatives, telles que ces dernières se rattachent aux différentes régions UNESCO.

3. La Liste du patrimoine mondial

Les résultats de l'analyse de la Liste du patrimoine mondial par catégorie sont indiqués dans le Tableau 5 (tous les tableaux sont donnés dans l'Annexe 1b) et le Diagramme A2. Il est immédiatement visible que les catégories les plus représentées sont celles des biens architecturaux (341), des villes historiques (269), des biens religieux (234) et des biens archéologiques (171) ; ces catégories représentent 69 % des biens culturels de la Liste. Les itinéraires culturels (8), les sites d'hominidés fossiles (14) et le patrimoine moderne (15) sont beaucoup moins représentés. Les itinéraires culturels et les sites d'hominidés fossiles, évidemment, sont des catégories à part, dont on ne peut escompter qu'elles soient très développées. Cependant, le chiffre qui correspond au patrimoine moderne est assurément faible, et peu représentatif de cette composante significative du patrimoine culturel mondial.

Diagramme A2 : Liste du patrimoine mondial, totaux par catégorie



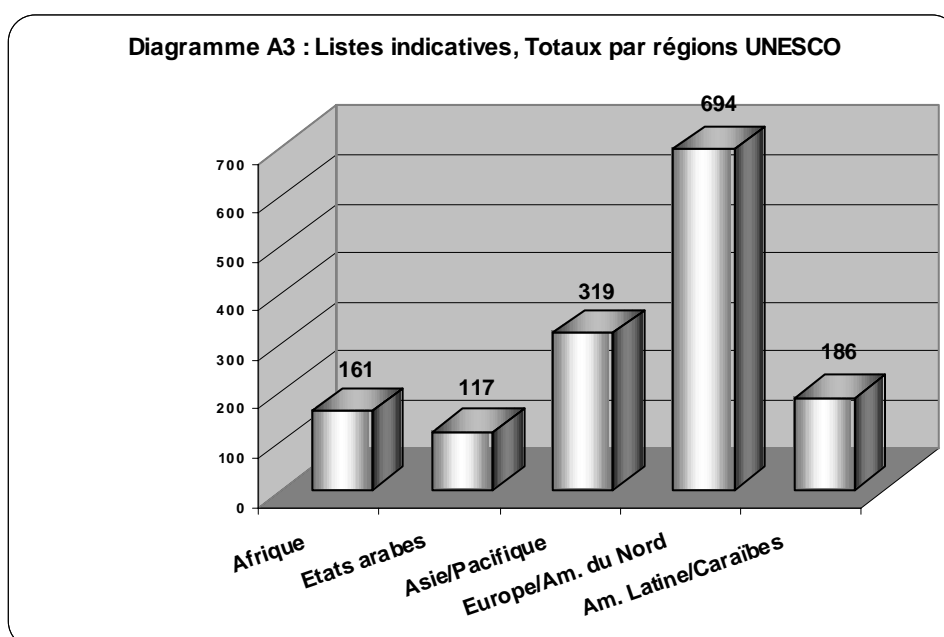
Une analyse des biens de la Liste montrant les proportions pour chaque catégorie selon les régions (Tableau 7) met en évidence plusieurs anomalies. En Afrique, il y a une faible représentation de catégories dont on aurait pu croire qu'elles figureraient fortement ; par exemple, les biens archéologiques, les sites d'art rupestre, les sites vernaculaires, les itinéraires culturels et les sites funéraires. Les paysages culturels ne figurent pas dans les États arabes. Il y a de faibles niveaux de biens technologiques/agricoles, de sites vernaculaires, et d'itinéraires culturels dans la région Asie-Pacifique. En Amérique Latine et dans les Caraïbes, on aurait pu s'attendre à une proportion plus élevée de sites d'art rupestre, de sites vernaculaires et d'itinéraires culturels.

4. Listes indicatives

La même procédure a été utilisée pour les Listes indicatives. Comme celles-ci changent fréquemment, une décision conjointe a été prise avec le Centre du patrimoine mondial pour utiliser les Listes indicatives jusqu'au 21 juin 2002 (voir Document de travail WHC-02/CONF.202/20 Rev).

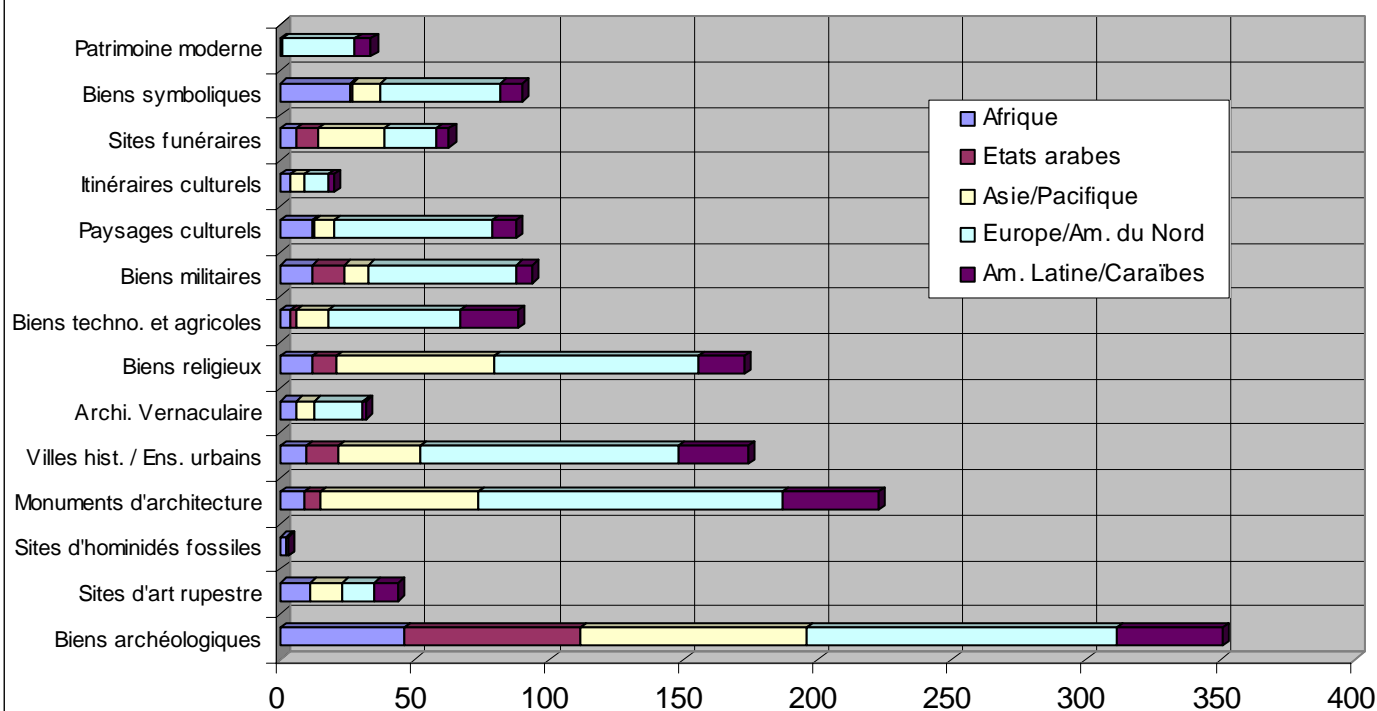
En examinant les différentes régions, on a trouvé qu'il n'y avait aucune Liste indicative dans 12 États sur 36 en Afrique, dans 6 États sur 16 dans les États arabes, dans 7 États sur 31 en Asie et dans le Pacifique, dans 7 États sur 47 en Europe et en Amérique du nord, et dans 12 États sur 29 en Amérique Latine.

On a trouvé que 115 des Listes indicatives en la possession du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO avaient la forme requise par le Comité du patrimoine mondial, et convenaient donc à une catégorisation détaillée du type utilisé pour la Liste du patrimoine mondial. Il n'était pas possible d'utiliser le faible nombre de Listes indicatives simplement composées de noms de sites. C'était le cas, par exemple, des Listes indicatives de la Géorgie et de l'Indonésie. Les sites pour lesquels aucune description n'était disponible n'ont pas été pris en considération. Un total de 866 sites a été analysé. C'est moins que les 1356 sites des Listes indicatives présentés par le Centre du patrimoine mondial devant le Comité du patrimoine mondial en juin 2002. Cette divergence est due au fait que les sites naturels n'ont pas été pris en compte. De plus, la base de données des Listes indicatives du Centre du patrimoine mondial contient également des sites déjà inscrits sur la Liste du patrimoine mondial (voir : WHC-02/CONF.202/20 Rev). Les sites déjà inscrits sur la Liste du patrimoine mondial n'ont pas été pris en compte dans l'analyse des Listes indicatives. Il faut souligner, cependant, que la mauvaise qualité d'un nombre considérable de Listes indicatives, et le manque d'information justifiant la « valeur universelle exceptionnelle » de nombreux biens figurant sur ces listes, ont rendu cette analyse très difficile.



Le détail des listes étudiées est donné dans le Tableau 2 et le diagramme A3. Sur ces listes, 24 (10) provenaient d'Afrique, 10 (2) des États arabes, 24 (8) de la région Asie-Pacifique, 40 (4) d'Europe-Amérique du Nord, et 17 (2) d'Amérique Latine et des Caraïbes; les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre de Listes indicatives provenant de pays sans biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Une fois de plus, il y a une tendance marquée en faveur de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Il faut noter que plusieurs pays européens qui sont déjà bien représentés sur la Liste ont également des Listes indicatives substantielles. Quand les Listes indicatives ont été analysées à l'aide de l'approche « multi-catégorielle » adoptée pour la Liste du patrimoine mondial, un total de 1515 unités spécifiques a été identifié : c'est-à-dire que chaque bien inscrit a été assigné à une moyenne d'environ trois catégories parmi celles définies ci-dessus.

Diagramme A4 : Listes indicatives par catégorie et régions UNESCO



L'analyse de cette base de données par région et par catégorie est indiquée dans le diagramme A4 et le Tableau 6 (Annexe 1b, Tableaux 5-6). Elle reflète en grande partie la même situation que connaît la Liste du patrimoine mondial : les mêmes quatre catégories (biens archéologiques (351), villes historiques (174), biens religieux (173), et biens architecturaux (223)) prédominent, mais avec une proportion plus élevée des biens archéologiques, due dans une large mesure aux exemples nombreux de cette catégorie de biens mis en avant par les États parties africains et arabes). Le nombre de sites vernaculaires proposés par les pays africains est très faible, ce qui est surprenant. Le faible nombre de paysages culturels proposés par les États parties en Afrique et dans la région Asie-Pacifique est également décevant. Ceci se trouve de nouveau confirmé par l'analyse des données montrant les proportions pour chaque catégorie selon les régions (Tableau 6). L'analyse comparative des Tableaux 3 et 6 (dans l'Annexe 1b, Tableaux 7-8) montre l'évolution régionale des catégories entre la Liste du patrimoine mondial et les Listes indicatives.

5. Résumé

On peut noter, d'après l'analyse ci-dessus, que les catégories de patrimoine culturel les plus représentées sur la Liste du patrimoine mondial sont celles des biens architecturaux, des villes historiques, des biens religieux et des biens archéologiques, qui représentent à eux seuls 69 % des biens culturels de la Liste. Pour diverses régions, des « lacunes » apparaissent dans les régions culturelles où il semblerait qu'il y ait des biens appartenant aux catégories de la Liste. Par exemple, en Afrique, il y a une faible représentation des catégories de biens archéologiques, de sites d'art rupestre, de sites vernaculaires, d'itinéraires culturels, et de sites funéraires, tandis que les paysages culturels ne figurent pas du tout dans les États arabes.

En juin 2002, 1356 sites figuraient sur les Listes indicatives. Il faut cependant noter que toutes les Listes indicatives n'avaient pas, à ce moment là, la forme requise par le Comité du patrimoine mondial et ne pouvaient pas être soumises à la même catégorisation détaillée du type utilisé pour la Liste du patrimoine mondial. Par conséquent, seulement 866 sites ont été considérés dans l'analyse. Il faut également noter que plusieurs pays européens, qui sont déjà bien représentés sur la Liste, ont des Listes indicatives conséquentes.

D'un point de vue général, nous pouvons conclure que les Listes indicatives actuelles ne changeraient pas les équilibres ou déséquilibres potentiels de la Liste du patrimoine mondial. La représentation régionale reste plus ou moins identique, et même au sein des catégories, il n'y a que des changements mineurs. Si l'on souhaite un changement important, il sera nécessaire de réviser les Listes indicatives existantes en conséquence, et d'encourager la préparation de Listes indicatives par les États parties qui n'en ont pas actuellement.

B. Cadre chronologique-régional

1. Contexte

L'histoire culturelle de l'humanité est complexe. Diverses cultures se sont diffusées à travers de vastes régions et ont influencé ces régions, en franchissant les frontières géographiques ; divers Empires sur la plupart des continents ont connu des débuts modestes pour ensuite régner sur des régions entières du monde. Ce fut le cas de l'Empire perse, qui s'étendait depuis la Méditerranée et l'Égypte, à l'ouest, jusqu'à la vallée de l'Indus, à l'est, et qui a laissé son empreinte sur les peuples placés sous son influence. L'Empire romain a donné une référence culturelle commune à la région méditerranéenne et à une grande partie de l'Europe centrale et occidentale. Quand il a été divisé en Empire romain d'Occident et Empire byzantin, il a donné des bases culturelles différentes à l'Europe de l'Est et de l'Ouest. Les Empires chinois et indien en Asie, les empires Inca et Maya en Amérique du Sud et en Amérique centrale, et les empires Malien et Songhaï en Afrique occidentale ont tous laissé une empreinte marquée sur des périodes et des régions spécifiques. Leurs structures de gouvernement, dans bon nombre de cas, ont engendré leurs propres régions culturelles, dont certaines ont duré pendant des siècles.

Il est clair qu'en raison de l'essor et de la chute des empires, le développement culturel, relativement à une chronologie historique, varie d'une région culturelle à une autre, et que les régions culturelles varient également d'une époque à l'autre.

Les cultures ne sont pas seulement liées aux empires : dans de nombreuses parties du monde, les modèles culturels ont évolué indépendamment des empires - souvent par le biais d'exclusions déterminées, mais parfois aussi à la suite d'un avantage géographique stratégique. Des cultures puissantes peuvent également, dans certaines parties du monde, être vues comme ayant un rapport

symbiotique fort avec les empires, mais sans en faire partie. Toutes ces cultures croissent et décroissent de façon similaire et on peut considérer qu'elles suivent ou reflètent des chronologies historiques.

Un cadre chronologique doit donc nécessairement prendre en compte la grande variété des développements culturels. Un tel cadre, s'il doit refléter correctement cette variété, doit être lié aux régions culturelles plutôt qu'aux régions politiques modernes.

Le présent cadre a été présenté en sections qui suivent les continents : l'Asie, l'Australasie et le Pacifique, l'Afrique, l'Europe, les Amériques, ainsi que les régions arctique et antarctique. Au sein de ce cadre général, il est fait référence à des régions culturelles plus petites, selon leur histoire. Quand une culture particulière, comme l'Empire Ottoman, régnait sur différentes régions géographiques ou continents, une référence y est faite dans la chronologie historique de la région concernée. Il faut comprendre qu'un tel « macro-cadre » ne peut être qu'une référence globale, et qu'une histoire culturelle plus détaillée doit être élaborée à un « micro-niveau ».

Le cadre chronologique-régional est donc divisé en plusieurs sections, qui renvoient à diverses régions du monde et à la chronologie historique propre à chaque région. Une exception est « le début de l'évolution humaine », du paléolithique à l'âge du bronze, qui a été pris comme une catégorie à part, ne se référant à aucune région unique. Cette catégorie ne possède pas non plus de cadre temporel spécifique, ce qui reflète le fait que l'évolution a été différente d'une région à l'autre. Une autre catégorie particulière se rapporte à la période de la « mondialisation » depuis la Première Guerre mondiale. Cette catégorie a été baptisée « monde moderne », et couvre également toutes les régions.

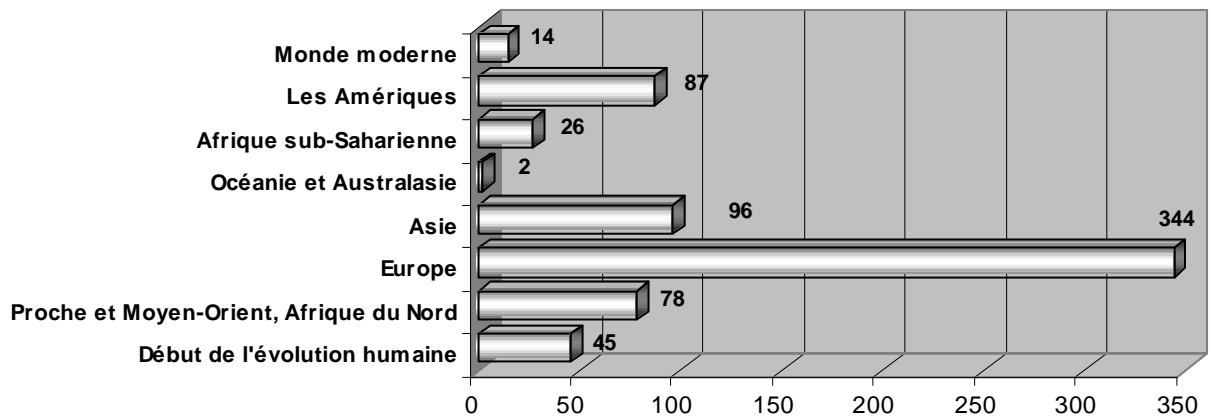
2. Analyse

Tous les biens culturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial ont été reliés à ce cadre. Les Listes indicatives n'ont pas été prises en compte dans cette analyse, car les informations pertinentes portant sur le cadre chronologique manquent souvent. Pour chaque bien, on a pris note de la période, ou des périodes, les plus significatives mentionnées pour la justification de sa valeur universelle exceptionnelle, raison pour laquelle le bien a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial.

Dans le cas de certains monuments et sites, cela revient à une période principale, par exemple la tombe du premier empereur de Chine, ou le travail d'Antonio Gaudi en Espagne. La valeur de nombreux édifices historiques est liée à la période principale de leur conception et de leur construction. Cependant, certains monuments et sites sont plus complexes, et contiennent d'importants témoignages d'une chronologie historique ininterrompue. Un exemple de ce type est la ville historique de Rome, qui a été importante à partir de l'Antiquité, pendant tout le Moyen Âge et jusqu'à la Renaissance. C'est également le cas de nombreuses autres villes historiques et paysages culturels, qui ont continué d'être utilisés et modifiés au fil du temps en réponse à des besoins naissants. Dans de tels cas, référence a été faite à plusieurs périodes pertinentes. Par conséquent, le nombre total d'occurrences sur la liste ne reflète pas le nombre total de biens culturels, mais plutôt la représentation multiple de bon nombre des monuments et sites inscrits.

Mise en rapport de la Chronologie avec les Régions culturelles

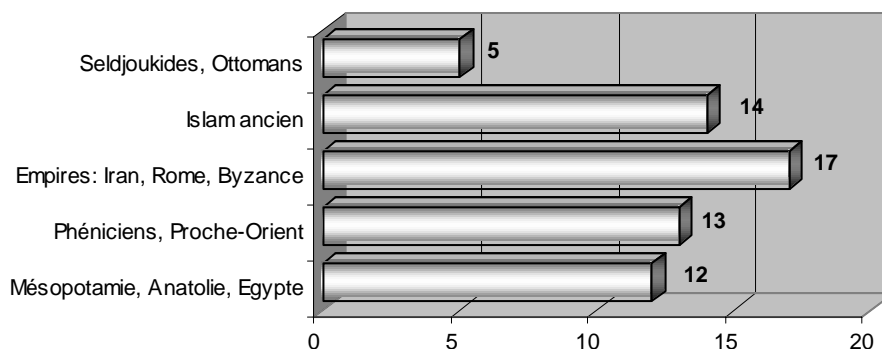
Diagramme B1 : Chronologie liée aux régions



Si le nombre total d'occurrences des monuments et sites de la Liste est ensuite comparé aux différentes régions, comme dans le graphique ci-dessus, des différences importantes apparaissent entre les différentes régions, qui sont bien connues. Sur ce graphique, l'Europe apparaît 344 fois (env. 49 %), alors que l'Afrique sub-saharienne apparaît seulement 26 fois (4 %), et l'Océanie et l'Australasie seulement 2 fois (0 %). Sur les autres régions, le Proche et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord apparaissent 78 fois (11 %), l'Asie 96 fois (14 %) et les Amériques 87 fois (13 %). Le début de l'évolution humaine apparaît 45 fois (7 %) et le monde moderne apparaît 14 fois (2 %).

Analyse du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

Diagramme B2 : Moyen-Orient et Afrique du Nord

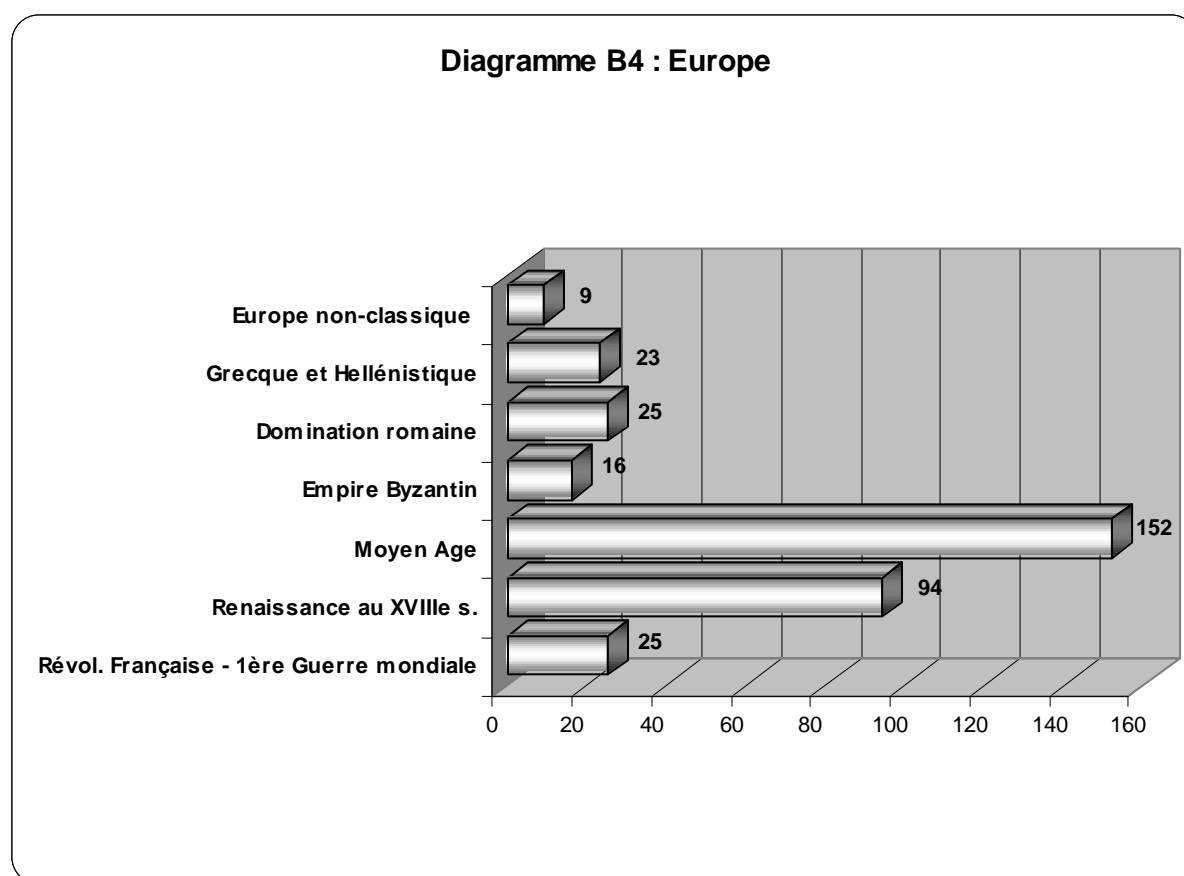


Le Proche et le Moyen-Orient anciens sont souvent considérés comme le berceau de l'humanité, reflétant plusieurs des principales cultures et empires. Ils sont sous-représentés sur la Liste du patrimoine mondial. Par exemple, en Mésopotamie, il n'y a qu'Assour, la première capitale de l'Empire assyrien, et même cette ville a été inscrite en urgence, pas de façon planifiée. En Iran, il y a le site élamite de Tchoga Zanbil, en Égypte les pyramides de Guizeh, la Thèbes antique et les monuments de Nubie, et en Turquie, la capitale de l'Empire hittite, Hattousa. Aucun site ne représente les anciens Sumériens, Akkadiens ou Babyloniens. Peu de sites en Afrique du nord représentent la civilisation phénicienne, et, en Iran, les époques achéménide et sassanide. Des sites représentent les Empires hellénistique, romain et byzantin dans la région, mais cela ne signifie pas que ces civilisations sont représentées de façon appropriée. Il y a plusieurs sites de la période islamique, en particulier dans le Maghreb, mais, de nouveau, bon nombre d'aspects ne sont pas encore représentés sur la Liste. L'Empire Seldjoukide n'apparaît qu'une seule fois et la période ottomane quatre fois.

Europe

L'Europe a le plus grand nombre d'occurrences sur la Liste. Cela ne signifie pas, cependant, que tous les aspects du patrimoine culturel de ce continent ont été représentés de façon appropriée sur la Liste du patrimoine mondial.

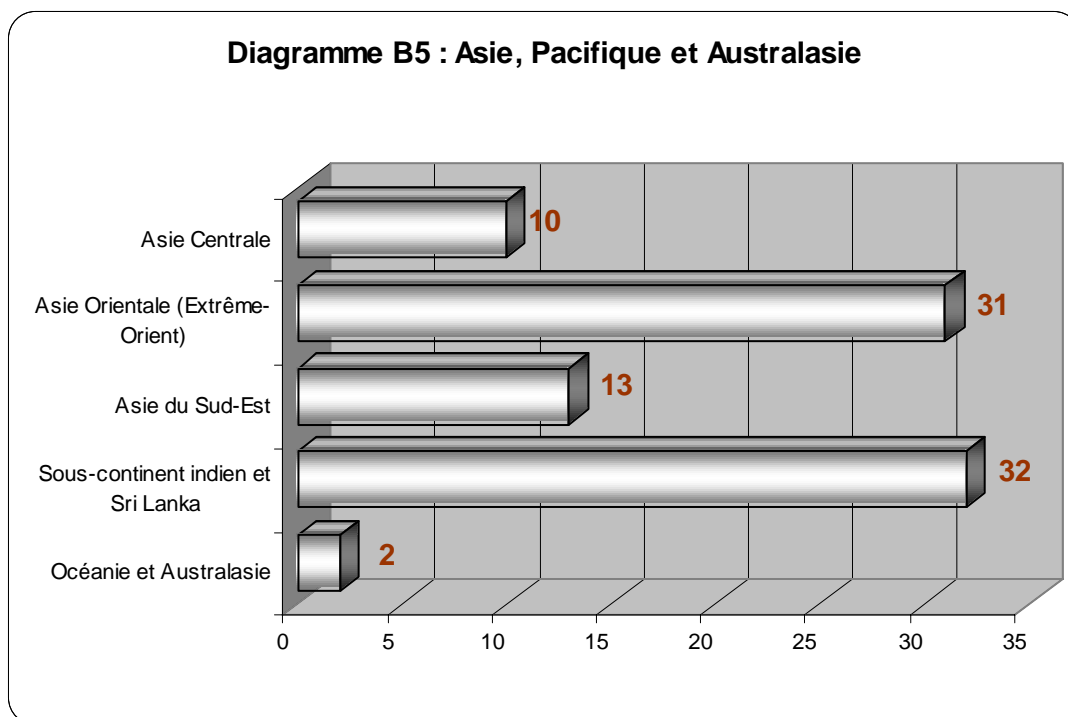
Pour ce qui est de l'Antiquité, les États-cités grecs, les Empires hellénistique, byzantin et romain apparaissent 48 fois. L'Empire byzantin a 16 occurrences. Le Moyen Âge a 152 occurrences et sur celles-ci, l'Europe méridionale en a 47, l'Europe occidentale et septentrionale 87, et l'Europe de l'Est 18. Ces chiffres incluent 4 références aux Vikings et une référence aux cultures arctiques indigènes (Région de Laponie de la Suède).



Si l'on compare les différences entre les diverses parties de l'Europe, de l'Antiquité au XVIIIe siècle, on peut voir que le sud de l'Europe a 47 % des occurrences, l'Europe occidentale et septentrionale en a 43 %, tandis que l'Europe de l'Est n'en a que 10 %. En outre, si l'Antiquité classique et l'Empire

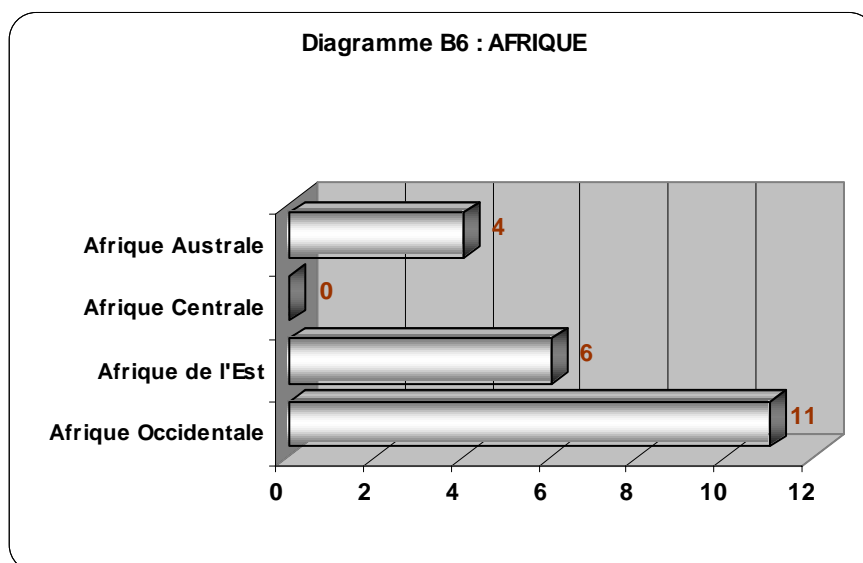
byzantin sont assez bien représentés dans le sud (64 occurrences), il y a relativement peu d'occurrences dans le reste de l'Europe (9 occurrences).

Asie, Pacifique (Océanie) et Australasie



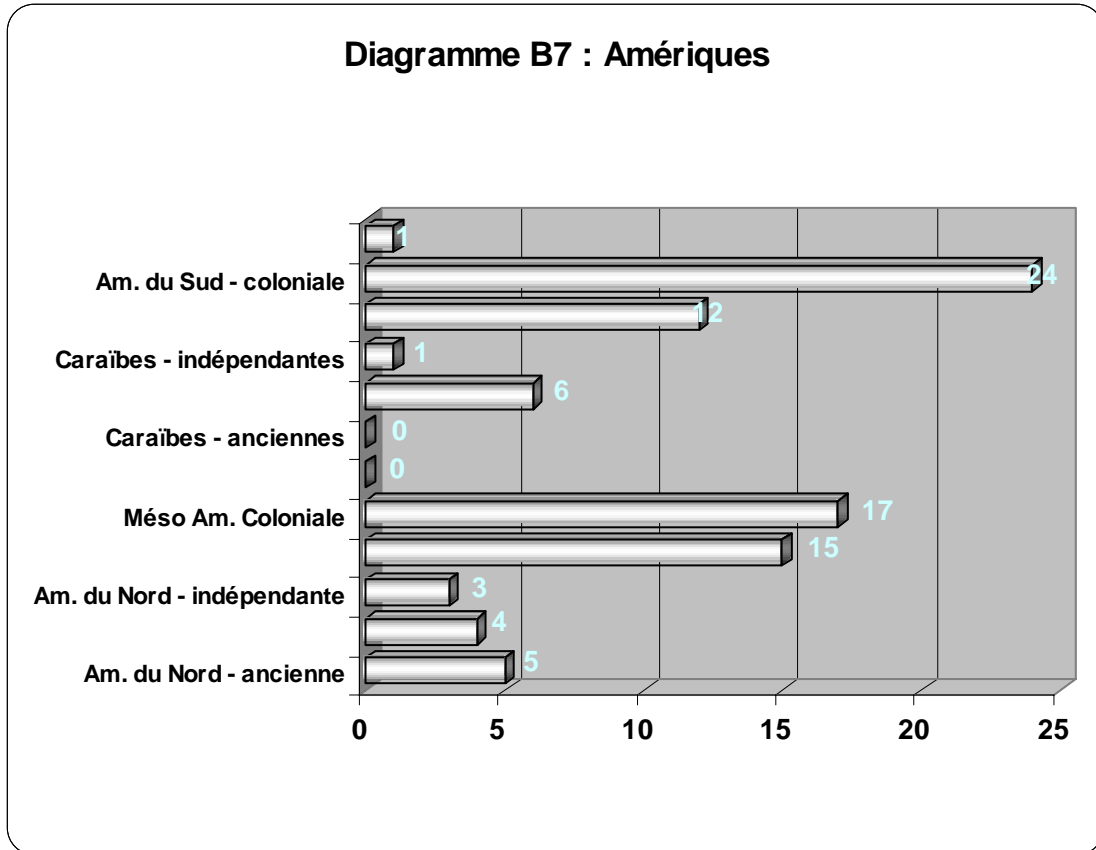
En Asie, l'Asie de l'Est (Chine, Japon et Corée) et l'Asie du Sud sont relativement mieux représentées que le reste du continent. L'Asie de l'est a 35 % des occurrences, le sud de l'Asie (Inde, Sri Lanka) 37 %, tandis que l'Asie du Sud-Est n'en a que 15 %, et l'Asie centrale 11 %. La région du Pacifique et l'Australasie n'ont que 2 % des occurrences. Certains pays, comme l'Inde et la Chine, ont proposé des sites qui représentent un large contexte historique. En même temps, l'analyse fait apparaître des lacunes prononcées, en particulier dans la région Pacifique et en Asie centrale, où des périodes historiques entières sont complètement absentes.

Afrique



L'Afrique a relativement peu de références à des sites culturels, qui, en tout, n'apparaissent que 20 fois. La plupart d'entre eux sont en Afrique occidentale, tandis que l'Afrique centrale n'en a aucun. Diverses cultures n'ont pas été reconnues du tout, parmi lesquelles les États Bantous d'Afrique centrale. Au Zimbabwe, il y a trois sites, et un seul en Afrique du Sud. Deux de ces quatre sites ont été inscrits en 2003.

Amériques



Pour ce qui est des Amériques, composées de l'Amérique du Nord, la Mésio-Amérique et les Caraïbes, et l'Amérique du Sud, la plupart des occurrences de la liste renvoient à l'époque coloniale (58 %). Un certain nombre de monuments et sites, en particulier, représentent l'époque coloniale espagnole. L'époque pré-coloniale a 37 % des occurrences, liées à l'Amérique du Sud et à la Mésio-Amérique, tandis que l'époque de l'indépendance n'en a que 5 % (États-Unis et Haïti).

3. *Résumé*

Un cadre chronologique doit prendre en compte la diversité des développements culturels, et doit être lié aux régions culturelles plutôt qu'aux régions politiques. Étant donné que bon nombre de biens culturels ont une longue histoire, et sont donc liés à plusieurs gouvernements et cultures successifs, ces monuments et sites ont de nombreuses occurrences dans ce cadre. Ici, on a essayé de relier les biens culturels de ce type aux principales époques et régions culturelles.

L'analyse révèle que diverses cultures sont clairement « sous-représentées » dans la Liste du patrimoine mondiale actuelle. Par exemple, au Proche et Moyen-Orient, les anciens Sumériens et Babyloniens, ainsi que plusieurs autres cultures ne sont pas encore représentés. On ne peut pas dire,

même de l'époque islamique, qui a déjà un certain nombre d'occurrences, qu'elle est suffisamment représentée dans tous ses aspects significatifs. C'est également vrai pour l'Europe. Alors que les parties méridionales et occidentales de l'Europe ont un grand nombre de sites, on ne peut pas dire la même chose des parties septentrionales et orientales. En Afrique, il y a, dans l'ensemble, très peu de références, et certaines cultures majeures, comme celles des États Bantous d'Afrique centrale, n'ont pas encore été reconnues. Des grandes parties de l'Asie et du Pacifique, en particulier les îles du Pacifique, sont à peine représentées sur la Liste. En Amérique Latine, il y a une relative abondance de références à l'époque coloniale espagnole, tandis qu'une partie des cultures indigènes ne sont toujours pas représentées.

Il est à noter que l'analyse ci-dessus doit être confirmée par une analyse plus détaillée effectuée au sein de chaque région. Il faudrait accorder une attention particulière à une analyse plus poussée des Listes indicatives. Bien qu'il s'avère possible d'identifier certaines civilisations ou cultures qui ne sont pas représentées sur la Liste du patrimoine mondial, il est nécessaire de vérifier s'il reste des témoignages suffisants de ces cultures pour justifier leur inscription, en référence aux critères et conditions établis pour la Liste du patrimoine mondial.

C. Cadre thématique

1. Contexte

Le cadre thématique a été identifié sur la base d'une analyse des recommandations issues de la Stratégie globale, ainsi qu'en se référant à des listes existantes, spécifiques à certains pays, de thèmes ou de cadres généraux liés à l'existence humaine dans le monde. Le cadre est conçu comme une structure ouverte, dont les thèmes et sous-thèmes peuvent être élaborés de façon plus poussée au fur et à mesure que les Listes indicatives évoluent avec le temps. Il y a sept thèmes principaux, qui s'articulent de façon plus poussée en sous-thèmes, comme indiqué ci-dessous :

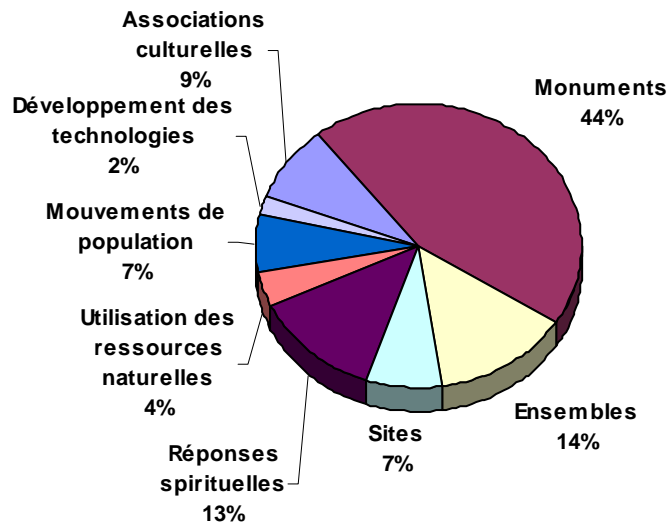
- Associations culturelles
- Expressions de la créativité (monuments, ensembles, sites)
- Réponses spirituelles
- Utilisation des ressources naturelles
- Mouvements de population
- Développement des technologies

Chacun des sites sur la Liste du patrimoine mondial a été relié à ces thèmes et sous-thèmes. Les Listes indicatives n'ont pas été traitées dans cette analyse, car les informations appropriées manquent souvent.

2. Analyse

La plupart des occurrences sont liées au thème « Expressions de la créativité » (reflété dans : monuments, ensembles et sites) (65 %), tandis que les 35 % restants sont divisés entre les autres thèmes principaux, en particulier : associations culturelles (9 %), réponses spirituelles (13 %) et mouvements de population (7 %).

Diagramme C1 : Cadre thématique



Il est clair, encore plus que dans l'analyse Chronologique-Régionale, que chaque bien culturel peut représenter différents thèmes, desquels il peut tirer sa valeur universelle exceptionnelle. Un édifice ou une structure historiques peut être lié à des personnalités significatives ; il peut également être une expression créative exceptionnelle liée à une fonction particulière ; il peut être une réponse à des besoins spirituels ; il peut faire partie d'une zone urbaine historique, ou constituer un exemple important d'évolution technologique. La plupart des monuments et sites se rattachent donc à plusieurs thèmes, même si la répartition n'est pas égale. Bon nombre d'entre eux se réfèrent à un ou plusieurs sous-thèmes sous le thème principal « expression créative », tandis que d'autres thèmes sont plus spécifiques ou « spécialisés » et correspondent donc seulement à des monuments et sites d'un type particulier.

Dans l'analyse, des thèmes ont été identifiés en référence aux critères utilisés pour définir la valeur universelle exceptionnelle d'un bien culturel particulier. Cette démarche a été complétée par des informations sur le caractère et la nature du bien provenant de données descriptives ou historiques. Bien que le nombre de références ait été limité à une quantité raisonnable, cela signifie qu'un jugement critique a été exercé pour l'identification de divers thèmes. Il est possible qu'en seconde analyse la liste des références puisse être complétée.

Associations culturelles

Le thème principal « Associations culturelles » renvoie aux valeurs immatérielles des monuments et sites. Ce thème a trois sous-thèmes :

- a. *Interactions en société* : langue, traditions orales, mythes, itinéraires chantés (chants mythiques des aborigènes australiens) ; musique, danse, sport ; littérature, références artistiques, théâtre, systèmes sociaux

b. *Formation d'associations culturelles et symboliques* : identité culturelle et politique ; personnalités significatives ; mémoriaux

c. *Développement de la connaissance* : éducation ; philosophie et science ; santé humaine ; loi et justice

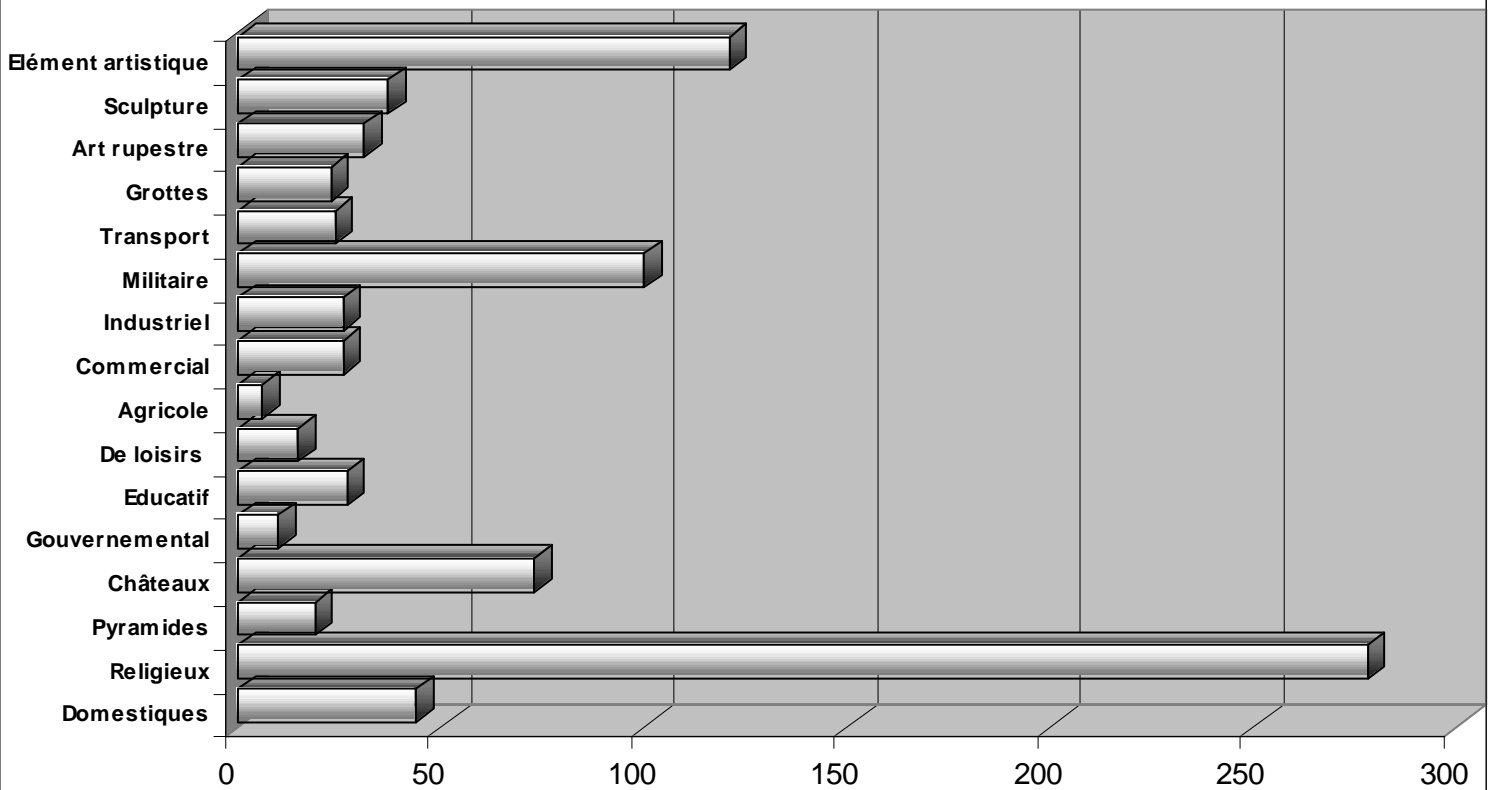
Les références sous ce thème identifient des événements, des traditions vivantes, des idées, des croyances, des œuvres artistiques et littéraires qui sont associés à la valeur universelle exceptionnelle du bien culturel en question. Par exemple, il peut être fait référence à des personnalités, comme des artistes ou des architectes qui ont été responsables de la conception créative et de la construction d'un site, ou bien la référence peut être liée à des personnalités religieuses, philosophiques, littéraires, ou scientifiques importantes, qui ont été étroitement associées à un site, comme Bouddha, saint François d'Assise ou Mozart. Jusqu'à présent, plusieurs thèmes ont relativement peu de références, par exemple les traditions orales, la musique, l'éducation, la philosophie, la santé et la justice.

Expressions de la créativité

Le second thème principal, « Expressions de la créativité », est divisé en trois sous-sections, conformément à la Convention du Patrimoine mondial, c'est-à-dire : monuments, ensembles et sites. Approximativement 68 % des occurrences sur la liste sont associées aux « monuments », qui, au sens de la Convention, comprennent les sculptures et peintures monumentales. Les ensembles totalisent 21 % des occurrences, et les sites 11 %.

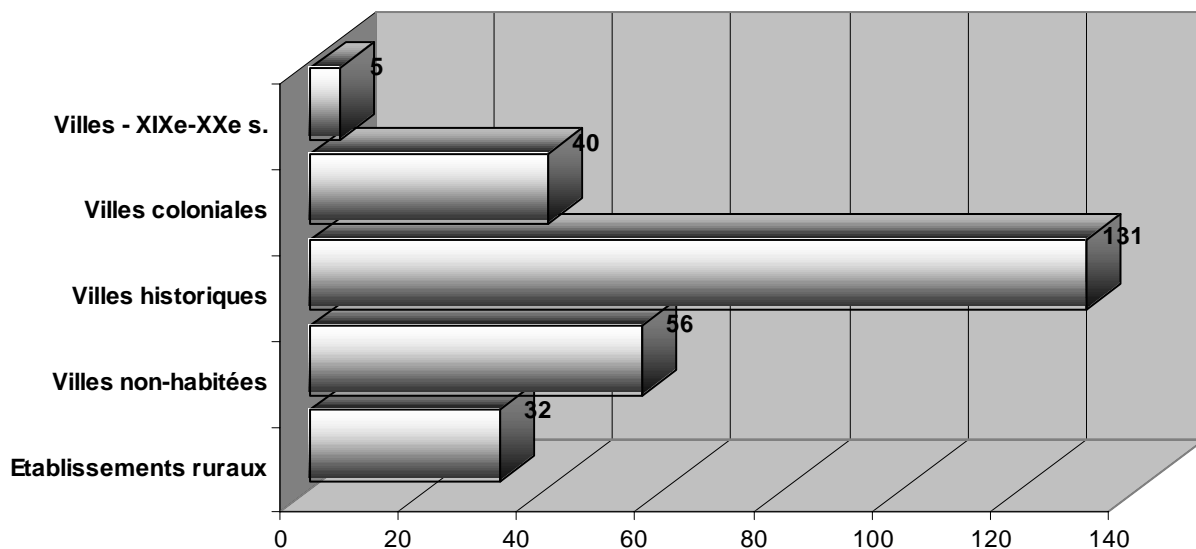
Il faut noter que ces pourcentages ne reflètent pas nécessairement les catégories conventionnelles dans lesquelles les biens ont été, à l'origine, proposés pour inscription. Par exemple, il a été fait référence à divers types de « monuments » dans les villes ou sites historiques, quand cela était jugé pertinent et quand ces monuments étaient liés à la justification de la valeur universelle exceptionnelle. Par exemple, Assise a été proposée pour inscription en tant que ville historique et paysage culturel, mais elle renferme également des édifices historiques exceptionnels, comme la basilique Saint-François et les remarquables peintures murales des premiers maîtres italiens, tels Giotto et Cimabue, comme il est spécifié dans les critères.

Diagramme C2 : Monuments



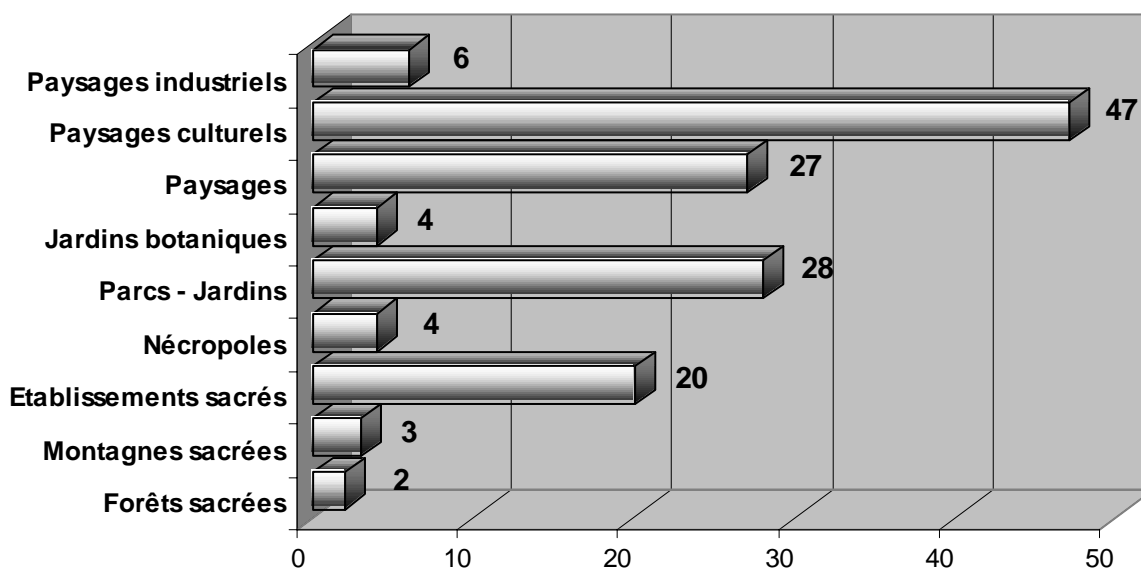
Le sous-thème « monuments » a été divisé en un certain nombre de sous-sections reflétant des types d'édifices ou de structures et leurs fonctions. Ici, les occurrences les plus nombreuses, et de loin, sont liées aux types religieux (278) ; il y a également un certain nombre de résidences royales ou de châteaux (73) et de structures militaires (100). Ceci reflète le fait que l'on a souvent accordé davantage d'attention aux édifices publics et que ces constructions ont été bâties avec davantage de soins que les édifices privés. Ce sont aussi souvent les structures les plus grandes et les plus permanentes. Les constructions résidentielles, en particulier quand elles sont « vernaculaires », peuvent être plus vulnérables au changement avec le temps. Il y a également un certain nombre de références à des « éléments artistiques en architecture » (121), dont des références à des éléments décoratifs importants, comme les peintures murales, ainsi qu'à des collections significatives que les biens abritent.

Diagramme C3 : Ensembles



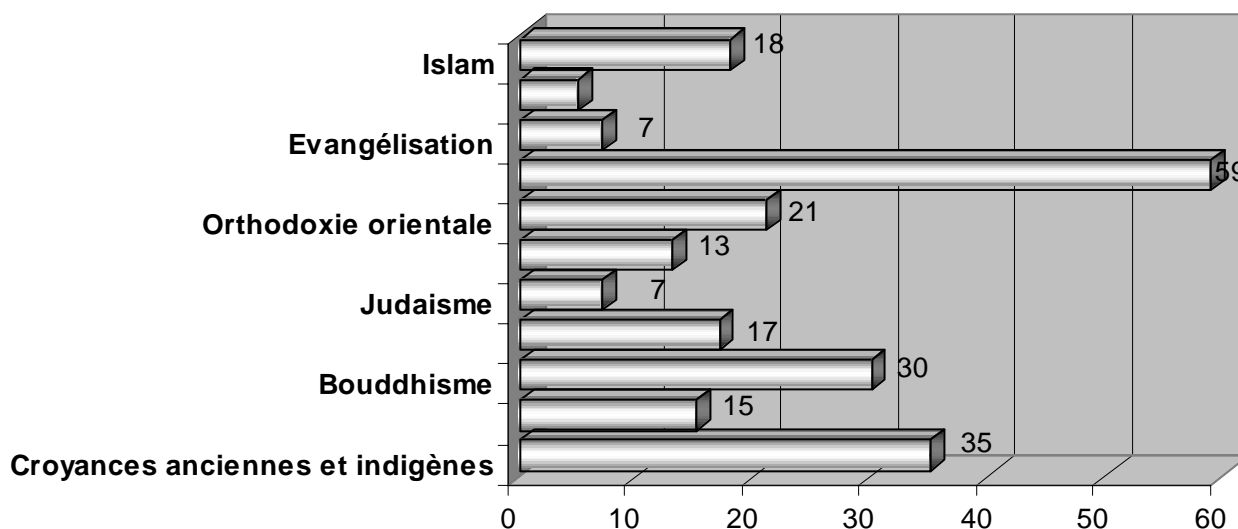
Le sous-thème « Ensembles » comprend les établissements ruraux, les villes non-habitées (sites archéologiques), les villes historiques, les villes coloniales, et les villes fondées aux XIXe et XXe siècles. Les établissements ruraux sont relativement peu nombreux (32) comparés aux établissements urbains, qui ont 232 occurrences. La plupart des sites urbains sont des villes historiques qui datent du Moyen Âge jusqu'au début de l'ère moderne (131) ; peu de villes représentent les XIXe et XXe siècles (5). Il y a une sélection de « villes non-habitées », des sites urbains anciens qui sont maintenant des sites archéologiques. La distinction entre villes historiques « non-habitées » et « vivantes » n'est pas toujours simple. Dans bon nombre de cas, les villes historiques comportent des vestiges en ruine de phases de développement plus anciens, dans certains cas assez importants, comme à Rome. La sous-section « villes coloniales » a 40 occurrences. Il s'agit là de la colonisation européenne, et il y a de nombreuses occurrences sur la liste qui sont liées en particulier à l'époque coloniale espagnole en Amérique Latine.

Diagramme C4 : Sites



Le sous-thème « Sites » a été divisé en plusieurs sous-thèmes : sites sacrés (forêts, montagnes, établissements, nécropoles), parcs et jardins, paysages et paysages culturels. De plus, un sous-thème spécial « paysages industriels » a également été identifié, même si ces paysages seraient normalement classés sous le thème plus général des paysages culturels. Il y a environ 47 occurrences pour les paysages culturels, chiffre qui semble augmenter, étant donné le nombre croissant de propositions d'inscription récentes. Il y a relativement peu de sites sacrés, de nécropoles ou de paysages industriels.

Diagramme C5 : Réponses spirituelles



Le thème « Réponses spirituelles » a été divisé en plusieurs sous-thèmes, dont : croyances anciennes et indigènes, hindouisme, bouddhisme, confucianisme et shintoïsme, chrétienté d'Orient et d'Occident, protestantisme et islam. Les références à ce thème principal n'ont pas été faites simplement en raison de l'existence d'un édifice religieux, mais parce que ce dernier est identifié à une forte réponse à des associations spirituelles spécifiques et significatives.

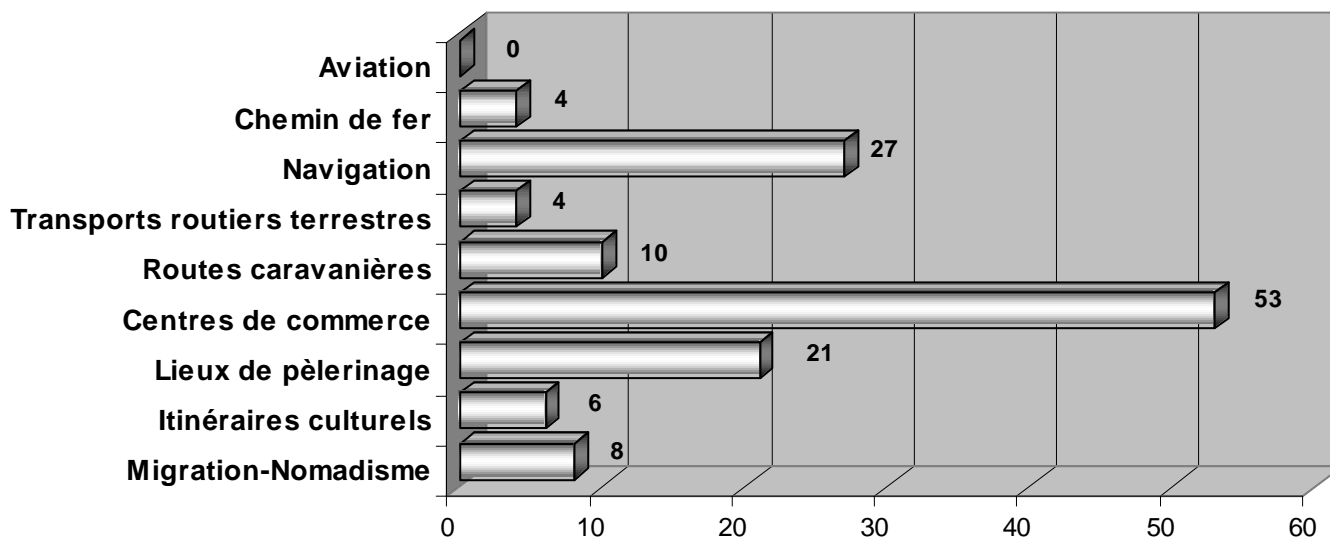
Le plus grand nombre d'occurrences sur la liste renvoie à la chrétienté d'Occident (59). Un deuxième groupe, appelé « évangelisation » (7), comprenant les missions franciscaines et jésuites, est lié à l'Église catholique latine. L'Église orthodoxe d'Orient apparaît relativement peu (21), comme le protestantisme (5). Le judaïsme ne figure que 7 fois, et l'islam 18 fois. Parmi les religions asiatiques, le bouddhisme apparaît 30 fois, l'hindouisme 15 fois, et le confucianisme et le shintoïsme 17 fois. Les divers systèmes de croyances anciennes et indigènes figurent 35 fois, la plupart étant liés à l'Antiquité, et relativement peu se rattachant à des traditions spirituelles vivantes.

Utilisation des ressources naturelles

Le développement de modes de subsistance et de production pour l'exploitation des ressources naturelles comprend les sous-thèmes : systèmes d'irrigation, agriculture et élevage, chasse-cueillette-pêche, exploitation minière et carrières, ainsi que fabrication. Sur ces sous-thèmes, l'agriculture apparaît 30 fois, l'irrigation 7 fois, l'exploitation minière et carrières 16 fois, la fabrication 14 fois, et la chasse-cueillette-pêche 5 fois. Il faut noter que le sous-thème fabrication englobe les fabriques industrielles et autres formes de production depuis l'Antiquité jusqu'aux temps modernes.

Mouvements de population

Diagramme C6 : Mouvements de population



Le thème « mouvements de population » est divisé en deux parties principales : a) migration, nomadisme et esclavage, b) routes et systèmes de transport. Cette dernière partie se divise à son tour en : 1) itinéraires culturels et canaux, qui apparaissent 6 fois, 2) lieux de pèlerinage et lieux d'origine mythique, qui apparaissent 21 fois, 3) centres de commerce et d'échange de marchandises, qui apparaissent 53 fois, et 4) systèmes de transport (routes caravanières et oasis, transport routier terrestre et ponts, transport sur l'eau, navigation, ports et canaux, chemins de fer, gares, tunnels et viaducs, aviation et aéroports). La plupart des occurrences sur la liste se réfèrent à des centres de commerce, comme la Ligue hanséatique, qui apparaît 53 fois. Les lieux de pèlerinage apparaissent 21 fois. Il n'y a pas de « lieux d'origine mythique ». Les itinéraires culturels apparaissent 6 fois et migration-nomadisme-esclavage 8 fois. Il y a environ 10 biens liés aux routes caravanières et aux oasis. Sous « système de transport », « navigation » apparaît 27 fois, tandis que les routes caravanières apparaissent 10 fois, les routes terrestres 4 fois et les chemins de fer 4 fois. L'aviation n'apparaît pas.

Développement des technologies

Le thème « développement des technologies » a été subdivisé en : transformation et utilisation de l'énergie (énergie éolienne, énergie hydraulique, vapeur, charbon, électricité, énergie thermonucléaire, etc...), qui apparaît 6 fois ; traitement de l'information et systèmes de communication (écriture, archives, systèmes postaux et de télécommunication, astrologie et astronomie), qui apparaissent 16 fois ; et technologie des communautés urbaines (infrastructures et systèmes de transport), qui apparaît 13 fois.

3. résumé

Le cadre thématique devrait être compris comme une structure ouverte, à laquelle de nouveaux thèmes peuvent être ajoutés au fur et à mesure que la Liste du patrimoine mondial évolue. Dans la présente analyse, basée sur le résultat de diverses réunions et discussions qui ont eu lieu au cours de ces dernières années, il y a sept thèmes principaux, qui sont ensuite subdivisés. Chaque site a été lié à un ou plusieurs thèmes, selon sa valeur universelle exceptionnelle et sa complexité. Par exemple, les villes historiques peuvent contenir plusieurs types différents de monuments ou autres types de structures. En général, pour ces derniers, on a pris note de l'endroit où on s'y référait dans la déclaration de valeur du site et où ils servaient à justifier la valeur universelle exceptionnelle du site.

La plupart des occurrences sont liées au thème « expressions de la créativité », qui a été subdivisé en monuments, ensembles et sites, catégories définies par la Convention du patrimoine mondial et qui correspondent au cadre typologique. Parmi celles-ci, la section sur les « monuments » présente le plus grand nombre d'occurrences. C'est compréhensible, car les « ensembles » et « sites » contiennent en général aussi des monuments significatifs qui sont liés à leur valeur universelle exceptionnelle. Comme c'était déjà le cas dans l'analyse par « cadre typologique » correspondante, on voit que les monuments religieux ont plus d'occurrences que tous les autres types. Parmi les autres éléments qui sont bien représentés, on trouve les éléments artistique et décoratif de l'architecture, les structures militaires, et les résidences de souverains. Dans la catégorie « ensembles », les villes historiques vivantes ont plus d'occurrences que les « villes non-habitées ». Cependant, la distinction entre villes vivantes et villes non-habitées n'est pas toujours simple. Il y a un groupe relativement important de villes coloniales européennes. En ce qui concerne la catégorie « sites », il y a maintenant un nombre croissant de paysages culturels qui sont inscrits, bien qu'il y ait encore relativement peu de montagnes ou de forêts sacrées.

Au sein du thème « réponses spirituelles », comme cela a déjà été dit, la Chrétienté est davantage représentée que les autres religions. Ceci est due principalement à la Chrétienté d'Occident, au dépend de l'Orthodoxie orientale et du protestantisme. La deuxième catégorie la plus vaste est liée aux croyances anciennes et indigènes.

La plupart des autres thèmes ont relativement peu de références, comme « exploitation des ressources naturelles », « mouvements de population » et « développement de la technologie ».

Les thèmes tels qu'ils sont présentés s'appliquent au niveau mondial. Cependant, pour rendre un cadre thématique plus utile, il faut le compléter par des cadres plus détaillés liés à des régions spécifiques. C'est là une démarche qui pourrait être développée grâce à des ateliers portant sur le développement des Listes indicatives.

4. Interprétation des résultats : causes des lacunes de la Liste du patrimoine mondial

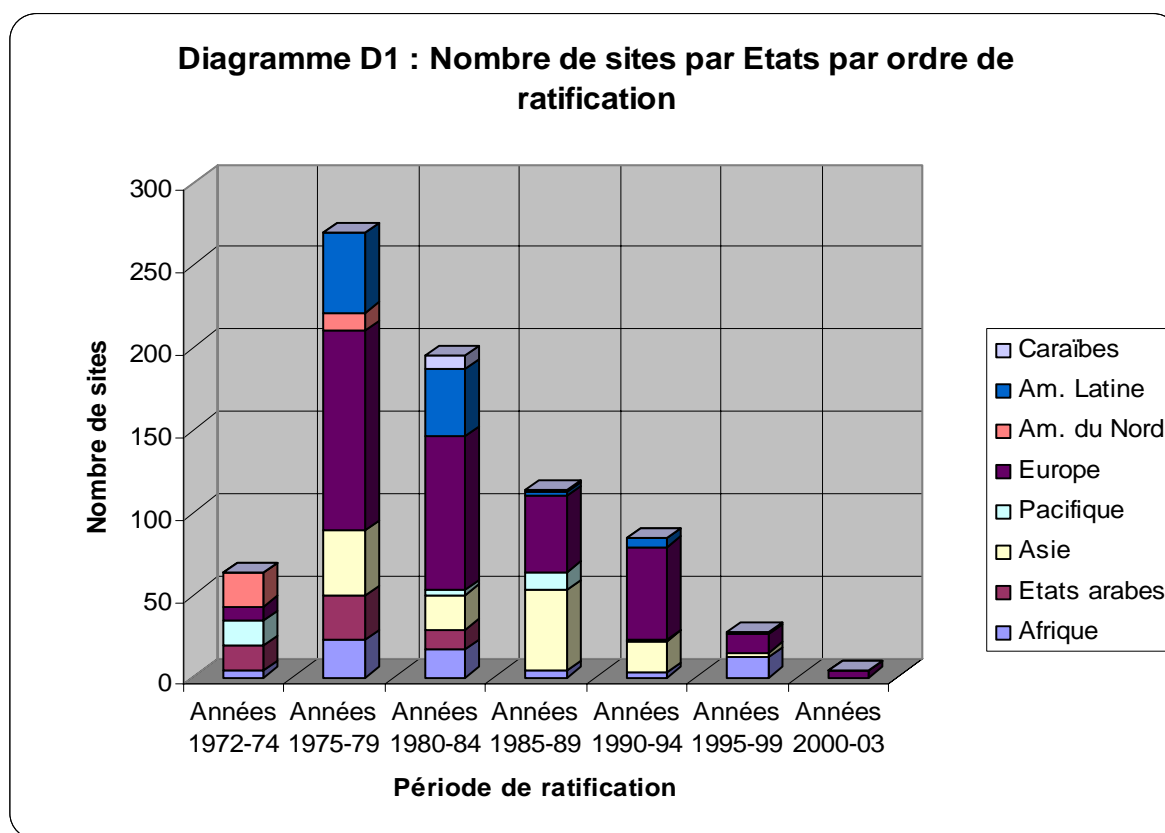
L'analyse de la Liste du patrimoine mondial à l'aide des trois cadres a révélé de nettes différences entre diverses régions du monde. Cette analyse a signalé un déséquilibre évident et a montré où semblaient se situer ces lacunes.

L'étape suivante consiste à essayer de comprendre les raisons de cette situation.

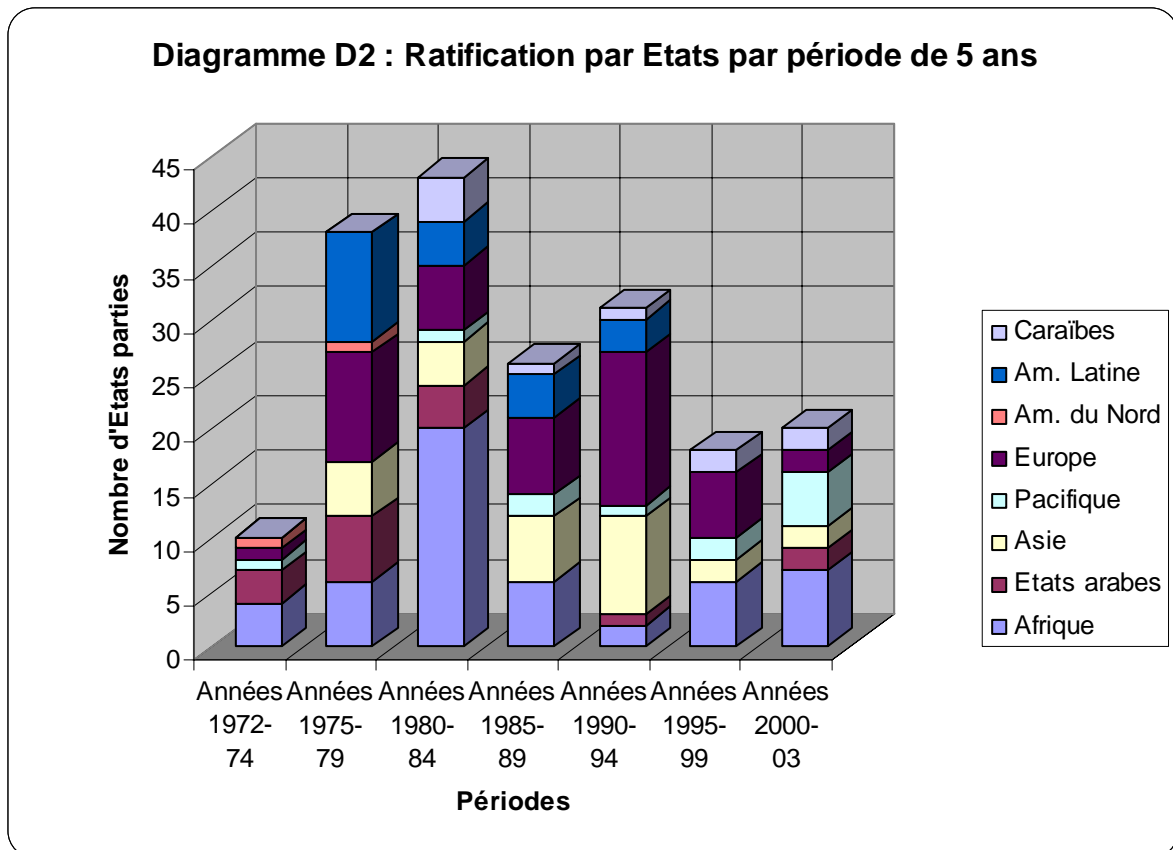
A. Questions générales liées à la non-représentativité

1. Nombre de sites proposés pour inscription en fonction du temps écoulé depuis la ratification

Il y a plusieurs façons d'analyser et d'interpréter les lacunes et déséquilibres de la Liste du patrimoine mondial mis en évidence par l'analyse. L'une de ces façons se rattache au **processus de ratification** et au temps pendant lequel un État partie a **participé activement** à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.



Le graphique ci-dessus (Diagramme D1) illustre le nombre de sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en fonction de la période de ratification par chaque État partie concerné. Ce graphique montre clairement que les États parties qui ont ratifié la Convention entre 1975 et 1984 ont davantage de sites sur la liste que les États qui ont procédé à la ratification par la suite. En moyenne, on peut dire qu'il y a eu environ un site par État partie inscrit tous les quatre ans. Pour les États partis les plus actifs, la moyenne s'élève à près d'un site par État et par année. On peut également noter que les régions Caraïbes, Pacifique, États arabes et Afrique ont relativement moins de sites ratifiés par année, par rapport à l'Amérique Latine, l'Europe et l'Asie.



Une deuxième façon d'analyser le déséquilibre consiste à considérer le nombre d'États dans chaque région qui ont ratifié la Convention et à les relier au nombre total de leurs sites inscrits (Diagramme D2). Ceci permet d'observer qu'un grand nombre d'États a ratifié la Convention pendant la période 1975-1984 (comme le soulignait le graphique du diagramme D1), ce qui est lié au nombre de sites inscrits dans ces États. Plusieurs États de la région Pacifique n'ont ratifié la Convention qu'assez récemment, ce qui se reflète dans le nombre plus faible de leurs inscriptions. Cependant, un grand nombre d'États africains qui ont ratifié la Convention il y a longtemps n'ont aucun site pour en témoigner. L'Europe et l'Amérique Latine semblent mieux se classer que d'autres régions du point de vue de la relation entre le temps passé au sein de la Convention et le nombre de sites inscrits.

2. Absence de Listes indicatives

Tous les États parties devraient estimer leur patrimoine national et élaborer une Liste indicative des biens ayant potentiellement une **valeur universelle exceptionnelle**. Les Listes indicatives représentent le Patrimoine mondial à venir. Par conséquent, un facteur crucial, qui influe sur le déséquilibre évident de la Liste du patrimoine mondial, est la pénurie de Listes indicatives dans certaines régions du monde. Un tel manque a deux effets : le premier concerne l'interprétation de la représentativité de la

Liste du patrimoine mondial, et le second est lié au fait que les sites doivent se trouver sur une Liste indicative avant de pouvoir être proposés pour inscription. Les Listes indicatives bien élaborées ne constituent pas seulement une première étape sur la voie de l'inscription, elles peuvent également contribuer à l'élaboration d'une compréhension générale des significations du patrimoine culturel au sein d'un pays ou d'une région, et elles ont donc un impact qui est loin de se limiter à l'identification du Patrimoine mondial potentiel.

Si l'on veut aborder la sous-représentativité dans certaines régions du monde, il faut donner la priorité au soutien de l'élaboration des Listes indicatives. De plus, il est essentiel que l'élaboration des Listes indicatives reflète pleinement la réflexion actuelle sur les significations, les valeurs et les qualités culturelles.

Il faut également que les Listes indicatives soient mises à jour sur une base assez régulière, pour garantir qu'elles reflètent la nature évolutive du processus du Patrimoine mondial. Il se pourrait que ce processus entre en conflit avec la nécessité d'essayer d'offrir une protection aux biens culturels des Listes indicatives, afin que leurs significations ne soient pas compromises pendant qu'ils attendent leur tour. Néanmoins, il importe que les monuments et sites mis en avant soient en accord avec la politique du patrimoine culturel au sein d'une région et qu'ils reflètent les priorités en matière de conservation et de valeurs que les communautés associent au patrimoine de valeur universelle exceptionnelle.

Les États parties dont le patrimoine est déjà bien représenté devraient être encouragés à effectuer un examen critique de leurs Listes indicatives, en accordant une attention particulière aux types de biens culturels déjà inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, à la fois sur leur propre territoire et sur celui des autres États parties. **Tous les États parties devraient se montrer particulièrement rigoureux quand ils sélectionnent certaines catégories de biens bien représentées sur leur Liste indicative.** Les réunions/ateliers portant sur l'harmonisation des Listes indicatives d'États parties appartenant à la même région culturelle pourraient se concentrer sur des propositions similaires et sur les lacunes actuelles, et devraient impliquer la participation active des Organisations consultatives et de leurs comités nationaux et spécialisés.

Les États parties devraient être encouragés à réviser et compléter leurs Listes indicatives, pour prendre en compte non seulement les différentes catégories typologiques, mais aussi les cadres chronologiques/régionaux et thématiques définis dans le présent rapport, ainsi que les études thématiques correspondantes effectuées par l'ICOMOS. Les États parties pourraient aussi être encouragés à améliorer la qualité de leurs Listes indicatives et à fournir des informations plus pertinentes, comme des comparaisons avec des biens similaires, des cartes déterminant les limites des biens, et de brefs résumés sur les mécanismes de gestion, conformément aux *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*.

L'analyse des Listes indicatives disponibles (donnée dans la partie 3.A ci-dessus et dans l'Annexe 1a) montre que l'inscription de tous les biens sur les Listes indicatives actuelles n'améliorerait pas de façon significative le présent déséquilibre. Les régions Europe et Amérique du Nord continueraient à dominer la Liste, ne diminuant que modérément, de 56 % actuellement à 46 %. La proportion de biens dans les États arabes augmenterait de 8 à 9,5 %, celle correspondant à la région Amérique Latine-Caraïbes diminuerait légèrement (de 12 à 11,5 %), le pourcentage de la région Asie-Pacifique augmenterait de 18 à 23 %, et celui de l'Afrique doublerait, mais en passant seulement de 5 à 10 %.

Tout ceci souligne qu'il faut davantage d'inscriptions en provenance d'Afrique, des États arabes et de la région Asie-Pacifique (en particulier la sous-région Pacifique) et, pour cela, que des Listes indicatives doivent être élaborées.

Il est donc essentiel que l'élaboration des Listes indicatives soit encouragée. - voir Plan d'action ci-dessous.

3. Absence de Connaissances et de Ressources

Un domaine problématique est celui de l'absence d'évaluation exhaustive des biens patrimoniaux au sein de certaines régions. On pourrait argumenter qu'en l'absence d'informations et d'inventaires appropriés portant sur les sites du patrimoine culturel, l'établissement de Listes indicatives ne peut correctement refléter l'ensemble des biens d'une région. Il faut une connaissance et une interprétation plus approfondies des ressources patrimoniales, par le biais de processus appropriés de classement par listes. Même s'il est souhaitable d'étayer les Listes indicatives avec des inventaires, il est irréaliste de s'attendre à ce que des ressources suffisantes soient affectées à ce processus dans bon nombre de régions, dans un avenir proche. Même au sein de régions qui possèdent une longue tradition de listes du patrimoine, il reste vrai que souvent ces listes ne comportent pas de séries de biens du patrimoine, paysages culturels ou qualités immatérielles, qui sont considérés désormais comme des aspects valables du Patrimoine mondial potentiel.

Le Rapport périodique : le Patrimoine mondial en Afrique souligne ce problème, et met l'accent sur le fait qu'il n'y a aucune forme d'inventaire du patrimoine culturel (p.7) dans certaines régions. *Le Rapport périodique : les États arabes* signale également : « aucun État n'a confirmé l'existence d'un inventaire systématique et opérationnel, que ce soit des sites culturels ou des sites naturels » (p. 58) et recommande une aide à la préparation des inventaires du patrimoine culturel et naturel (p. 13).

Il faut trouver le moyen de contourner l'absence d'inventaires complets, pour que des Listes indicatives puissent être élaborées là où elles n'existent pas. Les Listes indicatives ne doivent pas être considérées comme des documents définitifs qui, une fois établis, ne peuvent plus être modifiés. Elles doivent plutôt être vues comme des travaux en cours, de nouveaux biens culturels venant s'y ajouter quand des preuves nouvelles apparaissent.

Des capacités limitées, le manque de ressources humaines et le manque de formation à la préparation des Listes indicatives et des dossiers de proposition d'inscription sont évidents dans certaines régions. **Une priorité particulière devrait donc être accordée au développement des capacités.** C'est ce qu'a souligné l'Assemblée générale en 1999 et 2001, et cela faisait partie de la Décision de Cairns. Néanmoins, comme le faisait ressortir le rapport sur les rapports périodiques en Afrique : « Il semble que les occasions de coopération restent sous-utilisées relativement aux besoins du patrimoine africain et des ressources potentielles pour la coopération, à la fois au niveau interafricain et avec les autres pays » (*Rapport périodique : le patrimoine mondial en Afrique*, p. 16 ; un plus grand développement des capacités est également recommandé dans : *Rapport périodique : les États arabes*, p. 24).

4. Absence de protection légale et de systèmes de gestion

Il faut reconnaître qu'il est difficile de faire des progrès dans la préparation des Listes indicatives et des propositions d'inscription dans certains pays, au regard de leur situation politique et de l'absence de protection légale. L'une des raisons essentielles du déséquilibre dans la Liste du patrimoine mondial actuelle est l'absence de législation pour la protection des monuments et sites (en général, une garantie de protection par l'État partie est une condition préalable à l'inscription), associée à une absence de listes ou d'inventaires des biens culturels, qui sont exigés par ces lois comme base pour la protection des monuments.

Autre problème, la protection de certaines catégories de patrimoine culturel qui sont sous-représentées sur la Liste du patrimoine mondial et les Listes indicatives, comme les itinéraires culturels et les paysages culturels, l'architecture vernaculaire, le patrimoine du XXe siècle, les biens industriels et technologiques, n'est souvent pas assurée par les lois actuelles de protection du patrimoine culturel.

Un autre point essentiel est la nécessité de développer des systèmes de gestion appropriés. Ceci implique l'engagement de professionnels et de techniciens qualifiés, ainsi que le développement de

politiques, de stratégies et de programmes de conservation et de gestion appropriés. L'absence de tels systèmes a été reconnue comme l'un des principaux problèmes en ce qui concerne un grand nombre de sites se trouvant déjà sur la Liste. L'absence de systèmes de gestion appropriés est à l'heure actuelle également l'une des causes principales des examens différés des propositions d'inscription.

En référence au cadre thématique, celui-ci est conçu comme un système ouvert, qui peut évoluer en fonction de la croissance de la Liste du patrimoine mondial et de l'identification de nouveaux thèmes éventuels. Évidemment, les thèmes existants peuvent être articulés de façon plus poussée en sous-thèmes, si nécessaire. Dans les notes précédentes, nous avons identifié des thèmes qui ont un grand nombre de références, et d'autres qui en ont moins. Cela ne signifie pas automatiquement que ces thèmes sont « sur-représentés » ou « sous-représentés ». Dans certains cas, les sites du Patrimoine mondial déjà inscrits pourraient aussi être redéfinis en référence à de nouveaux critères. Porter un jugement critique à cet égard nécessite une connaissance et une évaluation approfondies du patrimoine dans différentes régions du monde - se référant aux critères et conditions de la Liste du patrimoine mondial.

B. Catégories ou thèmes sous-représentés

L'analyse a montré que certaines catégories ou thèmes de biens culturels sont sous-représentés sur la Liste du patrimoine mondial. Si des propositions d'inscription se présentaient au sein de ces catégories ou thèmes, cela pourrait contribuer à combler les lacunes perçues dans certaines régions.

Par exemple, les **cultures pastorales nomades** survivantes sont actuellement représentées par une seule inscription, celle de la région de Laponie (Suède), qui s'étend jusqu'à la Norvège, la Finlande et le nord de la Russie. Jusqu'à présent, il n'y a aucune inscription provenant de régions aux paysages comparables habités par des communautés de chasseurs-cueilleurs qui ont conservé un mode de vie traditionnel, comme le Canada, la Sibérie ou l'Asie centrale.

Les **paysages agricoles** liés à des récoltes de base ou d'autres récoltes économiques ont également peu d'inscriptions. Les techniques traditionnelles de production d'une poignée seulement de ces paysages agricoles sont représentées par des inscriptions uniques, pour le riz (Philippines), le café (Cuba) et le tabac (Cuba). Il n'y a encore aucune représentation de production traditionnelle spécifique de récoltes comme le blé, l'orge, le maïs, le millet, le cacao, le caoutchouc ou les fruits. Certaines Listes indicatives reconnaissent cependant des paysages agricoles liés à des récoltes économiques, par exemple le café (Colombie) et le sucre (République dominicaine).

Il manque également les paysages agricoles traditionnels qui illustrent des stades anciens de pratiques agricoles ou de propriété terrienne, ou des adaptations à des contraintes topographiques et/ou climatiques spécifiques, comme le bocage, ce système médiéval européen de champs en bandes, ou la culture maraîchère des îles d'Océanie.

La **viticulture** est représentée par trois biens (France, Hongrie, Portugal) et indirectement par des paysages culturels en Autriche et en Allemagne. Les vignobles sont inclus dans un certain nombre de Listes indicatives principalement en Europe, notamment à Chypre, en France, au Portugal et en Slovaquie. D'autres inscriptions (provenant, par exemple, d'Amérique latine, d'Afrique du Sud et d'Australasie) devraient attendre la publication de l'étude thématique de l'ICOMOS en 2004.

L'**irrigation** est une composante essentielle de nombreux systèmes agricoles, mais les systèmes historiques ou traditionnels ne figurent pas, jusqu'à présent, sur la Liste (le système d'irrigation de Dujiangyan, en Chine, est exceptionnel, en cela que le système original conçu au III^e siècle avant notre ère a été maintenu et développé continuellement depuis cette époque, pour jouer un rôle essentiel dans l'agriculture moderne de la vallée de Chengdu, dans le Sichuan). Une poignée de biens inclus sur les Listes indicatives représente des systèmes d'irrigation, dont un système *falaj* (Oman), les

installations hydrauliques de Shushtar (Iran), ou le « *Sistema hidraulico prehispanico del Rio San Jorge* » (Colombie).

La **transhumance** est encore largement pratiquée à travers le monde, mais le seul paysage de ce type actuellement sur la Liste est la région pyrénéenne transfrontalière du Mont Perdu, entre la France et l'Espagne.

La signification sacrée et/ou symbolique de certaines **caractéristiques naturelles**, comme les montagnes, les volcans, les forêts, les plantations d'arbres, etc, n'est reconnue que par quelques États parties (par ex. l'Australie, la Chine, la Nouvelle-Zélande). Plusieurs réunions régionales en Afrique portant sur la Stratégie globale fournissent une base intellectuelle solide pour l'inscription éventuelle de cette catégorie non-monumentale importante. Il faut admettre que des sites de ce type sont représentés sur certaines Listes indicatives, parmi lesquelles celles du Botswana, de la Guinée et du Kenya. Il est néanmoins nécessaire qu'il y ait une meilleure représentation de cette catégorie de biens sur les Listes indicatives. La signification culturelle des éléments des paysages naturels à associations sacrées et symboliques devrait donc être explorée, en association avec l'UICN quand cela s'avère approprié.

Il est surprenant que l'**architecture et les établissements vernaculaires** n'occupent pas une place importante sur les Listes indicatives des États parties en Afrique et dans la région Asie-Pacifique. Il y a un lien étroit entre le patrimoine vernaculaire et les paysages culturels. Quand des établissements vernaculaires sont considérés pour une proposition d'inscription, il faudrait envisager la possibilité d'étendre les propositions d'inscription aux paysages environnants, si ces derniers préservent des qualités et des éléments associés aux établissements.

Même si les **biens technologiques/agricoles** figurent en évidence sur les Listes du patrimoine mondial et indicatives, suite à la proposition de la Révision stratégique de 1992, il s'agit en très grande majorité de biens de la Révolution post-industrielle situés en Europe et en Amérique du nord, et de sites miniers plus anciens en Europe et en Amérique latine. Cet aspect du patrimoine devrait être défini de façon plus explicite, en collaboration avec l'ICOMOS et le TICCIH.

L'analyse des **biens religieux** sur les Listes du patrimoine mondial et indicatives montre qu'une forte proportion de ces biens sont des cathédrales, des églises et des établissements monastiques associés à la religion chrétienne. En ce qui concerne les autres religions mondiales majeures, comme l'islam, le bouddhisme, l'hindouisme et le judaïsme, il y a beaucoup à dire en faveur de la réalisation d'études thématiques sur les monuments de ces religions, en indiquant les critères utilisés pour leur sélection et leur évaluation. Néanmoins, les sites bouddhistes sont bien représentés sur les Listes indicatives, comme l'illustrent celles du Népal, de l'Inde ou du Tadjikistan.

Il y a un seul bien du **patrimoine moderne** sur les Listes indicatives de trois des cinq régions : Afrique, États arabes et Asie-Pacifique. Un effort particulier doit être fait - dans le cadre du projet actuel pour le Centre du patrimoine mondial, qui développe et renforce l'étude DoCoMoMo - pour encourager les États parties dans ces régions à évaluer les sites et monuments potentiels de ce type sur leurs territoires. Il faudrait attirer l'attention des États parties sur les conférences à propos du patrimoine moderne organisées par l'ICOMOS à Helsinki, Adélaïde et ailleurs ces dernières années. Il faudrait également attirer l'attention sur l'initiative du Centre du patrimoine mondial concernant le patrimoine moderne ; les actes du séminaire de Chandigarh ont été publiés récemment. Le patrimoine du XXe siècle n'est pas couvert par une législation protectrice spécifique dans la majorité des États parties.

De plus, en ce qui concerne la recherche des catégories ou thèmes sous-représentés, il doit être clair que le seuil de valeur universelle exceptionnelle doit être atteint : la Liste du patrimoine mondial est une liste de biens culturels et naturels de valeur universelle exceptionnelle sélectionnés, et non une liste infinie de biens provenant de **toutes** les régions et représentant **tous** les thèmes et types.

C. Le défi : combler les lacunes

L'analyse de la Liste du patrimoine mondial et des Listes indicatives a souligné les causes respectives de la non-représentativité évidente de l'actuelle Liste du patrimoine mondial ou des lacunes sur cette Liste. Ces causes se divisent en deux catégories principales :

- **catégorie structurelle** - relative aux processus de nomination du Patrimoine mondial et à la gestion et protection des sites
- **catégorie qualitative** - relative à la façon dont les biens sont identifiés, estimés et évalués

Catégorie structurelle : Les contraintes structurelles sont liées à l'absence de capacité technique à promouvoir les propositions d'inscription, à l'absence d'estimation appropriée des biens du patrimoine, ou à l'absence de cadre légal ou de gestion approprié, ce qui entrave, au niveau individuel ou collectif, l'élaboration des propositions d'inscription, ou l'élaboration de propositions d'inscription réussies. Certains de ces problèmes pourraient se régler grâce des programmes de formation et de soutien, qui sont abordés dans le Plan d'action présenté ci-dessous.

Catégorie qualitative : La deuxième grande contrainte est liée aux lacunes de la Liste du patrimoine mondial, que l'on peut considérer comme associées à certains types ou catégories de biens. Une façon d'aborder ces lacunes est de promouvoir la préparation de Listes indicatives auprès des États parties qui n'en disposent pas. Cependant, pour que ces listes reflètent de façon appropriée l'ensemble des biens culturels des pays, de nouvelles façons d'identifier les biens culturels doivent être envisagées. Une des voies positives de cette identification pourrait être d'établir des Listes indicatives basées sur une évaluation de la qualité culturelle des biens du patrimoine mondial potentiels, ce qui refléterait la façon dont les biens sont évalués pour leur valeur universelle exceptionnelle quand on les soumet. Des réunions pour aider à établir des Listes indicatives pourraient être liés à des discussions portant sur l'évaluation des qualités culturelles des biens et les façons d'identifier la valeur universelle exceptionnelle. Ce thème se retrouve dans les recommandations du Plan d'Action.

En résumé, un soutien est nécessaire pour encourager les États parties à entreprendre des recherches en vue d'identifier leurs ressources patrimoniales. Environ 48 États n'ont encore aucun site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial. Une voie à explorer consiste à soutenir la préparation de Listes indicatives. Le deuxième point essentiel est la nécessité d'identifier les biens qui sont sous-représentés, ou pas représentés du tout sur la Liste du patrimoine mondial, par le biais de l'évaluation des qualités culturelles des biens du patrimoine. Il se peut que cette démarche mette aussi en évidence des biens dont on n'envisageait pas auparavant de proposer l'inscription.

L'établissement de la Liste du patrimoine mondial demeure un processus ouvert, et l'on doit pouvoir continuer à ajouter de nouveaux biens culturels selon l'évolution de la prise de conscience du patrimoine dans le monde. En même temps, il est nécessaire d'adhérer au principe de valeur universelle exceptionnelle et de satisfaire aux exigences de gestion et de professionnalisme pour l'inscription au Patrimoine mondial.

D. Les façons de diviser le gâteau : évolution des catégories et des cadres

L'analyse ICOMOS a mis l'accent sur différentes façons de classer par catégorie le Patrimoine mondial. Ces trois cadres présentent tous des avantages et des inconvénients, et chacun n'est qu'une approche possible du défi que constitue la classification. Contrairement au patrimoine naturel, le patrimoine culturel s'avère fragmenté et varié, et est loin d'être aussi facile à classer. Ceci est dû

principalement à la nécessité de prendre en compte des qualités, qui sont subjectives, et la valeur que la société peut accorder à ces qualités.

Les façons d'aborder la classification du patrimoine culturel ont évolué depuis que la Convention du patrimoine mondial a été rédigée en 1972. La formulation des catégories de la Convention reflète la façon dont bon nombre de pays avaient choisi d'identifier les biens de valeur nationale, du point de vue des monuments, ensembles et sites. Néanmoins, comme cela a été signalé, ces catégories peuvent être élargies, et elles l'ont été, de façon à inclure les paysages culturels, les vestiges industriels et les itinéraires culturels, qui sont tous désormais appréciés comme faisant partie de notre patrimoine culturel. La Conférence UNESCO de Venise en 2002, pour célébrer les trente ans de la Convention du patrimoine mondial, a été l'occasion de se pencher sur la relation entre le patrimoine culturel et la Convention. Cette conférence a mis l'accent sur de nouveaux aspects de la culture : la nécessité de l'implication de la communauté, les bénéfices sociaux, le patrimoine en tant que part du développement durable, et l'engagement des jeunes dans le processus du Patrimoine mondial. Tout cela n'était pas directement lié à la classification, mais attirait néanmoins l'attention sur la nécessité de considérer le patrimoine comme faisant partie des communautés, de respecter les valeurs immatérielles qui unissent les populations et les lieux, et de respecter les associations entre les lieux, les gens et les idées.

La déclaration de Budapest cette même année a renforcé ces messages. L'examen de la façon dont les Chartes de l'ICOMOS ont évolué depuis la Charte de Venise de 1964 fait également ressortir des thèmes similaires. Le Patrimoine est apprécié pour ses qualités culturelles, qui peuvent être matérielles ou immatérielles, et ces qualités ne sont pas absolues, mais reflètent des systèmes de valeurs humaines.

Ce qui apparaît, c'est la nécessité d'envisager le patrimoine du point de vue de toute une gamme de qualités culturelles, et dans de nombreux cas, de qualités naturelles également. Chaque bien patrimonial peut refléter de nombreuses qualités, certaines plus importantes que d'autres. C'est l'association de ces qualités qui peut contribuer à la valeur universelle exceptionnelle des biens culturels. Par conséquent, la nécessité d'identifier les thèmes sous-représentés et de combler les lacunes devrait être liée à l'identification du patrimoine par le biais de l'évaluation des qualités culturelles.

5. La marche à suivre : Plan d'action 2004-2008

Le Comité du patrimoine mondial a identifié, et soutenu, la nécessité d'une Liste du patrimoine mondial crédible et, à cette fin, a mis en place une Stratégie globale.

L'étude de l'ICOMOS comporte une analyse approfondie de la Liste du patrimoine mondial et des Listes indicatives, sous leur forme actuelle. Le document en question présente les résultats de cette analyse et examine les causes sous-jacentes des déséquilibres généraux perçus.

Ce document, se tournant vers l'avenir, propose des méthodes pour encourager l'identification et l'analyse des sites potentiels du Patrimoine mondial, par le biais de l'évaluation des qualités culturelles qui peuvent leur donner une valeur universelle exceptionnelle, et ainsi faire apparaître la pertinence des propositions d'inscription potentielles, du point de vue des sites du Patrimoine mondial.

L'élaboration de la Liste du patrimoine mondial peut être envisagée comme un processus évolutif, qui nécessite un soutien dans le domaine de :

- La promotion des recherches visant une meilleure connaissance du patrimoine et de son état
- La sensibilisation, le renforcement des capacités et la participation des parties prenantes
- L'identification des ressources patrimoniales potentielles et de leurs qualités et valeurs
- La préparation des inventaires et de la documentation des ressources patrimoniales
- La protection des ressources patrimoniales au sein de leur contexte physique et culturel
- L'élaboration des systèmes de gestion et de suivi, et l'application des politiques et stratégies de conservation

Les possibilités pour que davantage de propositions d'inscription au Patrimoine mondial soient soumises en provenance des régions et/ou catégories sous-représentées dépendent de nombreux facteurs, comme la connaissance appropriée des ressources patrimoniales, l'expertise nécessaire pour rechercher et gérer de telles ressources, les cadres légaux et administratifs requis, ainsi que les outils et ressources financiers appropriés. L'étude de l'ICOMOS devrait être considérée comme une référence utile, qui peut contribuer à ce processus, en aidant à identifier les zones patrimoniales sous-représentées et à établir des priorités.

Pour que des progrès soient accomplis dans le domaine de l'encouragement à la proposition d'inscription de biens qui reflètent mieux les identités, significations et valeurs régionales culturelles, une série d'actions clairement définies est nécessaire, liée à des cibles et des ressources, à la fois sur le plan humain et financier, chapeauté par des objectifs reconnaissables par tous et étayée par des paramètres de suivi et d'évaluation.

Le plan d'action qui suit présente des mesures pour permettre aux États parties de contribuer à l'élaboration d'une Liste du patrimoine mondial susceptible de mieux refléter l'identité, les significations et la pertinences culturelles des sites dans des régions définies du monde, et qui soit également plus durable.

Ce Plan suggère des actions à court et moyen terme, liées à des objectifs bien structurés. Il indique également quelles sont les ressources nécessaires aux États parties et aux partenaires pour atteindre ces objectifs, et les cibles qui doivent être visées pour que les progrès puissent être contrôlés et évalués par rapport aux objectifs.

Il y a cinq objectifs clefs :

1. *Établir une Liste indicative crédible pour chaque État partie ayant ratifié la Convention*
2. *Optimiser la réussite des propositions d'inscription au Patrimoine mondial*
3. *Rendre opérationnelles les nouvelles Orientations*
4. *Rendre durables les sites du Patrimoine mondial*
5. *Sensibiliser à la Convention du patrimoine mondial*

Ces objectifs seront examinés séparément.

Objectif 1 : Établir une Liste indicative crédible pour chaque État partie ayant ratifié la Convention

Contexte

L'élaboration de Listes indicatives crédibles doit étayer toutes les autres actions : c'est le fondement de la marche à suivre. Le Comité du patrimoine mondial a déjà identifié la nécessité de Listes indicatives plus étendues et mises à jour : la présente étude a renforcé cette nécessité.

Étant donné que 44 pays doivent élaborer de nouvelles Listes indicatives, et que bon nombre d'autres pays doivent améliorer leurs listes actuelles, l'action proposée est de mettre en place une marche à suivre pour permettre l'élaboration de Listes indicatives qui reflètent la Stratégie globale et, en même temps, qui reflètent une gamme plus large de réponses et de qualités culturelles. Ce travail devrait être entrepris en coopération avec les programmes existants, comme Africa 2009.

Action

Il est essentiel que l'élaboration des Listes indicatives reflète de façon appropriée les qualités culturelles des pays et régions, et explore les identités, la pertinence et les valeurs des propositions d'inscription potentielles.

L'élaboration des listes devrait être un processus d'engagement, permettant la compréhension du contexte des biens et promouvant la participation de tous les acteurs clefs. Il est suggéré que les Listes indicatives devraient être préparées par le biais d'ateliers permettant d'accroître la sensibilisation au processus du Patrimoine mondial et d'examiner la logique des propositions d'inscription. De tels ateliers pourraient élaborer un cadre thématique pour la région en question et entreprendre une estimation de la qualité culturelle des biens patrimoniaux, comme méthode d'évaluation de la signification, et d'articulation de la valeur universelle exceptionnelle, première étape à la présentation des sites pour une proposition d'inscription. Ce processus contribuerait également à l'élargissement des types de biens dont on considère la proposition d'inscription, par le biais d'une meilleure appréciation de la portée des qualités culturelles qui peuvent être envisagées.

Bien qu'il puisse être nécessaire de faire intervenir des experts extérieurs dans le processus, en tant que médiateurs, on considère que l'initiative principale devrait rester locale. Il est également suggéré que l'élaboration des Listes indicatives peut nécessiter une série de réunions, plutôt que la visite intensive d'un expert extérieur.

Pour encourager l'utilisation optimum de ressources limitées dans le cadre de ce processus, il est suggéré que des ***Orientations pour les Listes indicatives*** soient produites, afin de présenter les processus et résultats souhaitables des ateliers destinés à élaborer des Listes indicatives.

Dans certaines Régions, il sera souhaitable d'organiser des discussions transfrontalières, pour centrer l'attention sur d'éventuelles propositions d'inscription transfrontalières ou sérielles.

L'élaboration des Listes indicatives devrait être envisagée comme faisant partie des processus de renforcement des capacités et de sensibilisation.

Étant donné que 44 pays doivent élaborer des Listes indicatives, il s'avérerait peut-être nécessaire d'établir un ordre de priorité dans le soutien à leur élaboration.

Une part essentielle de ce processus est la nécessité d'intégrer et de mettre à jour la base de données informatisée de la Liste du patrimoine mondial avec les Listes indicatives nouvelles, afin de fournir aux États parties des informations à jour sur la représentativité de la Liste.

Résultats

La production de Listes indicatives pour tous les États parties qui ont ratifié la Convention.

Partenaires

Les États parties concernés, le Centre du patrimoine mondial, les Organisations consultatives, les États parties ayant l'expérience de la production de listes.

Ressources

L'expertise des partenaires et le soutien financier apporté par :

- Le Comité du patrimoine mondial
- Les États parties donateurs
- D'autres sources

Calendrier

Les Orientations pour les Listes indicatives devraient être produites dans un délai d'un an. Les Listes indicatives pour tous les États parties ayant ratifié la Convention devraient être en place dans un délai de trois ans. Afin d'y parvenir, un programme sera élaboré par le biais d'une collaboration entre le Centre du patrimoine mondial, l'ICOMOS et l'UICN.

Objectif 2 : Optimiser la réussite des propositions d'inscription au Patrimoine mondial

Contexte

Il est frustrant que des propositions d'inscription intéressantes et potentiellement valables émanant de régions sous-représentées soient parfois renvoyées ou différées parce qu'elles s'avèrent incomplètes, qu'elles ne justifient pas correctement des qualités et significations d'un site, ou parce que des cadres légaux ou de gestion appropriés ne sont pas en place. Dans bon nombre de cas, les propositions d'inscription auraient pu être présentées plus efficacement avec des conseils et un soutien techniques.

À cet égard, les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* constituent un outil fondamental.

Action

Afin d'éviter que les pays ayant peu d'expérience dans le domaine des propositions d'inscription perdent une ou plusieurs années, le temps que leurs propositions d'inscription soient de nouveau soumises, pour des raisons de présentation ou des raisons techniques, il est suggéré qu'un ***Programme d'assistance à la pré-proposition d'inscription*** soit mis en place pour améliorer la qualité des dossiers de proposition d'inscription en offrant un soutien aux États parties dans les Régions sous-représentées. Dans la mesure du possible, un soutien serait apporté grâce à la création de « Groupes » de soutien régionaux, qui pourraient relier les pays entre eux au sein des régions.

Ce programme examinerait, en particulier, l'assistance en ce qui concerne les aspects suivants des propositions d'inscription :

- La valeur universelle exceptionnelle
- Les évaluations comparatives
- La définition des délimitations, des zones tampons
- La gestion durable
- La protection juridique
- La possibilité de présenter des propositions d'inscription sérielles ou transfrontalières
- L'état complet des propositions d'inscription
- Le respect des délais

Le succès du programme dépendrait de l'examen par les États parties des éventuelles propositions d'inscription dès les premiers stades de préparation d'un dossier de proposition d'inscription.

Clairement, les ressources pour ce type d'assistance seraient limitées, et donc priorité devrait être donnée aux régions les plus sous-représentées.

Résultats

Augmenter le taux de réussite des propositions d'inscription émanant de Régions sous-représentées en réduisant les renvois et les examens différés.

Partenaires

Les États parties concernés, le Centre du patrimoine mondial, les Organisations consultatives, les États parties ayant l'expérience des propositions d'inscription (grâce à la coopération bilatérale).

Ressources

L'expertise des partenaires, ainsi que le financement par :

- Le Comité du patrimoine mondial
- L'aide technique des États parties donateurs

- D'autres sources

Calendrier

En l'espace de cinq ans, réduire de moitié le taux de renvois et d'examens différés pour les propositions d'inscription émanant des pays situés dans les Régions sous-représentées.

Objectif 3 : Rendre opérationnelles les nouvelles Orientations

Contexte

Les nouvelles Orientations vont être introduites, ce qui tombe à point nommé. Afin que l'on voit qu'elles étayent les actions recommandées, il est essentiel qu'elles soient promues et mises en application mondialement pour aider les États parties à tisser des liens plus étroits entre listes indicatives, propositions d'inscription et gestion durable des sites du patrimoine mondial.

Les Orientations actuelles ne sont ni suffisamment connues ni suffisamment bien utilisées. Les nouvelles Orientations, plus faciles à utiliser, devraient être plus accessibles.

Action

Un ***Programme de promotion des Orientations*** est nécessaire pour promouvoir l'utilisation des nouvelles Orientations. Ce programme devra :

- Mettre en place les meilleures méthodes pour diffuser activement les nouvelles Orientations, notamment des ateliers, des cours spéciaux et/ou des événements promotionnels
- Apporter une assistance au niveau régional aux États parties et aux gestionnaires de sites quant à l'utilisation des nouvelles Orientations
- Envisager des façons de traduire les nouvelles Orientations dans les langues nécessaires

Résultats

Tous les États parties qui ont ratifié la Convention devraient avoir une bonne connaissance et compréhension des nouvelles Orientations.

Partenaires

Le Centre du patrimoine mondial, les Organisations consultatives et les États parties donateurs.

Ressources

L'expertise des partenaires, ainsi que le financement apporté par :

- Le Comité du patrimoine mondial, pour les relations publiques et le soutien technique
- Les donateurs
- D'autres sources

Calendrier

Un *Programme de promotion des Orientations* devra être mené entre 2004 et 2006.

Objectif 4 : Rendre durables les sites du Patrimoine mondial

Contexte

Le processus des Rapports périodiques, de même que la taille de la Liste du patrimoine mondial en péril, ont soulevé un problème, à savoir : comment les États parties peuvent-ils aller de l'avant avec de nouvelles propositions d'inscription, alors qu'ils ont déjà des difficultés en ce qui concerne la conservation et la durabilité des sites du patrimoine mondial inscrits ? Il se peut que s'attaquer aux problèmes des sites du patrimoine mondial actuels ralentisse le rythme des nouvelles propositions d'inscription émanant des régions sous-représentées.

Les méthodes de travail visant à la gestion durable des sites du patrimoine mondial doivent soutenir les nouvelles propositions d'inscription. La conservation doit être considérée comme un processus actif, qui contribue au développement durable et à la gestion du changement. Les actions de conservation, les systèmes de gestion, la protection juridique, ainsi que l'entretien et le suivi appropriés devraient être tous considérés comme une contribution au développement durable. En ce qui concerne les villes historiques vivantes et les paysages culturels, la participation de toutes les parties au processus de gestion - des autorités jusqu'aux propriétaires des biens et habitants locaux - est essentielle au succès de la durabilité culturelle de leur conservation et de leur développement.

Il doit y avoir davantage de partage des expériences en ce qui concerne les pratiques meilleures de gestion durable des qualités qui valent aux sites d'être inscrits, à la fois au sein des régions et au-delà. Bon nombre des questions qui touchent aux biens de la Liste du patrimoine mondial en péril impliquent de rendre durable la valeur universelle exceptionnelle, et font appel à la participation des communautés et au lien entre conservation et développement. Les diverses possibilités, pour ce qui est de gérer le changement de façon durable, devraient être partagées plus largement, afin que les nouvelles propositions d'inscription puissent aborder cette question de façon positive.

Actions

Des programmes ou ateliers devraient être mis en place pour examiner et débattre des méthodes régionales appropriées de gestion des biens, en vue de conserver et rendre durable la valeur universelle exceptionnelle et, en même temps, de transmettre les bienfaits positifs provenant du développement durable.

Il est suggéré qu'un programme d'*Ateliers sur le développement durable* devrait être organisé avec les partenaires locaux pour que les meilleures pratiques puissent être partagées sur une base régionale, et également entre les régions. Ces dernières années, plusieurs propositions d'inscription ont présenté des façons locales d'examiner ces questions, et il faut trouver des méthodes permettant le partage de ces expériences.

Résultats

Des propositions d'inscription plus solides, et en même temps plus complexes, devraient devenir possibles, qui optimiseraient les atouts d'un bien et optimiseraient également ses bénéfices. La préparation des propositions d'inscription est coûteuse du point de vue des ressources. Il est essentiel que les biens inscrits soient considérés comme des modèles de développement durable et qu'ils offrent aux parties prenantes des résultats bénéfiques.

La production d'*Orientations pour le développement durable* des sites du patrimoine mondial faciles à utiliser, produites par des ateliers sur le développement durable régional devrait être un résultat essentiel de ce processus.

Partenaires

Les États parties travaillant avec le Centre du patrimoine mondial, les Organisations consultatives et les États parties donateurs.

Ressources

L'expertise des partenaires, ainsi que le financement apporté par les programmes d'aide technique et d'aide au fonctionnement.

Calendrier

Les *Orientations pour le développement durable* des sites du patrimoine mondial culturel devraient être produites par des *Ateliers sur le développement durable* d'abord régionalement, puis globalement, d'ici à 2008.

Objectif 5 : Sensibiliser à la Convention du patrimoine mondial

Contexte

On attend des États parties à la Convention qu'ils « *s'efforcent par tous les moyens appropriés, notamment par des programmes d'éducation et d'information, de renforcer le respect et l'attachement de leurs peuples au patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la Convention.* » (article 27).

On attend en outre des États parties qu'ils s'attachent à : « *développer les études et les recherches scientifiques et techniques et perfectionner les méthodes d'intervention qui permettent à un État de faire face aux dangers qui menacent son patrimoine culturel ou naturel* » et « *favoriser la création ou le développement de centres nationaux ou régionaux de formation dans le domaine de la protection, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel et d'encourager la recherche scientifique dans ce domaine.* » (article 5).

Actions

Afin de promouvoir une plus grande sensibilisation à la Convention du patrimoine mondial, la mise en œuvre de la Stratégie globale de formation du Patrimoine mondial culturel et naturel, basé sur le document de travail WHC-01/CONF.208/14, adopté par le Comité du patrimoine mondial lors de sa 25^{ème} session à Helsinki, Finlande, 11-16 décembre 2001, devrait être soutenue.

Cette Stratégie globale de formation comporte un Plan d'action prioritaire qui expose les grandes lignes des initiatives de formation particulières portant sur la mise en œuvre de la Convention, la gestion des sites et l'assistance technique et scientifique, selon les priorités régionales et thématiques.

Afin d'accroître la sensibilisation aux réussites de la Convention du patrimoine mondial, il est recommandé qu'un livre soit préparé, présentant une sélection de 100 sites du patrimoine mondial culturel, pour guider les États parties. La documentation de cet ouvrage serait basée sur les

propositions d'inscription émanant des États parties et sur les évaluations de l'ICOMOS correspondantes.

Résultats

L'amélioration globale de la sensibilisation à la Convention du patrimoine mondial conduira, avec le temps, à davantage d'assurance dans la préparation des propositions d'inscription au Patrimoine mondial, et permettra un dialogue mieux informé sur les sites potentiels destinés aux Listes indicatives.

Le succès devrait se mesurer au fait que des propositions d'inscription relativement plus et mieux qualifiées seront présentées dans les régions et les catégories sous-représentées.

Partenaires

Les États parties travaillant avec le Centre du patrimoine mondial, les Organisations consultatives et les États parties donateurs.

Ressources

L'expertise des partenaires, associée au financement provenant des programmes d'assistance technique et d'assistance au fonctionnement.

Calendrier

Pour apporter une aide efficace à l'accroissement de la sensibilisation aux implications plus larges de la Convention du patrimoine mondial, un ouvrage sur les sites du patrimoine mondial culturel devrait être produit d'ici à 2006.

L'amélioration de la sensibilisation à la Convention du patrimoine mondial est difficile à évaluer directement : le succès devrait être mesuré indirectement par l'amélioration du taux de réussite des propositions d'inscription émanant de régions et catégories sous-représentées, ce qui devrait être touché positivement par les résultats des quatre autres objectifs clefs du Plan d'action.

En conclusion

La Convention du patrimoine mondial est l'un des instruments légaux internationaux qui a le plus de succès jamais rédigé. Sa réussite est évidente du point de vue du nombre de pays qui l'ont ratifiée, du nombre de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et du nombre de propositions d'inscription présentées chaque année.

La Convention portant sur le patrimoine commun de l'humanité, il faut essayer de garantir que le patrimoine mondial de l'humanité, dans toute sa diversité et sa complexité, soit reflété de façon appropriée sur la Liste.

L'étude de l'ICOMOS tente d'apporter des preuves quantifiables pour contribuer à ce processus. Il est suggéré qu'il n'y pas de méthode unique qui permette d'analyser le plus efficacement la Liste du patrimoine mondial : au contraire, cette étude a comparé et mis en perspective trois méthodes différentes, qui reflètent conjointement la nature évolutive de la classification du patrimoine culturel.

Ce qui a vu le jour, c'est un tableau compliqué et complexe des domaines dans lesquels les sites de la Liste du patrimoine mondial apparaissent et n'apparaissent pas pour refléter le corpus total du patrimoine culturel du monde. Surtout, la présente étude a cherché à entreprendre une analyse de ces résultats : pourquoi les sites inscrits jusqu'à présent ne reflètent pas, dans de nombreux cas, ce qui aurait pu être présenté, et comment des progrès pourraient être accomplis pour essayer de combler les lacunes perçues.

Dans bon nombre de régions, les lacunes sont liées à la nécessité de mieux comprendre les qualités culturelles des Sites du patrimoine mondial potentiels en relation aux réponses culturelles très particulières de l'environnement rencontré dans les zones sous-représentées. Ce qui émerge, cependant, c'est le fait que les sites dont on a proposé l'inscription dans un passé récent commencent déjà à combler certaines de ces lacunes et donc que ce processus doit être encouragé.

Néanmoins, des lacunes existent aussi en raison d'un manque de connaissance, d'un manque de ressources ou de structures officielles nécessaires à la soumission de propositions d'inscription satisfaisantes. Un soutien doit donc également être apporté pour contrebalancer ces contraintes structurelles.

Cette étude a conclu en présentant un Plan d'action qui tente de s'attaquer à ces défauts. Le Plan d'action met l'accent sur la nécessité d'une collaboration et d'un fort partenariat entre les États parties, le Centre du patrimoine mondial et les Organisations consultatives.

Ce rapport aborde les lacunes de la liste pour les biens culturels. L'UICN aborde les lacunes de la liste pour les bien naturels. L'ICOMOS aimerait recommander qu'une attention particulière soit accordée à l'association des recommandations clefs émanant des deux rapports, de sorte qu'il y ait une appréciation d'ensemble des défis à relever en ce qui concerne la réalisation d'une liste plus crédible, à la fois pour les biens naturels et les biens culturels, et des façons d'aborder ces défis.

Cette étude et le Plan d'action visent à compléter les Plans d'action régionaux déjà adoptés par le Comité du patrimoine mondial. L'objectif global est de permettre aux États parties de contribuer à l'élaboration d'une Liste du patrimoine mondial plus durable, capable de mieux refléter l'identité, les significations et la pertinence culturelles des sites dans des régions définies du monde.

Annexes

Annexe 1a : Partie A. Cadre typologique basé sur des catégories ; (pp. 59-64) Analyse de la Liste du patrimoine mondial et des Listes indicatives en référence aux Régions UNESCO

Annexe 1b : Partie A : (pp. 65-71)

Tableau 1 : Distribution régionale des biens culturels et mixtes sur la Liste du patrimoine mondial

Tableau 2 : Distribution régionale des biens culturels et mixtes : Listes indicatives

Tableau 3 : Analyse comparative de la Liste du patrimoine mondial et des Listes indicatives par région

Tableau 4 : Analyse comparative de la Liste du patrimoine mondial et des Listes indicatives par Catégorie et par Région

Tableau 5 : Liste du patrimoine mondial : Analyse proportionnelle de chaque catégorie

Tableau 6 : Listes indicatives : Analyse proportionnelle de chaque catégorie

Tableau 7 : Liste du patrimoine mondial : Analyse par catégorie et par région

Tableau 8 : Listes indicatives : Comparaison par catégorie

Annexe 2 : Partie B. Cadre Chronologique/Régional (pp. 72-80)

Annexe 3 : Partie C. Cadre thématique (pp. 81-85)

Annexe 4 : (pp. 86-97)

Réunions se référant à la Stratégie globale
Études de l'ICOMOS
Autres études

Annexe 5 : Bibliographie (pp. 98-101)

ANNEX 1a, framework and analysis

PART A. TYPOLOGICAL FRAMEWORK BASED ON CATEGORIES

As a typological framework, the following fourteen categories were chosen for the analysis of the List:

1. **ARCHAEOLOGICAL HERITAGE:** Any form of archaeological site or individual monument, including earthworks, burial mounds, cave dwellings, settlements (towns, villages, farms, villas), temples and other public buildings, defensive works, cemeteries, routes, etc, that are not in use or occupied;
2. **ROCK-ART SITES:** Caves, rock shelters, open surfaces, and comparable sites containing paintings, engravings, carvings, etc;
3. **FOSSIL HOMINID SITES:** Individual sites and landscapes containing skeletal material and/or evidence of occupation by early hominids;
4. **HISTORIC BUILDINGS AND ENSEMBLES:** Individual monuments, groups of monuments, works of art;
5. **URBAN AND RURAL SETTLEMENTS / HISTORIC TOWNS AND VILLAGES:** Towns, town centres, villages, and other communal groups of dwellings;
6. **VERNACULAR ARCHITECTURE:** use of traditionally established buildings types, application of traditional construction systems and crafts;
7. **RELIGIOUS PROPERTIES:** Any form of property with religious or spiritual associations: churches, monasteries, shrines, sanctuaries, mosques, synagogues, temples, sacred landscapes, sacred groves, and other landscape features, etc;
8. **AGRICULTURAL, INDUSTRIAL AND TECHNOLOGICAL PROPERTIES:** field systems, vineyards, agricultural landscapes; agricultural settlements; water-management systems (dams, irrigation, etc); mines, mining landscapes, factories; bridges, canals, railways; industrial settlements, etc;
9. **MILITARY PROPERTIES:** castles, forts, citadels, etc; town defences; defensive systems;
10. **CULTURAL LANDSCAPES, PARKS AND GARDENS:** clearly defined landscape designed and created intentionally; organically evolved landscape (a relict or fossil landscape, a continuing landscape); associative cultural landscape;
11. **CULTURAL ROUTES:** pilgrimage routes, trading routes, roads, canals, railways, etc;
12. **BURIAL MONUMENTS AND SITES:** burial mounds, cairns, mausolea, tombs, cenotaphs, cemeteries, etc;
13. **SYMBOLIC PROPERTIES AND MEMORIALS:** properties of any category nominated or inscribed because of associations with beliefs, individuals, or events;
14. **MODERN HERITAGE:** buildings, groups of buildings, works of art, towns, industrial properties (from late 19th century onwards);

ANNEX 1a, framework and analysis

World Heritage List and Tentative Lists referred to UNESCO Regions

The following analyses will present a comparison of the World Heritage List and the Tentative Lists in relation to the different categories as referred to UNESCO regions, i.e. Africa, Arab States, Asia and Pacific, Europe and North America, and Latin America and the Caribbean.

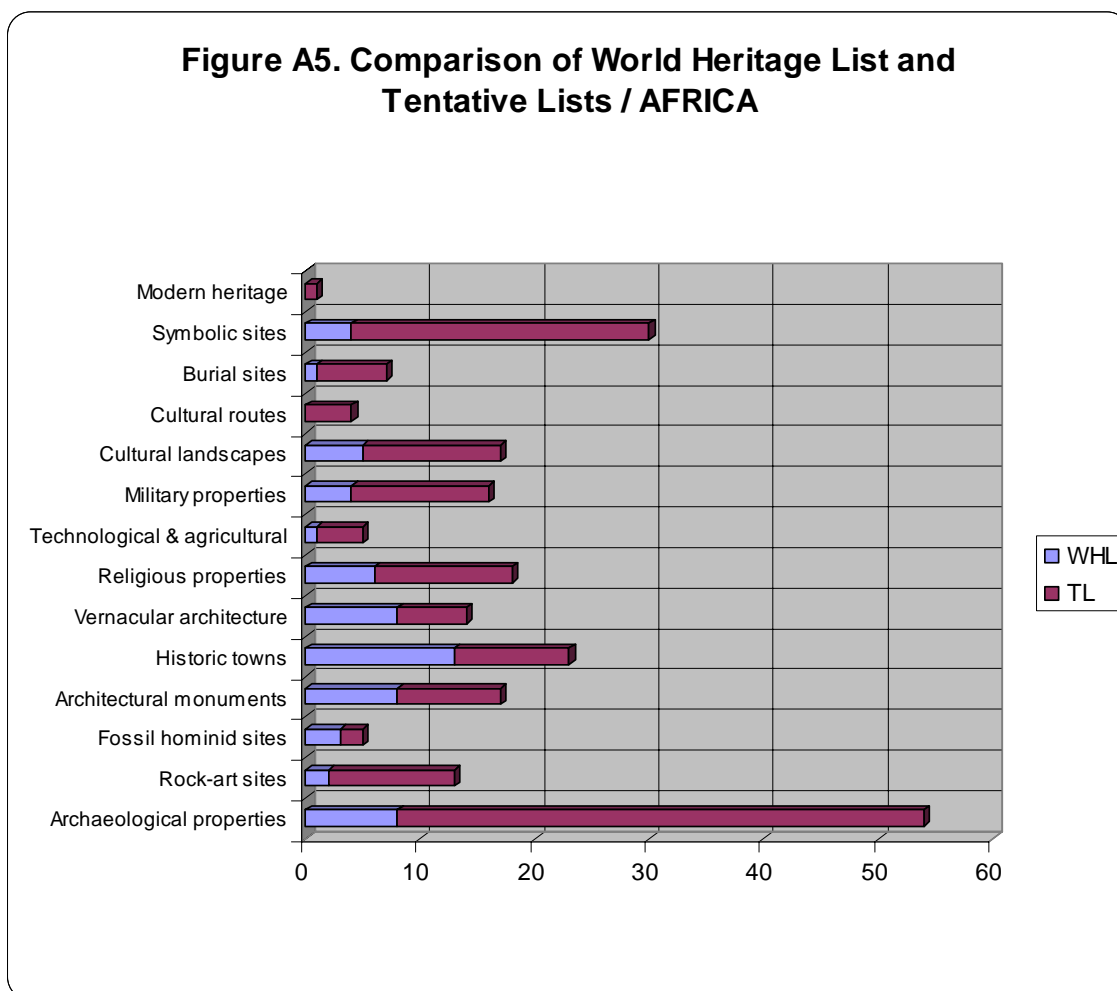


Figure 5

As shown in Figure 5, archaeological properties constitute the most represented category on African tentative lists (48 = 28%). This is partly due to the high numbers of remains of constructions built by colons for the slave trade which constitute an important theme of African tentative lists. Symbolic sites and cultural landscapes also increase on African tentative lists, respectively from 4 sites (6%) on the World Heritage List to 26 sites (16%) on tentative lists and from 5 sites (8%) on the World Heritage List to 12 sites (7%) on tentative lists. Rock-art sites (11 = 7%) also increase on tentative lists in comparison with their representation on the List (2 = 3%). Burial sites is another category, which increases on tentative lists (6 = 4%). Religious and technological/agricultural properties also increase on tentative lists, from 6 (9%) and 4 (6%) on the World Heritage List to 12 (7%) on tentative lists. Modern heritage and cultural routes also increase on tentative lists (respectively 1 site = 1% and 4 sites = 2%) whilst there is no modern heritage site or cultural route from Africa on the World Heritage List. By contrast, historic towns decrease strongly, from 20% on the List to 6% on the tentative lists. The proportion of architectural property also diminishes from 12.5% on the World Heritage List to 5% on tentative lists. Vernacular architecture also decreases from 12.5% on the List to 4% on tentative lists.

ANNEX 1a, framework and analysis

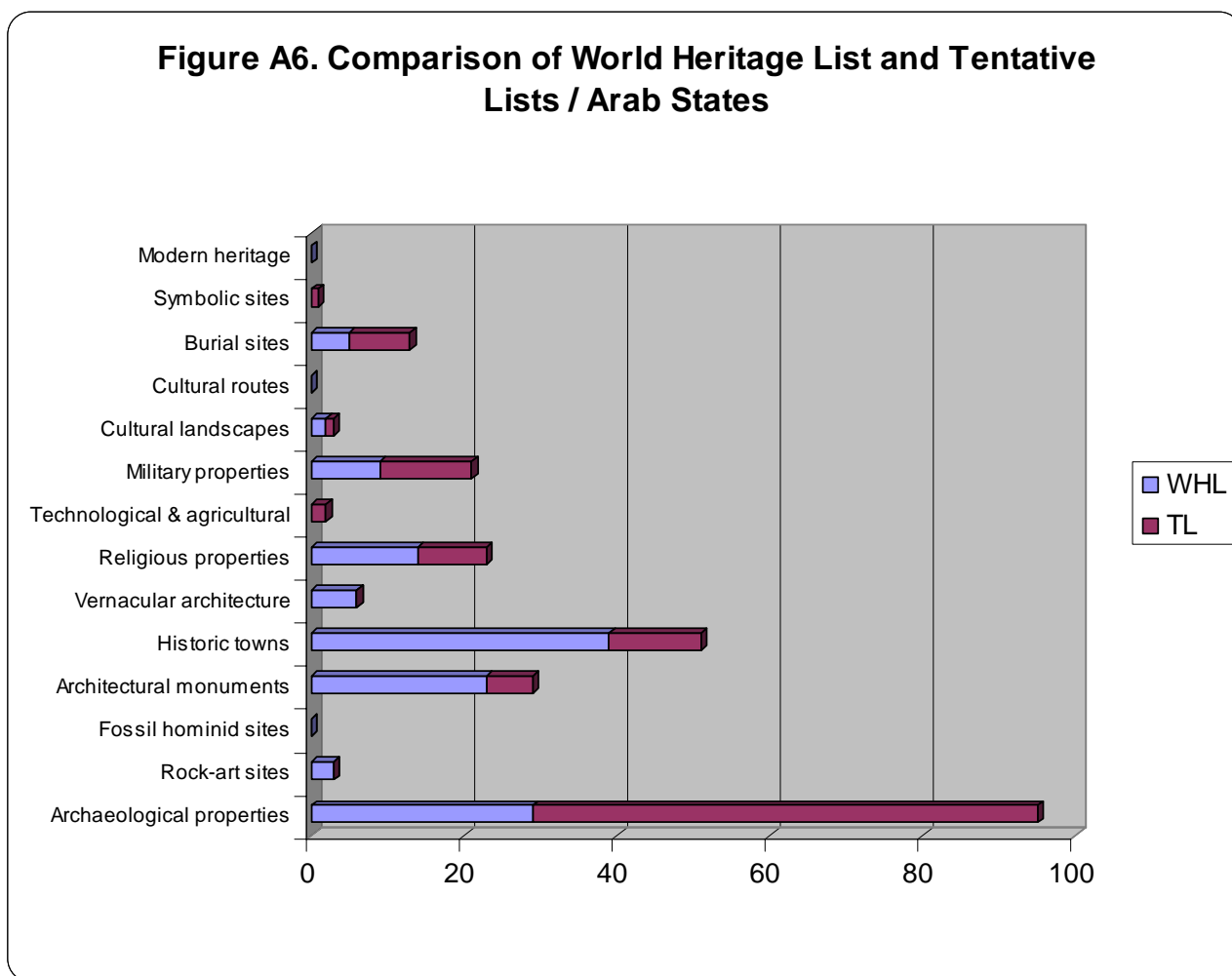


Figure 6

Figure 6 shows that the most represented category on the tentative lists of the Arab States is archaeological properties (66 sites = 56%). Most archaeological properties date from before the arrival of Islam in the region and refer to the great ancient civilizations such as the Assyrian, Sassanian, or Roman cultures. Military properties also increase from 9 sites (7%) on the World Heritage List to 12 sites on tentative lists (10%). Burial sites also increase from 5 sites (4%) on the World Heritage List to 8 (7%) on tentative lists, as do military properties from 9 (7%) on the World Heritage List to 13 (10%) on tentative lists. Historic towns, religious properties, and architectural properties, which are prominent on the World Heritage List, decrease in tentative lists. Arab States do not have any fossil hominid sites, modern heritage sites, or cultural routes on either the World Heritage List or the tentative lists. Vernacular heritage in the Arab states is represented by 6 sites (5%) on the World Heritage List, but does not figure on any tentative lists. Cultural landscapes diminish from 2 sites (2%) on the World Heritage List to 1 site (1%) on tentative lists. Technological/agricultural heritage in the Arab States is not represented on the World Heritage List, but it does figure on tentative (2 sites = 2%).

ANNEX 1a, framework and analysis

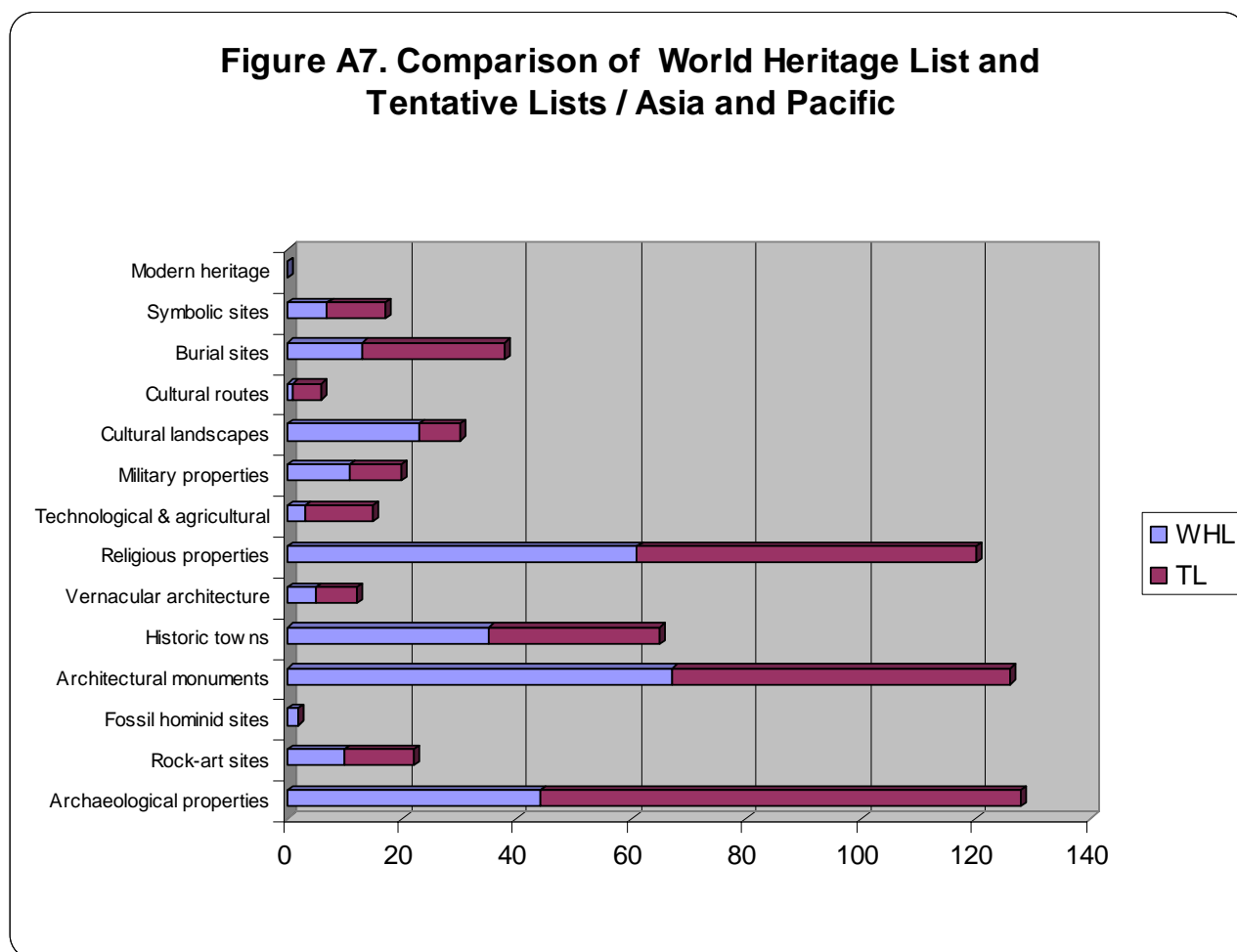


Figure 7

The most represented category on the Tentative Lists of the Asia/Pacific region (Figure 7) is that of archaeological sites (84 = 25%). The next most represented category is religious properties (59 = 18%). This demonstrates the importance of Buddhist temples, and also of Christian monuments (see the tentative list of the Philippines, for example). Burial sites also increase from 4% on the List to 7.5% on tentative lists, as do technological/agricultural properties, from 3 sites (1%) on the World Heritage List to 12 sites = 4% on tentative lists) and cultural routes (from 1 site = 1% on the World Heritage List to 5 sites (1.5%) on tentative lists). This is also the case for rock-art sites, from 10 sites (3%) on the World Heritage List to 12 sites (4%) on tentative lists, vernacular heritage from 5 sites (2%) on the World Heritage List to 7 sites = 2% on tentative lists) and symbolic sites (from 7 sites = 2% on the World Heritage List to 10 sites (3%). Cultural landscapes diminish from 23 (8%) on the List to 7 (2%) on the tentative lists, as do historic towns (from 35 = 12% on the World Heritage List to 30 = 9% on tentative lists), architectural properties (from 67 = 23 on the World Heritage List to 59 = 8% on tentative lists), and military properties (from 11 sites = 4% to 9 sites = 3%). The Asia/Pacific region has no modern heritage sites, on either the World Heritage List or the tentative lists. There are no fossil hominid sites on the tentative lists of the Asia/Pacific region, whilst this category is represented by 2 sites (1%) on the World Heritage List.

Figure A8. Comparison of World Heritage List and Tentative Lists / Europe and North America

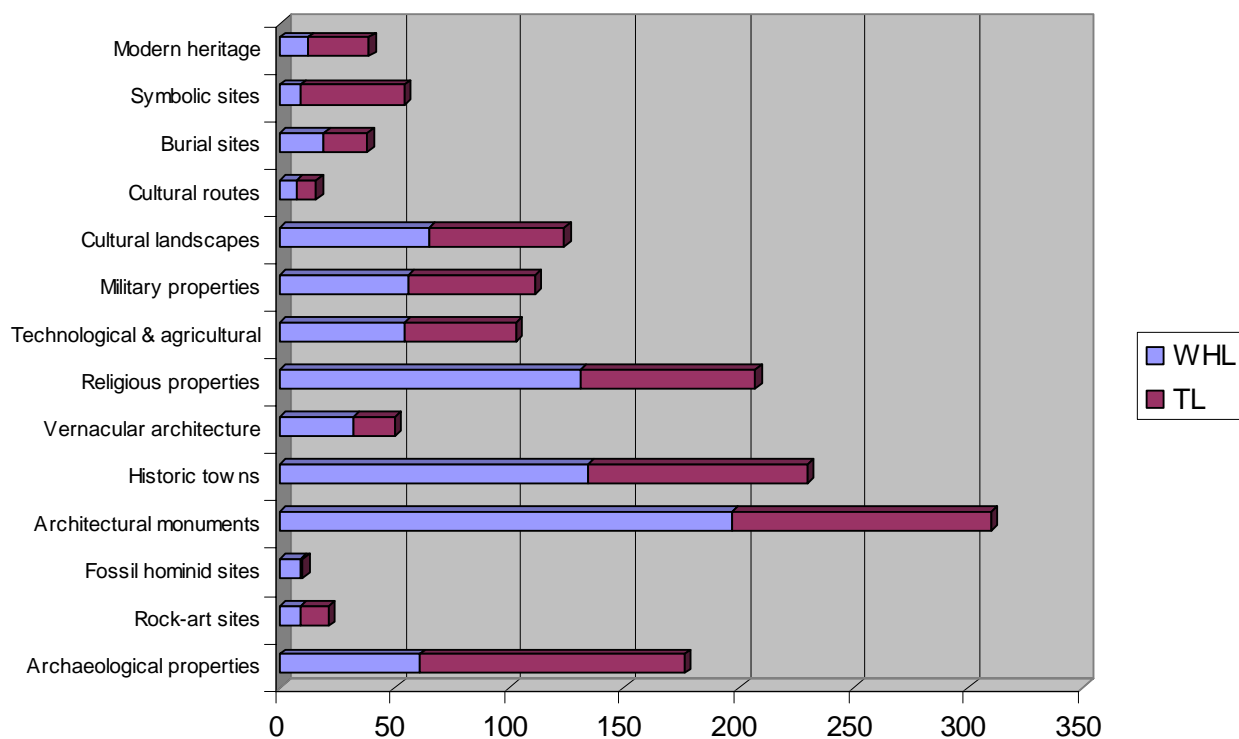


Figure 8

As shown in Figure 8, the two most represented categories on the Tentative Lists of the Europe/North America region are archaeological sites (115 = 16%) and architectural properties (113 = 16%). The 115 archaeological properties represent a wide diversity of properties, ranging from Greek and Roman remains (see, for example, the tentative list of Greece and some sites on the tentative list of Italy) to Neolithic dwellings and tombs (eg the tentative list of Bulgaria). This category of archaeological properties also encompasses under-represented types such as sacred sites (such as ‘The holy place of worship of Ukonsaari by the Sami people at Inari’ on the tentative list of Finland). Architectural properties also represent a wide diversity of monuments ranging from religious to modern ones. Modern heritage is better represented on the tentative lists (27 = 4%) than on the World Heritage List (12 = 1%). This is in part due to the large number of modern heritage sites on the tentative list of the United States (15 sites). The number of symbolic sites also increases from 9 (1%) on the World Heritage List to 45 (6%) on tentative lists. Cultural landscapes decrease from 65 on the World Heritage List to 59 on tentative list, as do vernacular sites from 32 (4%) to 18 (2.5%), religious properties from 131 (16%) to 76 (11%), and technological/agricultural heritage sites from 54 to 49 sites. Historic towns also decrease from 17% on the World Heritage List to 13% on tentative lists.

ANNEX 1a, framework and analysis

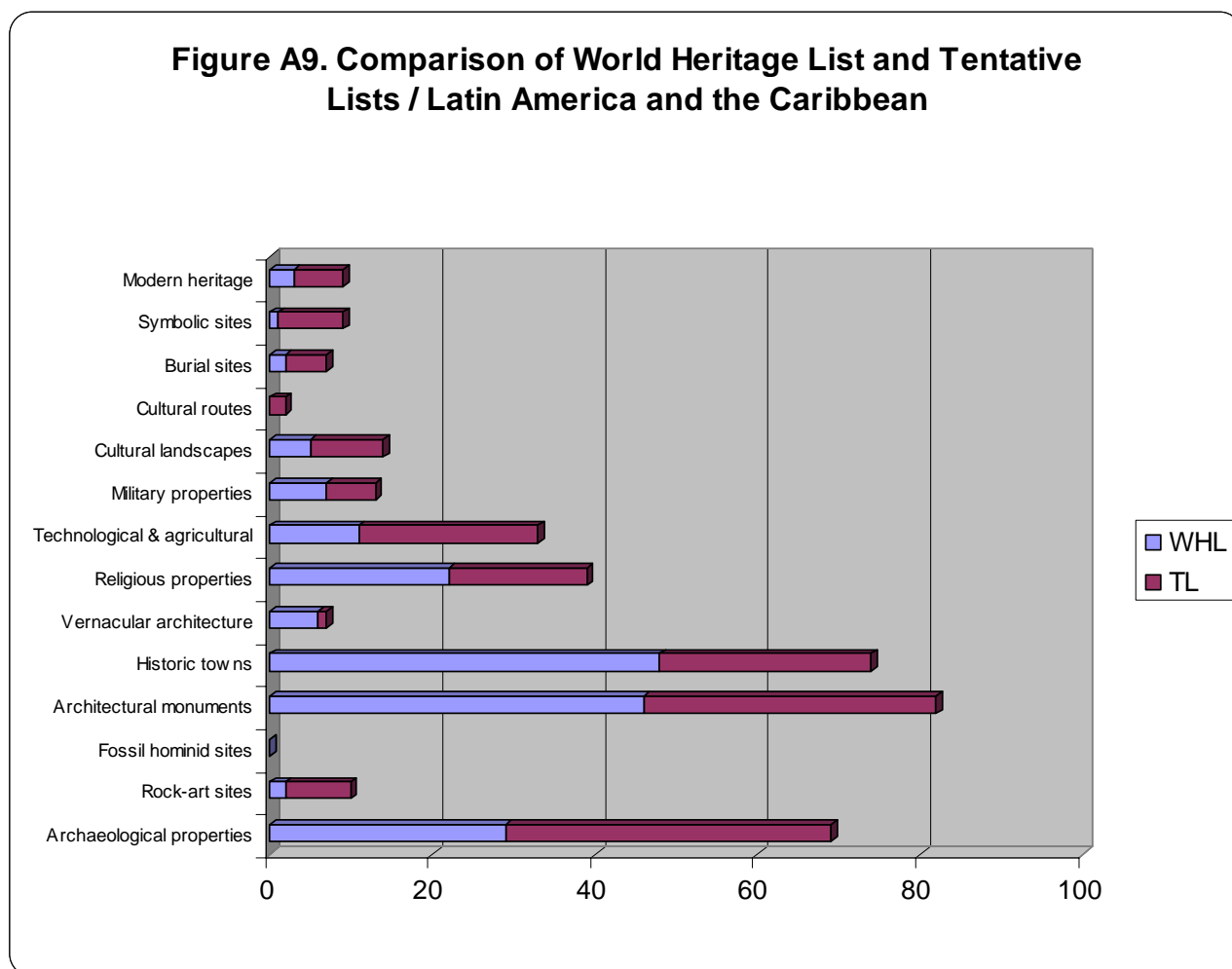


Figure 9

As illustrated by Figure 9, the category of archaeological properties is the best represented on the tentative lists of the Latin American and Caribbean region (40 sites = 21%), and increases in comparison with its proportion on the World Heritage List (29 = 15%). The proportion of rock-art sites on the tentative lists increases by comparison with its proportion on the World Heritage List from 2 sites (1%) to 8 sites (4%). These rock-art sites are mentioned in the tentative lists of, *inter alia*, Chile, Argentina, and Brazil. The proportion of technological/agricultural properties on tentative lists increases in comparison with its amount on the World Heritage List, as does that of cultural landscapes on tentative lists (3% to 5%). These cultural landscapes include, for instance, ‘Coffee cultural landscape’ in the tentative list of Colombia or the ‘Agave landscape and ancient industrial facilities in Tequila, Jalisco’ on the tentative list of Mexico. Modern heritage increase from 3 sites (2%) on the World Heritage List to 6 (3%) on tentative lists as do symbolic sites from 1 site (1%) on the World Heritage List to 8 (4%) on tentative lists and burial sites from 2 sites (1%) on the World Heritage List to 5 (3%) on tentative lists. Historic towns diminish from 48 sites (26%) on the List to 26 (14%) on tentative lists, as do religious properties, which decrease from 22 (12%) to 17 (9%). The number of architectural properties also decreases from 46 (25%) on the List to 36 (19%) on tentative lists. The category of vernacular heritage also decreases from 6 sites (4%) on the World Heritage List to 1 (0.5%) on tentative lists, as do military properties from 7 sites (4%) on the World Heritage List to 6 (3%) on tentative lists.

ANNEX 1b, Tables 1-2

TABLE 1: Regional distribution of cultural and mixed properties on the World Heritage List

Africa		China	25	Monaco	0
Angola	0	DPR Korea	0	Netherlands	6
Bénin	1	Fiji	0	Norway	4
Botswana	1	India	18	Poland	9
Burkina Faso	0	Indonesia	3	Portugal	11
Burundi	0	Iran	3	Romania	6
Cameroun	0	Japan	9	Russian Fed	10
Cape Verde	0	Kazakhstan	0	San Marino	0
Central African Republic	0	Kiribati	0	Slovakia	4
Chad	0	Kyrgystan	0	Slovenia	0
Comoros	0	Lao PDR	2	Spain	33
Congo	0	Malaysia	0	Sweden	11
Côte d'Ivoire	0	Maldives	0	Switzerland	9
DR Congo	0	Mongolia	0	Ukraine	2
Ethiopia	6	Myanmar	0	United Kingdom	18
Ghana	2	Nepal	2	USA	8
Guinea	0	New Zealand	1	Yugoslavia	3
Kenya	1	Niue	0		
Madagascar	1	Pakistan	5	Latin America & Caribbean	
Malawi	0	Papua New Guinea	0	Antigua and Barbuda	0
Mali	3	Philippines	3	Argentina	2
Mauritius	0	Rep of Korea	7	Belize	0
Mozambique	1	Solomon Islands	0	Bolivia	5
Namibia	0	Sri Lanka	6	Brazil	9
Niger	0	Tajikistan	0	Chile	2
Nigeria	1	Thailand	3	Colombia	4
Rwanda	0	Turkmenistan	1	Costa Rica	0
Sénégal	2	Uzbekistan	4	Cuba	5
South Africa	3	Viet Nam	3	Dominica	0
Togo	0			Dominican Rep	1
Uganda	1	Europe and North America		Ecuador	2
UR of Tanzania	2	Albania	1	El Salvador	1
Zambia	0	Andorra	0	Grenada	0
Zimbabwe	2	Armenia	3	Guatemala	3
		Austria	8	Guyana	0
Arab States		Azerbaijan	1	Haiti	1
Algeria	5	Belarus	1	Honduras	1
Bahrain	0	Belgium	8	Jamaica	0
Egypt	6	Bosnia and Herzegovina	0	Mexico	20
Iraq	1	Bulgaria	7	Nicaragua	1
Jordan	2	Canada	5	Panamá	2
Lebanon	5	Croatia	5	Paraguay	1
Libyan AJ	5	Cyprus	3	Peru	7
Mauritania	1	Czech Rep	11	St Kitts & Nevis	1
Morocco	7	Denmark	3	Saint Lucia	0
Oman	3	Estonia	1	Suriname	1
Saudi Arabia	0	Finland	5	Uruguay	1
Sudan	0	France	26	Venezuela	2
Syrian AR	4	FYR Macedonia	1		
Tunisia	7	Georgia	3		
Yemen	3	Germany	26		
		Greece	16		
Asia-Pacific		Holy See	1		
Afghanistan	1	Hungary	7		
Australia	5	Iceland	0		
Bangladesh	2	Ireland	2		
Cambodia	1	Israel	2		
		Italy	34		
		Latvia	1		
		Lithuania	2		
		Luxembourg	1		
		Malta	3		

ANNEX 1b, Tables 1-2

TABLE 2: Regional distribution of cultural and mixed properties: tentative lists

<u>Africa</u>		<u>Asia-Pacific</u>		Italy	51
Angola*	11	Australia	3	Latvia	5
Bénin	4	Bangladesh	5	Lithuania	2
Botswana	3	Cambodia	10	Luxembourg	2
Burkina Faso*	4	China	48	Malta	5
Burundi*	N	DPR Korea*	5	Monaco*	N
Cameroon*	N	Fiji*	3	Netherlands	12
Cape Verde*	N	India	13	Norway	N
Central African Republic*	N	Iran	17	Poland	8
Chad*	N	Japan	6	Portugal	3
Comoros*	N	Kazakhstan*	10	Romania	9
Congo*	N	Kyrkzstan*	6	Russian Fed	15
Côte d'Ivoire*	1	Kiribati *	N	San Marino*	N
DR of Congo*	3	Lao PDR	2	Slovakia	7
Ethiopia	2	Malaysia*	1	Slovenia*	4
Gabon *	N	Maldives*	N	Spain	24
Gambia*	3	Mongolia*	6	Sweden	2
Ghana	5	Myanmar*	8	Switzerland	N
Guinée*	3	Nepal	4	Turkey	18
Kenya	4	New Zealand	1	Ukraine	5
Madagascar	5	Niue*	N	United Kingdom	16
Malawi*	2	Pakistan	8	USA	42
Mali	4	Papua New Guinea*	N	Yugoslavia	5
Mauritius*	N	Philippines	4		
Mozambique	3	Rep of Korea	5	<u>Latin America & Caribbean</u>	
Namibia*	N	Solomon Islands *	N	Antigua and B.*	N
Niger*	3	Sri Lanka	N	Argentina	5
Nigeria	4	Tajikstan*	11	Belize*	N
Rwanda*	N	Thailand	N	Bolivia	N
Sénégal	1	Turkmenistan	3	Brazil	9
Seychelles	N	Uzbekistan	17	Chile	17
South Africa	4	Viet Nam	2	Colombia	6
Togo*	6			Costa Rica*	2
Uganda	4	<u>Europe and North America</u>		Cuba	N
UR of Tanzania	3	Albania	4	Dominica*	N
Zambia*	3	Andorra*	2	Dominican Rep	13
Zimbabwe	1	Armenia	4	Ecuador	4
		Austria	9	El Salvador	6
		Azerbaijan	7	Grenada*	N
		Belarus	N	Guatemala	N
		Belgium	7	Guyana*	3
		Bosnia/Herz.*	2	Haiti	N
		Bulgaria	6	Honduras	N
		Canada	N	Jamaica*	N
		Croatia	1	Mexico	22
		Cyprus	3	Nicaragua	2
		Czech Rep	11	Panama	N
		Denmark	7	Paraguay	1
		Estonia	1	Peru	4
		FYR, Macedonia	N	St Kitts & Nevis	2
		Finland	6	Saint Lucia*	N
		France	32	Suriname	1
		Germany	18	Uruguay	1
		Greece	4	Venezuela	2
		Hungary	6		
		Iceland*	8		
		Ireland	5		
		Israel	21		

* Indicates States Parties without cultural and mixed properties inscribed on the World Heritage List.

N Indicates States Parties signatories of the Convention but without a tentative list containing cultural and/or mixed properties

ANNEX 1b, Tables 3-4

TABLE 3: Comparative analysis of the World Heritage List and the Tentative Lists by region

	WHL	%	TL	%	Totals	%
Africa	27	4.7%	86	9.9%	113	7.8%
Arab States	49	8.5%	83	9.6%	132	9.1%
Asia/Pacific	104	18.0%	198	22.9%	302	20.9%
Europe/North America	325	56.3%	399	46.1%	724	50.2%
Latin America/Caribbean	72	12.5%	100	11.5%	172	11.9%
Totals	577		866		1443	

Table 4: Comparative analysis of World Heritage List and Tentative Lists by Category and Region

	Africa		Arab States		Asia/Pacific		Europe/NA		LA/Carib.		Totals	
	WHL	TL	WHL	TL	WHL	TL	WHL	TL	WHL	TL	WHL	TL
Archaeological properties	8	46	29	66	44	84	61	115	29	40	171	351
Rock-art sites	2	11	3	0	10	12	9	12	2	9	26	44
Fossil hominid sites	3	2	0	0	2	0	9	1	0	0	14	3
Architectural monuments	8	9	23	6	67	59	197	113	46	36	341	223
Historic towns/Urban ensembles	13	10	39	12	35	30	134	96	48	26	269	174
Vernacular architecture & settlements	8	6	6	0	5	7	32	18	6	1	57	32
Religious properties	6	12	14	9	61	59	131	76	22	17	234	173
Technological & agricultural properties	1	4	0	2	3	12	54	49	11	22	69	89
Military properties	4	12	9	12	11	9	56	55	7	6	87	94
Cultural landscapes	5	12	2	1	23	7	65	59	5	9	100	88
Cultural routes	0	4	0	0	1	5	7	9	0	2	8	20
Burial sites	1	6	5	8	13	25	19	19	2	5	40	63
Symbolic properties	4	26	0	1	7	10	9	45	1	8	21	90
Modern heritage	0	1	0	0	0	0	12	27	3	6	15	34
Totals:	63	161	130	117	282	319	795	694	182	187		

ANNEX 1b, Tables 5-6

TABLE 5 World Heritage List: Proportional analysis of each category

	Africa	Arab States	Asia/Pacific	Europe/NA	LA/Carib	TOTALS
Archaeological properties	8	29	44	61	29	171
% total	5	17	26	37	17	12
Rock-art sites	2	3	10	9	2	26
% total	8	12	38	35	8	2
% total	20	0	12	69	0	1
Historic towns/urban ensembles	13	39	35	134	48	269
% total	5	14	13	50	18	18
Religious properties	6	14	61	131	22	234
% total	3	6	26	56	9	16
Technological and agricultural properties	1	0	3	54	11	69
% total	1	0	4	78	16	5
Military properties	4	9	11	56	7	87
% total	5	10	13	64	8	6
Architectural & artistic monuments & ensembles	8	23	67	197	46	341
% total	2	6	20	58	13	23
Modern heritage	0	0	0	12	3	15
% total	0	0	0	80	20	1
Vernacular architecture & settlements	8	6	5	32	6	57
% total	14	11	9	55	11	4
Symbolic sites	4	0	7	9	1	21
% total	19	0	33	43	5	1
Cultural landscapes	5	2	23	65	5	100
% total	5	2	23	65	5	7
Cultural routes	0	0	1	7	0	8
% total	0	0	13	87	0	<1
Burial sites	1	5	13	19	2	40
% total	12.5	12.5	32.5	47.5	5	3
Mixed sites	1	1	8	9	2	21
% total	5	5	38	43	10	1

ANNEX 1b, Tables 5-6

TABLE 6 Tentative lists: Proportional analysis) of each category

	Africa	Arab States	Asia/Pacific	Europe/NA	LA/Carib	TOTALS
Archaeological properties	46	66	84	115	40	351
% total	13	19	24	33	11	23
Rock-art sites	11	0	12	12	8	43
% total	25	0	28	28	19	3
Fossil hominid sites	2	0	0	1	0	3
% total	67	0	0	33	0	<1
Historic towns/urban ensembles						174
% total	10	12	30	96	26	11
Religious properties	12	9	59	76	17	173
% total	7	5	34	44	10	11
Technological & agricultural properties	4	2	12	49	22	89
% total	4	2	13	55	25	6
Military properties	12	12	9	55	6	94
% total	13	13	10	58.5	6	6
Architectural & artistic monuments & ens.	9	6	59	113	36	223
% total	4	3	26	51	16	15
Modern heritage	1	0	0	27	6	34
% total	3	0	0	79	18	2
Vernacular architecture & settlements	6	0	7	18	1	32
% total	19	0	22	56	3	2
Symbolic sites	26	1	10	45	8	90
% total	29	1	11	50	9	6
Cultural landscapes	12	1	7	59	9	88
% total	14	1	8	67	10	6
Cultural routes	4	0	5	9	2	20
% total	20	0	25	45	10	1
Burial sites	6	8	25	19	5	63
% total	9.5	13	40	30	8	4
Mixed sites	5	1	11	18	3	38
% total	13	3	29	47	8	2.5

ANNEX 1b, Tables 7-8

TABLE 7: World Heritage List: Analysis by category and region

-	Africa		Arab States		Asia/Pacific		Europe/NA		LA/Carib	
	total	%	total	%	total	%	total	%	total	%
Archaeological properties	8	13.6%	29	22.3%		16.0%	61	7.9%	29	16.3%
Rock-art sites	2	3.4%	3	2.3%	10	3.6%	9	1.2%	2	1.1%
Fossil hominid sites	3	5.1%	0	0.0%	2	0.7%	9	1.2%	0	0.0%
Architectural & artistic monuments & ensembles	8	13.6%	23	17.7%	67	24.4%	197	25.5%	46	25.8%
Historic towns/urban ensembles	13	22.0%	39	30.0%	35	12.7%	134	17.3%	48	27.0%
Vernacular architecture & settlements	8	13.6%	6	4.6%	5	1.8%	32	4.1%	6	3.4%
Religious properties	6	10.2%	14	10.8%	61	22.2%	131	16.9%	22	12.4%
Technological & agricultural properties	1	1.7%	0	0.0%	3	1.1%	54	7.0%	11	6.2%
Military properties	4	6.8%	9	6.9%	11	4.0%	56	7.2%	7	3.9%
Cultural landscapes	5	8.5%	2	1.5%	23	8.4%	65	8.4%	5	2.8%
Cultural routes	0	0.0%	0	0.0%	1	0.4%	7	0.9%	0	0.0%
Burial sites	1	1.7%	5	3.8%	13	4.7%	19	2.5%	2	1.1%
Symbolic sites	4	6.8%	0	0.0%	7	2.5%	9	1.2%	1	0.6%
Modern heritage	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%	12	1.6%	3	1.7%
Totals	59		130		275		774		178	

ANNEX 1b, Tables 7-8

Table 8: Tentative Lists: Comparison by category										
	Africa		Arab States		Asia/Pacific		Europe/NA		LA/Caribbean	
		%		%		%		%		%
Archaeological properties	46	29%	66	56%	84	26%	115	17%	40	22%
Rock-art sites	11	7%	0	0%	12	4%	12	2%	8	4%
Fossil hominid sites	2	1%	0	0%	0	0%	1	0%	0	0%
Architectural & art. monuments	9	6%	6	5%	59	18%	113	16%	36	19%
Historic towns & ensembles	10	6%	12	10%	30	9%	96	14%	26	14%
Vernacular architecture	6	4%	0	0%	7	2%	18	3%	1	1%
Religious properties	12	7%	9	8%	59	18%	76	11%	17	9%
Technological & agricultural prop.	4	2%	2	2%	12	4%	49	7%	22	12%
Military properties	12	7%	12	10%	9	3%	55	8%	6	3%
Cultural landscapes	12	7%	1	1%	7	2%	59	9%	9	5%
Cultural routes	4	2%	0	0%	5	2%	9	1%	2	1%
Burial sites	6	4%	8	7%	25	8%	19	3%	5	3%
Symbolic sites	26	16%	1	1%	10	3%	45	6%	8	4%
Modern heritage	1	1%	0	0%	0	0%	27	4%	6	3%
Totals	161		117		319		694		186	

PART B. CHRONOLOGICAL-REGIONAL FRAMEWORK

I. EARLY EVOLUTION OF MAN

(Related to all regions)

- a. Palaeolithic period (Old Stone Age)
 - b. Mesolithic and Neolithic periods (Middle and New Stone Age)
 - c. Bronze Age and Iron Age
-

II. NEAR AND MIDDLE EAST

1. Mesopotamia

- a. Sumerian City States;
- b. The Akkadian kingdom
- c. Babylon (Old Babylon, New Babylon)
- d. Assyrians (Old, Middle, and New Empires)

2. Egypt

- a. Old Kingdom
- b. Middle Kingdom
- c. New Kingdom

3. Ancient Anatolia

- a. The Hittite kingdoms and empire

4. Phoenician civilisation in the Mediterranean Region

5. Near Eastern Kingdoms

(Israel and Judah; Palestine, Syria, Aegean civilisations)

6. Ancient Iran

- a. Elamites
- b. Medes

7. Persian Empires

- a. Achaemenid Empire (550-332 BC)
- b. Parthian empire (250 BC – 226 AD)
- c. Sassanian Empire (224-651 AD)

8. Empire of Alexander the Great and Hellenistic period

(Anatolia, Near and Middle East, Egypt)

9. Roman Empire

10. Byzantine Empire

(Eastern Mediterranean, Anatolia)

ANNEX 2

11. Arabia and related states

12. Caliphates in the Near and Middle East and Egypt

- a. **The Umayyad Caliphate (634-749)**
(Syria, Palestine, North Africa)
- b. **Abbasids (749-1258)**
(Iraq, Iran, Egypt)
- c. **Fatimids (909-1171)**
(Egypt)
- d. **Ghaznavids (1130-1186) and Ghurids (1190-1206)**
- e. **Ayyubids (1169-1260), Mamluks (1250-1517)**
(Syria, Palestine, Egypt)
- f. **The impact of the Crusaders in the Near East**
- g. **Mongol rule in the Middle East**
(The Ilkhanids, The Timurids)
- h. **Safavids (1501-1722) and Qajars (1779-1925)**
(Iran, Afghanistan)

13. The Maghreb

- a. **Early Islamic period**
- b. **Aghlabids (800-909)**
(Tunisia; Kairouan as capital)
- c. **Almoravids (1060-1147), Almohads (1133-1269)**
(Morocco, Algeria)
- d. **The Berber dynasties (13th to 16th centuries)**
- e. **Period from 16th to 19th centuries**

14. Seljuk Empire (1038-1279)

(Anatolia, the Middle East, Central Asia)

15. Ottoman Empire (1300-1922)

(Anatolia, Near East, Egypt, North Africa)

III. EUROPE

1. Aegean, Minoan and Mycenaean civilisations

2. Greek City States and Classical Greece

(Athens, Corinth, Sparta, Thebes, South of Italy)

3. Empire of Alexander the Great and the Hellenistic period

(Macedonia, Greece)

4. Early Non-Classical Europe

(Iberians, Latins, Umbrians, Illyrians, Etruscans, Celts, Phoenicians, etc.)

5. Rome and Roman Empire

(Rome, Roman Republic, Roman Empire; Early Christian art)

ANNEX 2

6. **Byzantine Empire (4th cent. – 1453)**

(Eastern Roman Empire)

7. **Eastern Medieval Europe**

- a. **Formation of Slavic states (Khazar state)**
- b. **Kievan Rus and Russia (9th to 15th cent.); Ukraine**
- c. **Golden Horde; Khanates;**
- d. **Ottoman Empire; Balkans; Great Serbia; Bulgarian empire;**
(Serbia, Bosnia, Herzegovina, Bulgaria, Hungary)

8. **Southern Medieval Europe**

- a. **Medieval Iberia (Spain and Portugal)**
 - i) Visigothic kingdom, Christian states
 - ii) Umayyad Emirate and Caliphate, Cordoba (711-1031); Almoravids (1060-1147); Almohads (1133-1269); The Nasrids of Granada (1232-1492);
 - iii) La Reconquista (the Mudejar);
- c. **Medieval Italy and related states**
 - i) Muslim Italy: Aghlabids in Sicily, South of Italy, Sardinia
 - ii) Christian states: Saxons, Ottonians, Normans, Papacy, Lombards; Byzantine period, etc.

9. **Western and Northern Medieval Europe**

- a. **Early Middle Ages (5th to 10th cent.)**
(Merovingian, Carolingian, Ottonian periods; pre-Romanesque art and architecture)
- b. **High and Late Middle Ages (11th to 15th cent.)**
(Romanesque and Gothic Art and Architecture Holy Roman Empire; development of cities, commerce, universities, etc.)
- c. **Vikings and Normans**
- d. **Arctic region in Europe**
(Sami, Komi-Zyryan, Nenets, Khanty, Mansi)

10. **15th - 16th centuries (Renaissance, Religious discords)**

(Reformation; European colonisation)

- a. **Southern Europe**
- b. **Western, Central**
(German empire, Empire of Charles V)
- c. **Northern Europe**
- d. **Eastern Europe**

11. **17th - 18th centuries (Absolutism, Age of Reason)**

(Baroque, Rococo, Classicism; Thirty-Year War)

- a. **Southern Europe**
- b. **Western, Central**
- c. **Northern Europe**
- d. **Eastern Europe**

12. **Europe from the French Revolution to the First World War**

(Revivals in art and architecture)

- a. **Europe under the Rule of Napoleon I**
- b. **Liberalism and Nationalism**

ANNEX 2

- c. **The Industrial Revolution and the Advance of Science and Technology**
(European colonialism)

IV. ASIA

1. Indian subcontinent

- a. **Early India - 5**
i) Indus valley civilisation (2300-1750 BC); Indo-Aryan states (1500-600 BC)
ii) Pre-Mauryan Period and Mauryan Empire (600-185 BC), Asoka; Northern kingdoms; South Indian civilisations (150BC – 300 AD)
- b. **North India, the Deccan, South India (300-1200)**
The Guptas of North India (300-750 AD); Kingdoms of Deccan, Pallavas in South India; Cholas, Hoysalas, Hindu Vijayanagar Empire (1336-1646) in South India
- c. **India under Muslim hegemony, Mughal Empire (1200-)**
Delhi sultanate; Regional kingdoms in the north (Bengal, Malwa, Gujarat, Jaunpur, Kashmir); Mughal Conquest of North India and Mughal Empire Akbar (1556-1707); Maratha empire in Maharashtra
- d. **India and European expansion (1500-); Portuguese, Dutch, British Empire (1858-1947)**
- e. **Ceylon (Sri Lanka)**
i) Introduction of Buddhism and Hinduism; Classical Age; Anuradhapura, Polonnaruva (c. 200 BC – 1200 AD) -
ii) Kandyan kingdom (16th cent. to 1818)
iii) European rule: Portuguese (1505-1658), Dutch East India Company (1658-1796); British rule (1796-1900)

2. South-East Asia

- a. **Burma**
i) Tibeto-Burmese invasions of Upper Irrawaddy Valley, Pyu state of Upper Burma
ii) City kingdom of Pagan, Theravada Buddhism; Burma, reunification and expansion;
iii) British rule (19th cent.)
- b. **The Thai people, the kingdom of Siam and Laos**
i) Early Tai culture; kingdom of Nanchao in Yunnan;
ii) Sukothai (1220)
iii) Ayutthayan period (1350-1767),
iv) Thailand in the 18th and 19th centuries;
v) Laos under foreign rule
- c. **Cambodia**
i) Chenla (598); State of Angkor (800-1444), Khmer dynasty, Javanese influence;
ii) Succeeding kingdoms; Thai and Vietnamese rules;
iii) French protectorate (1863-)
- d. **Vietnam**
i) Early kingdoms (States of Funan, Champa); and Chinese rule; Nam Viet; Ly, Tran, and Le dynasties;
ii) Vietnam from 16th to 19th cent.,
iii) French colonisation, end 19th cent.
- e. **Malaya, Philippines**
i) Malayan kingdoms; early Philippine peoples
ii) Sultanate of Malacca (1400-1511)
iii) Portuguese conquest of Malay, migrations, East India Company; Spanish colonisation of the Philippines
- f. **Indonesia**
i) Early migrations and trading; Introduction of Hinduism by Brahmins; Malay kingdom of Srivijaya; introduction of Buddhism; Sailendra dynasty; Singhasari empire; Majapahit empire

ANNEX 2

- ii) Muslim states in Sumatra and Java (13th cent.);
- iii) European colonisation (Dutch East India Company, British, French)

3. East Asia (Far East)

a. Ancient China

The early dynasties (Hsia, Shang, Yin, Western Chou, Eastern Chou)

b. Chinese empire

- i) Ch'in empire (255-206 BC), Han dynasty (206 BC – 220 AD), Reunification of China
- ii) T'ang dynasty, the Ten Kingdoms, the Five Dynasties, the Sung dynasty (618-1279); Mongol-Chinese rule under the Yüan dynasty (1271-1368)
- iv) The Ming dynasty (1368-1644) and Ch'ing dynasty (1644-1912)

c. Japan

- i) Early Japan (unification under Yamato, Imperial state)
- ii) Kamakura period (1185-1333), Muromachi,-Ashikaga period (1338-1573)
- v) Early Modern Japan, Edo period (16th – 19th cent.)

d. Korea

- i) The Three Kingdoms of Korea (Koguryo, Paekche, Silla), Buddhism; (57 BC-669 AD)
- ii) Unification of Korea, Silla (668-918)
- iii) Koryo dynasty (918-1392)
- iv) The Yi state of Chosen (1392-1910)

4. Central Asia

a. Inner Asian tribes

- i) Arctic region
- ii) The Hsing-nu tribal confederation,
- iii) West and East Turkistan;
- iv) Manchu tribes;
- iv) Mongolian and tungusic states
- v) Afghanistan, Uzbekistan, Turkmenistan

b. The Mongol Empire and successors

- i) United Mongol Empire, Cenghis Khan
- ii) Kublai Khan,
- iii) Chagatai khanate in Turkistan,
- iv) Timurid dynasty,
- v) Iranian Khans, the Golden Horde,
- vi) Mongolia

c. Tibet and Nepal

d. Nomadic peoples

V. THE PACIFIC AND AUSTRALASIA

1. Australia

- a. Indigenous cultures**
- b. Early influences from outside (China, Islam, etc)**
- c. European explorations (16th cent. -) and settlements (1786-)**
- d. Forming of Australian states (19th cent.), The Commonwealth**

ANNEX 2

2. **New Zealand**

- a. Polynesian period**
 - i) Archaic phase
 - ii) Classic Maori phase
- b. Colonial influences and settlement**

3. **Melanesia**

(New Guinea, the Admiralty Islands, the Bismarck and Louisiade archipelagoes; the Solomon Islands, the Santa Cruz Islands; New Caledonia, the Loyalty Islands; Vanuatu (formerly New Hebrides); Fiji; Norfolk Island; etc.)

- a. Papuan peoples**
- b. Austronesian coastal communities and development of trade**
- c. Colonial influences**

4. **Micronesia**

(over 600 islands and islets in the Caroline Islands archipelago; states of Yap, Chuuk, Pohnpei, and Kosrae)

- a. Early migrations and cultural developments**
(‘Yapese empire’, fortified settlements)
- b. Colonial influences**

5. **Polynesia**

(Samoa, the Cook Islands, Tahiti and the other Society Islands, the Marquesas Islands, the Austral Islands, the Tuamotu Archipelago, the island of Niue, the islands of Tokelau, Tuvalu (formerly the Ellice Islands), the islands of Tonga, Wallis and Futuna, the Hawaiian Islands, and Pitcairn Island)

- a. Early migrations and cultural developments**
- b. American and European contacts and forming of states**

VI. **SUB-SAHARAN AFRICA**

1. **West Africa**

- a. Early development**
 - i) West African civilisation
 - ii) West African monarchies of Ghana and Kanem
 - iii) Development of Western Sudan empires; Mali empire, Timbuktu, Songhai empire; Migrations of Fulani people; migrations and military conquests of Mande-speaking peoples; development of trade routes by the Dyula
- b. European contacts and Islam**
 - i) Portuguese trade with Guinea from 1460; Atlantic slave trade (1600-1860)
 - ii) Islam in western Sudan;
 - iii) West Africa in 19th century; British and French explorations and colonies

2. **Nilotic Sudan and Ethiopia**

- a. Nilotic Sudan**
 - i) Traditional cultures;
 - ii) Medieval Christian kingdoms of Nobatia, Maqurrah, ‘Alwah; the Beja people;
 - iii) Muslim domination; Mamluks (13-14th cent.); Nomadic Arabs; Nubians; Kingdom of ‘Alwah;
 - iv) Rise of the Funj (1500-); spread of Islam;
 - v) Egyptian occupation; Muhammad Ali; Isma’il Pasha; British influence;

ANNEX 2

b. Ethiopia and Eritrea

- i) From prehistory to Aksumite kingdom (--6th cent.)
- ii) Christian Aksum empire, Zagwe and Solomonid dynasties (-- 16th cent.)
- iii) Gonder Ethiopia (17th -19th cent.);

3. East Africa and Madagascar

a. Development of coastal regions and Madagascar

- i) Commercial contacts with the Arabs
- ii) Shirazi dynasty (12th to 15th cent.), growth of towns;
- iii) Portuguese invasions from 1502; Omani influence (1700-1856)
- iv) Madagascar from 1000 to 1810

b. East-Africa pre 1800

- i) Stone Age in the Rift Valley (now Kenya, Tanzania, Uganda);
- ii) Iron Age settlements in the Rift Valley; Bantu migrations; Chwezi peoples;
- iii) Somali and Galla invasions (10th to 15th cent.); migrations by Nilotic and Kushitic peoples (16th to 18th cent.)

c. East Africa and Madagascar in 19th century

- i) Internal developments; Rwanda, Buganda;
- ii) Rise of Zanzibar as leading coastal power; slave trade; European exploration and missionary activities;
- iii) Kingdom of Madagascar; English and French influence

4. Central Africa

a. Emergence and expansion of the Bantu-speaking peoples

b. Development of Bantu states

- i) The Luba and Lunda kingdoms;
- ii) The Mongo people;
- iii) The Kongo (Congo) kingdom;

c. European rule over Central Africa

5. Southern Africa

a. Migrations of Bantu-speaking peoples

- i) Mwene Mutapa's empire;
- ii) Kongo Kingdom; Nnongo kingdom

b. Southern Africa from 1500

- i) Portuguese expansion into Zambezi Valley;
- ii) Dutch settlement at Cape of Good Hope (1652-);
- iii) Zulu Empire;
- iv) Slave and ivory trade; Yao migration;
- v) Orange Free State; British colonies of Natal and Cape Colony;
- vi) Angola and Mozambique; German colonies; -

VII. THE AMERICAS

1. North America

a. Early civilisations -

- i) The Archaic cultures and early agriculturalists (8000 BC ---)
- ii) Eskimo, Inuit, Aleutian, Thule and other Northern cultures (ca. 1000 BC--)
- iii) Village farmers (Anasazi, Mogollon, Hohokarn; Pueblo culture) (300 BC – 1400 AD)
- iv) North American West-Coastal cultures (Great migration, Urban cultures)

ANNEX 2

- v) North American Prairies nomadic or migrant cultures
- vi) Great Lakes, Laurentian and Appalachians cultures
- b. Colonial Period in North America**
 - i) Early contact periods (Vikings, Basques, Bretons, etc.)
 - ii) European Colonization (Spanish, Portuguese, French, English, Dutch, Russian)
- c. Development of independence states (until World War I)**

2. Mesoamerica

(Mexico, Guatemala, El Salvador, Belize, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama)

- a. Pre-Formative and Formative Period (-900 BC)**
- b. Formative Period (900-300 BC);**
 - i) Olmecs (1150 BC---)
(ceremonial architecture, writing system, colonization and trade, villages)
- c. Late Formative Period (300 BC – 100 AD);**
 - i) Cuicuilco-Tilcoman cultures; Mixtecs; Toltecs
 - ii) The Zapotecs of Oaxaca;
 - iii) The Izapan civilisation;
- d. Mayan and non-Mayan cultures in the Classic Period**
 - i) Early Classic Period; (Teotihuacan; Zapotecs; Cotzumalhuapo, Tzakol, Tepeu cultures) (100-600 AD) -
 - ii) Late Classic Meso-America (600-900 AD);
 - iii) Xochicalco culture;
 - iv) The Mixtecs of northern Oaxaca;
- e. Post-Classic period in the Valley of Mexico and the Yucatan Peninsula**
 - i) Toltec state (900-1200 AD)
 - ii) Aztec state (1325-1521)
- b. Colonial Period in Mesoamerica -**
- c. The development of independent states (until World War I)**

3. The Caribbean

(Cuba, Jamaica, Haiti, Dominican Republic, Puerto Rico, Bahamas, Antigua and Barbuda, Dominica, St Lucia, St Vincent and The Grenadines, Barbados Grenada, Trinidad and Tobago)

- a. Caribbean cultures**
 - i) Indigenous peoples;
 - ii) Colonisation
- b. Colonial Period in the Caribbean -**
- c. The development of independent states (until World War I)**

4. South America

(Venezuela, Guyana, Suriname, French Guiana, Brazil, Uruguay, Paraguay, Chile, Bolivia, Peru, Ecuador, Colombia)

- a. Early cultures and states**
 - i) Horizon, or Chavin and Paracas cultures in Peru (900-200 BC); Florescent, or Classical period;
 - ii) Middle Horizon Period; (introduction of bronze; Chimu Empire at Chan Chan; spread of urban settlements)
- b. Amazonian cultures**
- c. Andean civilisations and empires**
 - i) Early cultures and urban settlement
 - ii) Chimu Empire and contemporary reigns
 - iii) Inca Empire, and contemporary reigns -

ANNEX 2

- d. Other South American cultures**
 - i). Southern American and Patagonian cultures
 - ii) Contacts with Asian and South Pacific cultures (Rapa Nui, etc.)
- e. Colonial States in South America**
- f. The Development of Independent States until World War I -**
 - i) Age of immigration and new national identities (slave trade, forced immigration)
 - ii) Shaping the continent's relations to the world (development of transport, trade, exploitation of natural resources),

VIII. THE ARCTIC AND ANTARCTIC REGIONS

- 1. Indigenous Peoples in the Arctic Region**
- 2. Exploration of the Arctic and Antarctic Regions**

IX. THE MODERN WORLD

(Related to all regions)

- 1. From World War I to World War II (Modern Movement in art and architecture)**
- 2. Post-War era and Cold War (Industrial and Technical Revolutions, Space Travel)**
- 3. Cultural Diversity and Globalisation**

PART C. THEMATIC FRAMEWORK

I. CULTURAL ASSOCIATIONS

A. Interacting in society

- 1. Language, oral traditions, myths, song-lines**
- 2. Social systems**
- 3. Music, Dance, Sports**
- 4. Literature, artistic references, theatre**

B. Forming cultural and symbolic associations

- 1. Cultural and political identity**
- 2. Significant personalities**
- 3. Memorials**

C. Developing knowledge

- 1. Educating**
- 2. Philosophy and Science**
- 3. Human health**
- 4. Law and justice**

II. EXPRESSIONS OF CREATIVITY

A. Creating and using monuments

- 1. Domestic habitat**
- 2. Religious and commemorative architecture**
(temples, synagogues, churches, mosques, tombs, cemeteries, shrines, memorials)
- 3. Pyramids, obelisks, minarets, belfries**
- 4. Castles, palaces, residences**
- 5. Governmental and public buildings**
(town halls, capitols, courthouses, post offices; main public squares)
- 6. Educational and public welfare architecture**
(schools, universities, hospitals, sports structures; hammams, hotels; prisons, aqueducts; baths, etc.)
- 7. Recreational architecture**
(theatres, auditoriums, athletic facilities, museums, libraries, depositories, etc.)

ANNEX 3

8. Agricultural architecture

(farms, barns, stables, silos, etc.)

9. Commercial architecture

(office buildings, banks, warehouses, etc.)

10. Industrial architecture

(factories, mines, stores, refineries; power plants; water management, etc.),

11. Military architecture

- a) Fortified boundaries;
- b) Forts, castles, fortified houses;
- c) Fortified cities
- d) Armouries

12. Transport structures

(roads, ports, canals, bridges, etc.)

13. Cave dwellings

14. Rock art, monumental painting

15. Monumental sculpture, dolmens

16. Equipping historic buildings

- a) Decoration, wall paintings, sculpture, stucco, mosaics, and furnishings
- b) Works of art and collections
- c) Fittings (windows, doors, etc.); Special functional features or facilities

B. Constructing and developing groups of buildings

1. Rural settlements

2. Urban settlements

- a) Towns which are no longer inhabited
- b) Inhabited urban areas
- c) Colonial towns
- d) Towns established in the 19th and 20th centuries

C. Establishing and constructing sites

1. Sacred sites

- a) Sacred forests and sacred trees
- b) Sacred mountains

ANNEX 3

- c) Sacred settlements
- d) Cemeteries, necropolises

2. Parks and Gardens

- a) Parks and Gardens
- b) Botanical gardens and Arboretums; Zoological gardens

3. Landscapes

- a) Landscapes, natural environment, seascapes
- b) Cultural landscapes (designed landscapes, organically evolved landscapes, (relict, continuing), associative landscapes
- c) Industrial landscapes

III. SPIRITUAL RESPONSES

A. Ancient and indigenous belief systems

1. Ancient Middle East and Egypt (Mesopotamia, Iran)
2. Ancient Mediterranean (Greek, Hellenistic and Roman religions)
3. Indigenous belief systems in Europe
4. Indigenous belief systems in Asia and the Pacific
5. Indigenous belief systems in Africa
6. Indigenous belief systems in the Americas (Olmec, Inca, Maya, etc.)
7. Indigenous belief systems in the Arctic Region

B. Hinduism, etc.

Hinduism; Vedism, Brahmaism; Vaisnavism; Saivism; Tantrism, Saktism, Jainism, Sikhism, Parsiism

C. Buddhism

D. Confucianism, Taoism, Shintoism, etc.

E. Judaism

F. Christianity

- a) Early Christian Church; Ethiopian Christianity
- b) Eastern Orthodoxy
- c) Latin Christianity and Catholicism
- d) Catholic missions, evangelisation; the Crusades
- e) Protestantism

ANNEX 3

G. Islam

(The Khawarij, the Mutazilah, The Sunnah, The Shiah, the Ismaili, Sufism)

IV. UTILISING NATURAL RESOURCES

A. Agriculture and food production

- a) Irrigation systems
- b) Crops farming (wine, rice, tea, etc.);
- c) Flock and stock farming
- d) Hunting and fishing

B. Mining and quarrying

C. Manufacturing

V. MOVEMENT OF PEOPLES

A. Migrating, Slavery

B. Colonising

C. Nomadism,

D. Routes and systems of transportation

1. Cultural routes and canals

Spiritual routes, pilgrimage routes,
Commercial and trade routes;
Heritage canals;

2. Pilgrimage places and Places of origin (e.g. mythical),

3. Centres of trade and exchange of goods

4. Systems of transportation

- a) Caravan routes and oases
 - b) Land road transport, bridges;
 - c) Water transport, navigation, harbours and canals
 - d) Railroads and railroad stations; tunnels, viaducts,
 - e) Aviation and airports,
-

VI. DEVELOPING TECHNOLOGIES

1. Converting and utilising energy

- a) Wind power, windmills;

ANNEX 3

- b) Water as power source, watermills; dam construction, etc;
- c) Steam and hydraulic energy; Coal, gas, petroleum; Electric power,
- d) Thermonuclear energy, Space-Age technology

2. Processing information and communicating

- a) Writing, inscriptions, manuscripts; archives;
- b) Postal systems;
- c) Telegraph, telephone, radio and television systems;
- d) Satellite systems of communication
- e) Astrology and astronomy;

3. Developing technology in urban community

- a) Infrastructures (water-supply, sanitation, electric power, etc.)
- b) Urban transportation systems

Meetings referring to the Global Strategy

1. AFRICA

Five meetings were held between 1995 and 2000 that formed part of the implementation of the Global Strategy. These have been analysed using the categories adopted for this report and the results are shown in Table 9.

*1.1. *African Cultural Heritage and the World Heritage Convention, 1st Global Strategy Meeting, Harare (Zimbabwe), 11–13 October 1995*

A general overview of the nature and extent of the cultural heritage of Africa, with a bias towards southern Africa. Specific proposals for World Heritage listing. Certain types of cultural property identified as representative of African heritage:

- Early hominid sites;
- Archaeological properties from the Palaeolithic period onwards;
- Rock-art sites;
- Traditional water-management systems;
- Early metallurgical sites (especially iron);
- Natural features (trees, groves, etc) of sacred significance;
- Traditional (vernacular) architecture;
- Agrarian landscapes;
- Exchange routes (including slave routes).

*1.2. *African cultural heritage and the World Heritage Convention, 2nd Global Strategy Meeting, Addis Ababa (Ethiopia), 29 July–1 August 1996*

A general survey of African cultural heritage and the World Heritage Convention. Series of papers on the cultural heritage in different countries in northern Africa. Emphasis on vernacular sites, religious sites, and cultural landscapes. Paper on Egyptian heritage with over 90 properties listed. All the sites on the Egyptian tentative list figure on this list. Paper on Ethiopian heritage containing the names of 22 historic places of worship. None is on the Ethiopian tentative list. Paper on cultural routes. Specific proposals for World Heritage listing.

*1.3. *African cultural heritage and the World Heritage Convention, 4th Global Strategy Meeting, Porto Novo (Bénin), 16–19 September 1998*

General papers on African heritage and the Convention. Stress laid on cultural landscapes and links between culture and nature in two papers. Series of papers from fourteen individual countries. Ten of these have submitted tentative lists but some are included in this analysis. The paper from Mali lists 97 sites, but it is not clear whether these are to be proposed in due course for inscription. Specific proposals for World Heritage listing.

ANNEX 4, Meetings and Studies

*1.4. *The World Heritage Convention and cultural landscapes in Africa, Expert Meeting, Tiwi (Kenya), 9–14 March 1999*

Papers on the Global Strategy in Africa and on African cultural landscapes. Papers on cultural landscapes from eight African countries. Specific proposals for World Heritage listing. There is a substantial overlap between the properties listed in this table and those in the relevant tentative lists.

- See Working Paper WHC-99/CONF.209/INF.8.

*1.5. *Authenticity and Integrity in an African Context, Expert Meeting, Great Zimbabwe, 26–29 May 2000*

As its title implies, this meeting concentrated on the definition of authenticity and integrity in the light of the Nara Document and other reports, with special reference to the application of these concepts to the non-monumental heritage of sub-Saharan Africa.

- See also Working Document WHC-2000/CONF.204/INF.11.

2. ARAB STATES

2.1. Expert Meeting on Desert Landscapes and Oasis Systems, Kharga Oasis (Egypt), 23–26 September 2001

Papers covered the general theme of cultural landscapes, their relevance to the world's deserts (and in particular to their archaeological contents), and the relationships with natural features. The recommendations emphasized the fact that deserts comprise one-fifth of the earth's surface and that they possess high potential for World Heritage listing within the cultural landscapes context, including that of cultural routes. Considerable stress was laid on the need for training and capacity building. It was strongly recommended that the studies carried out in 1997 and 1999 reviewing potential natural and mixed sites in the Arab States region should be reviewed in order to identify potential desert and oasis cultural landscapes.

- See Working Document WHC-01/CONF.208/INF.10.

3. ASIA-PACIFIC

Seven meetings were held in the region between 1995 and 2001 within the context of the Global Strategy. The nature of the reports of these meetings did not lend themselves to an analysis using the categories adopted for this report, since most of the papers were general in approach, dealing with broad categories of special relevance to the region. The only specific recommendations were those which emerged from the Thematic Expert Meeting on Asia-Pacific Sacred Mountains, held in Wakayama City (Japan) in September 2001 (see 3.3.3.8 below). At the Asia-Pacific Regional Workshop on Associative Cultural Landscapes, held in Australia in April 1995 (see 3.3.3.3. below) special consideration was given to linear cultural landscapes, a category which embraces cultural routes.

ANNEX 4, Meetings and Studies

3.1. Regional Thematic Study Meeting on Asian Rice Culture and its Terraced Landscapes, Manila (Philippines), 28 March–4 April 1995

Presentations were made about rice culture in China, Korea, India, Indonesia, Japan, Myanmar, Philippines, and Thailand.

It was noted that terraced pond-field agriculture was characteristic of other parts of the region, including the high islands of Polynesia and Melanesia.

Among the supporting papers from other regions of the world was one on the Andean terrace culture and pre-Hispanic agricultural traditions.

- See Working Paper WHC-95/CONF.203/INF.8.

3.2. Asia-Pacific Regional Workshop on Associative Cultural Landscapes, Australia, 27–29 April 1995 [organized by Australia ICOMOS in association with the UNESCO World Heritage Centre]

The meeting concentrated on the introduction of the concept of the associative cultural landscape to the region and on the further clarification of the definitions in paragraph 39 of the *Operational Guidelines*.

Emphasis was laid on the concept of the linear cultural landscape (cultural route). Among those proposed were the Aboriginal “dreaming tracks” in Australia, the spread of Polynesian culture across the Pacific, the Silk Route from China to the west, and the slave routes that brought indentured labour from the Pacific islands to Australia.

Other aspects discussed were the definition of boundaries of associative cultural landscapes, evaluation of their authenticity, management, and community involvement.

- See Working Paper WHC-95/CONF.203/INF.9.

3.3. 3rd Global Strategy Meeting: Identification of World Heritage Properties in the Pacific, Suva (Fiji), 15–18 July 1997

The meeting emphasized the inseparable connection between the outstanding seascapes and landscapes in the Pacific Islands region.

The region contains a series of spectacular and highly powerful spiritually valued natural features and cultural places rather than an extensive range of monuments and human-built permanent features.

As a result, potential World Heritage sites in the region were likely to be serial sites and multi-layered cultural landscapes. Preference should be given to serial nominations linked by themes of relevance to the region as a whole extending over vast distances.

Places of origin, spiritual routes, and other sacred places are powerfully bound by spiritual and natural connections with the life and destiny of Pacific peoples. These may take the form of monumental architecture or natural landscapes.

- See also Working Document WHC-97/CONF.208/INF.8.

ANNEX 4, Meetings and Studies

3.4. 2nd World Heritage Global Strategy Meeting for the Pacific Islands Region, Port Vila (Vanuatu), 24–27 August 1999

No recommendations of specific sites and monuments for World Heritage inscription emerged from this meeting, which was concerned principally with awareness-raising among Pacific Island countries and the development of a regional World Heritage Strategy.

It recommended the urgent preparation of a desk-top review of all data relating to cultural places and cultural landscapes (and serial sites) of conservation significance which might warrant World Heritage status. The need for national comparative and Pacific-wide thematic reviews of potential World Heritage properties was also recognized.

Special reference was made to the possibilities of considering underwater cultural heritage sites, in view of the region's potential in this respect.

- See Working Document WHC-99/CONF.209/INF.16.

*3.5. *Consultative Meeting on Regional Cooperation in Cultural Heritage Protection in Asia and the Pacific, Nara (Japan), 29 February–3 March 2000.*

This meeting, which was attended by representatives from 21 countries, addressed general issues relating to the protection and conservation of the cultural heritage of the region.

*3.6. *Experts Meeting on Training Programmes for Cultural Heritage Protection in Asia and the Pacific, Nara (Japan), 3–6 March 2000.*

This meeting followed on immediately after that referred to in 3.3.3.6 and concentrated on the preparation of regional training strategies and capacity building.

*3.7. *Thematic Expert Meeting on Asia-Pacific Sacred Mountains, Wakayama City (Japan), 5–10 September 2001*

A series of background papers was followed by papers on sacred mountains in specific countries (Australia, China, India, Indonesia, Iran, Japan, Korea, Kyrgyzstan, Mongolia, Nepal, Philippines, USA). The conclusions of the meeting contained sections relating to the identification of the character, significance, and values of sacred mountains; cultural heritage values; natural heritage values; integrity and authenticity; and a series of recommendations. No general proposals were made for sacred landscapes with potential for World Heritage List inscription. The following were mentioned in the country papers as potential candidates:

China: The paper from China, which listed the Five Grand Mountains, the Buddhist and Taoist Sacred Mountains, and the Tibetan Sacred Heritage List

India: Badrinath; Ladakh-Spiti Region; Demonjong

Indonesia: Besakih

Iran: Sabalan

Japan: Fuji, Kii Mountain Range

Korea: Mount Kyeryongsan

Kyrgyzstan: Bogd Khan Khaikhan, Khan Khentii, Otgonenger

ANNEX 4, Meetings and Studies

Nepal: Khang Reinpoche (Mount Kailash); Khangchendzonga; Gauri (Tseringma)

- See Working Document WHC-01/CONF.208/INF.9.

4. EUROPE AND NORTH AMERICA

4.1. Expert Meeting on European Cultural Landscapes of Outstanding Universal Value, Vienna (Austria), 21 April 1996

A series of papers dealt with aspects of the categories of cultural landscape defined in paragraph 39 of the *Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention* and their applicability in Europe.

- See Working Document WHC-96/CONF.201/INF.9.

4.2. Regional Thematic Expert Meeting on Cultural Landscapes in Eastern Europe, Bialystok (Poland), 29 September–3 October 1999

A series of papers dealing with general aspects of cultural landscapes in the World Heritage context was followed by a number of case studies. Recommendations were adopted relating to the development of protection legislation and management of cultural landscapes in the region.

- See Working Document WHC-99/CONF.209/INF.14.

4.3. World Heritage Expert Meeting on Vineyard Cultural Landscapes, Tokaj (Hungary), 11–14 July 2001

Although ostensibly of global application, this meeting concentrated on vineyard landscapes in Europe, with papers from Austria, France, Germany, Hungary, Italy, Portugal, and Spain. However, it was recognized that vineyard landscapes of historical significance are to be found in other regions – the Arab States, Southern Africa, Latin America, and the Pacific.

5. LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN

Four meetings have been held in the region of direct relevance to the problem of representativity. Specific recommendations were made at the Regional Thematic Meeting on Cultural Landscapes in the Andes held in Peru in May 1998 (see 3.3.5.3 below).

5.1. Expert Meeting on Caribbean Fortifications, Cartagena de Indias (Colombia), 31 July–2 August 1996

The participants in the meeting were from Colombia, Cuba, Dominican Republic, Jamaica, Mexico, and Venezuela. Papers were given on the general history and evolution of European colonial fortifications in the region.

An inventory of important Caribbean fortifications was compiled, divided into four categories: fortified towns (4); garrisons (5); forts (21); and defensive systems (8). They are located in 27 Caribbean and Latin countries and in the USA (Florida). Short descriptions were prepared for each: six of them are already inscribed on the World Heritage List, and several others figure on tentative lists.

ANNEX 4, Meetings and Studies

A proposal was made for the nomination of the entire group as a serial nomination (it is unknown whether any progress has been made with this project).

*5.2. *Regional Thematic Meeting on Cultural Landscapes in the Andes/Paisajes Culturales en Los Andes, Arequipa & Chivay (Peru), 17–22 May 1998*

A series of scene-setting general papers on the concept of the cultural landscape was followed by an analysis of the topographical and biological diversity of the Andean region. Terracing is especially characteristic of the productive landscapes of the Andes. The oldest examples date back to 900 BC, around Lake Titicaca. Water management is very important and the resulting sophisticated irrigation systems, many of considerable antiquity, play a determinant role in the formation of cultural landscapes. The region is important because it is where a number of important economic crops (maize, potatoes) were developed. The typology of Andean landscapes requires an historical perspective (pre-Inca, Inca, colonial, republican, contemporary), actual and traditional uses (pastoral, agricultural, forestry, spiritual), and ecological. The nature of the cultural landscapes in the Andean region favours the formulation of serial nominations.

A series of country case studies was presented. The significant landscapes illustrated in the presentations included the following:

- Bolivia: Sajama National Park, with prehistoric sites and sites of religious significance (*chullpas*);
- Chile: cultural landscape of northern Chile of great spiritual significance to the indigenous peoples; oasis landscapes in the desert region;
- Colombia: the Sierra Nevada de Santa Maria, which is a sacred place of the Kogi Indians;
- Peru : the *lomas* of Antiquipa, a relict pre-Hispanic terraced landscape;
- Venezuela: the *paramos* of the Cordillera Oriental.
- See Working Paper WHC-98/CONF.203/INF.8.

5.3. Regional Expert Meeting on Cultural Landscapes in Central America, San José de Costa Rica, 27–29 September 2000.

A number of case studies from different parts of the region were presented which demonstrated the diversity of cultural landscapes. These included indigenous reserves, archaeological landscapes, historic railway routes, traditional agricultural techniques, historic natural features such as woodland and individual trees, and historic gardens. A number of recommendations were approved, covering the specific case of Central America and Mexico, the relationship with intangible heritage, and problems of sustainable tourism and management.

- See Working Document WHC-2000/CONF.204/WEB.4.

Regional Expert Meeting on Plantation Systems in the Caribbean, Paramaribo (Suriname), 17–19 July 2001

The heritage of plantation systems in the region was explored in depth. Case studies were presented for Antigua and Barbuda, Cuba, Grenada, Guyana, Jamaica, St Kitts and Nevis, St Lucia, and Suriname, along with several papers on broader themes, including the UNESCO Slave Route Project. Plantations were defined as ‘The physical boundaries/ground of production of the monocrop, with its internal system within the boundaries of the plantation, i.e. slave hospital,

ANNEX 4, Meetings and Studies

provision ground, works, etc.’ and plantation systems as ‘The tentacles of activity that fed into the plantations – markets, warehouses, trading houses, etc.’

The following preliminary list of potential World Heritage nominations, which is considered to be indicative of the types of property that fall within this category, was compiled:

Antigua: Betty’s Hope Nelson’s Dockyard National Park

Barbados: Bayley’s Estate, St Philip

Cuba: Angerona [coffee plantation system] Bolivia Sugar Plantation

Curaçao: Zuurzak [plantation and slave holding depot]; Lanhuis Knip

Dominican Republic: Boca de Negra and Engombe

Grenada: Dougalston [sugar plantation] River Antoine [sugar factory]

The following preliminary list of potential World Heritage nominations, which is considered to be indicative of the types of property that fall within this category, was compiled:

Guyana: Fort Zeelandia; Chamber of Policy;

Jamaica: Falmouth [seaport for plantations]

St Kitts: Spooner’s Ginnery [industrial heritage – cotton]

St Lucia: Soufriere [cultural and natural features]; Mabouya Valley [slave refuge landscape]

Suriname: Joden Savanne [Jewish heritage]; Buku Fortress [sacred site]; Amsterdam [18th century fort]; Marienburg [sugar plantation]

ICOMOS studies

THEMATIC STUDIES

Since 1995 ICOMOS has commissioned a number of thematic studies from acknowledged individual experts and specialist organizations. These have resulted either in response to the nomination of a category of property not hitherto submitted for listing or as a result of the identification of a category that ICOMOS has recognized as likely to be represented in future nominations. It should be noted that these studies are carried out with the object of defining the categories of property under review and special criteria to assist the World Heritage Committee and ICOMOS in evaluating them. They do not constitute formal lists of properties which ICOMOS considers to be necessarily of World Heritage quality. Properties are identified solely for the purpose of illustrating the criteria proposed for evaluation. The following studies have been published to date (those marked with an asterisk were prepared in association with TICCIH):

*1.1. Les villages ouvriers comme éléments du patrimoine de l'industrie (1995, revised 2001)**

A discursive essay by the *Président d'honneur* of TICCIH which makes reference to a number of properties of this type, all from Europe or the USA.

*1.2. The international canal monuments list (1996)**

A number of historic canals are described in this study, prepared by a distinguished member of TICCIH, to illustrate different aspects of these properties to be taken into account in evaluating them. Most are from Europe and North America, but examples are quoted from China (Grand Canal), India (Ganges Canal), Japan (Biwako Canal), and Sri Lanka. Included are the great sea-canals (Panamá, Suez).

1.3. Potential fossil hominid sites for inscription on the World Heritage List (1997)

A study by the two leading UK specialists in this field. The sites are divided into four categories, corresponding with major periods of human evolution between 5,000,000 and 10,000 BP. Sites are identified in Africa (Ethiopia, Kenya, Libya, South Africa), Asia/Pacific (Australia, Indonesia, Iraq, Malaysia), and Europe (Croatia, Czech Republic, France, Germany, Italy, Russia, Ukraine, UK). Of the six properties most strongly recommended, two (South Africa, Spain) are already on the World Heritage List and two (France, Israel) are on tentative lists. Those from Ethiopia and Kenya do not appear on the latter.

*1.4. Context for World Heritage bridges (1997)**

The work of the Director of the US Historic American Engineering Record, this is also a discursive survey, with as an appendix a list of important bridges containing 122 names. There is a considerable bias towards bridges in Europe and North America, but it includes a number of early bridges in Asia (China, India, Iran, Japan).

1.5. The Modern Movement and the World Heritage List (1997)

The format of this study is somewhat different from the others. It is an advisory report prepared by the International Specialist Committee on Registers of the International Working Party for Documentation and Conservation of Buildings, Sites and Neighbourhoods of the Modern Movement (DoCoMoMo). It deals solely with buildings of the International Modern Movement, which began in the early years of the 20th century and was given its definitive form at the Bauhaus

ANNEX 4, Meetings and Studies

in the 1920s. Whilst providing valuable supplementary evaluation criteria, these are essentially subsidiary to a catalogue of buildings considered by DoCoMoMo to be worthy of consideration for inscription on the World Heritage List. The distribution of these is worldwide and located in the following countries: Argentina (3), Australia (1), Austria (3), Brazil (4), Canada (2), Czech Republic (5), Denmark (1), Finland (5), France (9), Germany (9), Greece (2), India (2), Italy (3), Japan (2), Republic of Korea (1), Latvia (1), Mexico (2), Netherlands (6), Poland (2), Russia (6), Slovakia (3), Spain (2), Sweden (7), Switzerland (1), Turkey (1), United Kingdom (3), and USA (18). Of these, five have already been inscribed on the World Heritage List. The study is, however, not fully comprehensive, since there are countries in which there is no DoCoMoMo national group and for which no proposals are made. The study also suggests that consideration be given to the *œuvres* of four major architects: Alvar Aalto, Le Corbusier, Ludwig Mies van der Rohe, and Frank Lloyd Wright.

1.6. The urban architectural heritage of Latin America (1998)

An important survey by a distinguished Argentine scholar of historic Iberian colonial towns and town centres in Latin America, which extends to smaller settlements, including indigenous townships connected with the development of mining, food production, and trade in the region. An appendix contains details of urban properties that illustrate the proposed specific criteria in Argentina, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Cuba, Ecuador, Guatemala, Mexico, Paraguay, and Peru, a number of which have been inscribed on the List since the study was prepared in 1998.

1.7. L'art rupestre (1998, revised 2002)

The special criteria for selection of rock-art sites, prepared by the former President of the ICOMOS International Scientific Committee, in sub-Saharan Africa (Namibia, South Africa, Tanzania, Zimbabwe), Central and South America (Argentina, Brazil, Chile, Guatemala, Mexico, Peru, Venezuela), North America (Canada, USA), Asia (China, India, Indonesia, Russia), Europe (France, Spain), and Oceania (Australia). Several of these appear on relevant tentative lists.

*Railways as World Heritage sites (1999)**

The proposed criteria are illustrated by eight case-studies (Australia, Austria, India, Japan, Russia, UK, USA). The study was the result of an international survey initiated by TICCIH and funded by the Government of Austria.

1.9. Les théâtres et les amphithéâtres romains (1999)

The study, by the leading French researcher in this field, extends to all the provinces of the Roman Empire.

1.10. Southern African rock-art sites (2002)

The study, produced following consultation by the members of the Southern African Rock Art Project, identifies major rock-art sites in the southern Africa, expanding a little upon the proposals in the earlier general rock-art study. Sites are identified as illustrating the criteria from Botswana, Malawi, Mozambique, Namibia, South Africa, Tanzania, Zambia, and Zimbabwe. Two have been inscribed on the List since the study was completed.

ANNEX 4, Meetings and Studies

*1.11. International collieries list (2002)**

Another TICCIH collaborative project, this study covers major coal-producing sites and landscapes in Europe, Japan, and North America.

1.12. Orthodox monasteries in the Balkans (2002)

A scholarly survey of Orthodox monasteries in the Balkans, with comments on their significance, authenticity, and conservation.

1.13. The following studies were in progress when the final draft of this report was prepared (January 2003):

- Historic fortified towns in central Europe;
- Colonial architecture in Africa;
- Historic textile establishments*;
- Historic non-ferrous metal mines*;
- Historic vineyard landscapes.

TICCIH is also proposing to carry out a study of historic telecommunications sites.

MISCELLANEOUS ICOMOS STUDIES AND REPORTS

In the 1970s and 1980s a number of meetings were held and several thematic studies prepared with the objective of identifying properties for inclusion on the World Heritage List. These were variously commissioned by UNESCO from ICOMOS or organized jointly by the two bodies. The following is a selection of those most relevant to the present project. A number of others aimed at the harmonization of tentative lists in certain regions (the Maghreb, the Mediterranean region, the Nordic countries) have been omitted as coming outside the objectives of this project.

2.1. Jesuit missions in America by Jorge O Gazaneo (1977)

An historical and architectural survey of the missions created by the Society of Jesus in the Americas, from Argentina to California. A number of these have been inscribed on the World Heritage List:

Chiquitos (Bolivia) Six missions were inscribed on the World Heritage List in 1990.

Guaraní (Argentina, Brazil, Paraguay) Four missions in Argentina and one in Brazil were inscribed on the List in 1983/1984 as a serial nomination and two in Paraguay in 1993.

Córdoba (Argentina) The Jesuit Block in Córdoba and a number of *estancias* were inscribed on the List in 2000.

The report does not make any recommendations regarding potential World Heritage nominations.

2.2. Archaeological properties of the Mediterranean Basin (1982)

An exhaustive list of archaeological properties in the Mediterranean Basin (and beyond, since Roman sites in Germany, Switzerland, and the United Kingdom are included). They are classified into five groups: protohistoric (43 in 17 countries); Hellenistic (26/6); Phoenician and Roman (59/17); Palaeochristian and Byzantine (36/12); and Islamic (11/35). Over eighty of these are now on the World Heritage List.

ANNEX 4, Meetings and Studies

2.3. Islamic sites of Africa and Asia (1982)

A list comparable to that of the archaeological properties of the Mediterranean Basin, but in this case the classification is by region. The distribution is as follows: West Africa (20 sites in 8 countries); East Africa (9/5); North Africa (9/5) Near and Middle East (50/10); Central and South Asia (15/3); South-East Asia (11/3). Only 38 are now inscribed on the List.

The report makes certain recommendations, including the preparation of serial nominations relating to caravan routes, pilgrimage routes, baths, hydraulic systems, gardens, bridges, ports, mosques, etc.

2.4. Monuments militaires occidentaux en Méditerranée orientale by Nicolas Faucherre (1987)

A scholarly and well documented study of Crusader fortresses and fortifications (1090–1715) in Cyprus (10 monument), Greece (50), Israel (9), Jordan (6), Lebanon(16), Syria (25), and Turkey (32). The following are suggested as candidates for World Heritage inscription:

<i>Cyprus</i>	Kyrenia Castle; Famagusta defences; St Hilarion Castle
<i>Greece</i>	Acro-Corinth Castle; Rhodes defences (World Heritage List 1988); Navplion fortified town; Iraklion fortified town
<i>Israel</i>	Subeiba Castle [now reclassified as an Ottoman structure]
<i>Jordan</i>	Kerak Castle
<i>Lebanon</i>	Saida Castle; Safita Keep
<i>Syria</i>	Krak des Chevaliers; Sahyoun Castle; Marqab Castle and Bor-es-Sabi coastal fort
<i>Turkey</i>	Sis Castle; Anavarza Castle; Korykos Castle; Yilan Kale Castle.

2.5. Preparatory Study for Workshop on the World Heritage Convention, New Delhi (India), 14–18 December 1987

A list of cultural properties in eighteen countries of South and South-East Asia, divided into two groups: strong candidates and others. The following are those in the first group, from ten countries:

<i>Afghanistan</i>	Bamiyan Buddhas; Minaret of Jam (inscribed 2002); Two mosques at Balkh
<i>Bhutan</i>	Dzong of Semthokma
<i>Cambodia</i>	Angkor (inscribed 1992); Roluos (inscribed 1992 as part of Angkor site)
<i>China</i>	The Great Wall (inscribed 1987); Mogao Caves (inscribed 1987); Imperial Palace and Temple of Heaven, Beijing (inscribed 1987; 1998); Maichishan Sanctuaries; Mount Sung religious ensemble; Potala Palace, Lhasa (inscribed 1994)
<i>DPR of Korea</i>	Uhyon tombs
<i>India</i>	Sanchi Monuments (inscribed 1989); Karla Caves; Pattadakal (inscribed 1987); Bhuvaneshvara temple ensemble; Brihadisvara Temple, Thanavur (inscribed 1987); Upper Valley of the Indus, Ladakh; Satrunjaya monumental ensemble
<i>Indonesia</i>	Borobodur temple complex (inscribed 1991); Prambanan temple complex (inscribed 1991); Dieng Plateau ancient city
<i>Japan</i>	Horyu-ji (inscribed 1993); Todai-ji, Nara (inscribed 1998); Byodo-in, Uji (inscribed 1994)
<i>Myanmar</i>	Ancient city of Bagan; Shwe-Dagon Pagoda, Rangoon

ANNEX 4, Meetings and Studies

Rep. of Korea: Popjusa Temple; Haeinsa Temple (inscribed 1995); Pulguksa Temple & Sokkuram Grotto (inscribed 1995)

Thailand Sukhothai (inscribed 1991); Pimai; Ayutthaya (inscribed 1991)

2.6. Etude sur les cathédrales gothiques by Peter Kurmann (1988)

The priority list includes the following (date of inscription on the World Heritage List in parentheses). It does not include cathedrals such as Burgos or Chartres that were already on the World Heritage List when this study was prepared.

France: Strasbourg (1988, as part of historic centre), Bourges (1992), Reims (1991), Laon.

Germany: Köln (1987), Regensburg, Landshut

Italy: Siena (1995), Orvieto

Spain: León, Seville (1987)

United Kingdom: Canterbury (1988), Lincoln, Salisbury, York

The following figure on what is described in the study as a ‘complementary’ list:

France: Notre-Dame de Paris (1991 as part of the *Berges de la Seine*), Troyes, Auxerre, Metz, Evreux, Rouen

Germany: Marburg, Freiburg im Breisgau, Nürnberg

Spain: Salamanca (1988), Palma de Mallorca,

United Kingdom: Wells, Beverley Minster, Exeter

3. OTHER STUDIES

3.1. Expert Meeting on Heritage Canals, Chaffey’s Lock (Canada), 15–19 September 1994

A series of papers was presented on notable historic canals in Africa, Asia, Europe, and North America. The conclusions are summarized in Working Document WHC-94/CONF.003/INF.10. The ICOMOS-TICCIH thematic study on historic canals (see 3.4.1.3 above) was a direct result of this meeting.

3.2. Expert Meeting on Routes as a Part of our Cultural Heritage, Madrid (Spain), 24– 25 November 1994

This was the seminal meeting on the subject, which produced the key definition: “A heritage route is composed of tangible elements of which the cultural significance comes from exchanges and a multi-dimensional dialogue across countries or regions, and that illustrate the interaction of movement, along the route, in space and time.”

Categories of heritage route that were identified related to trade (silk, spices, salt, slaves, iron), faith (pilgrimage, crusades), military campaigns, and sports events. Some of these define specific moments or events in history (military campaigns, pioneering routes) whilst others were regular routes over long periods. Routes may be continuous, covering the entire physical length, or discontinuous, identified by means of a series of notable settlements or structures along the route. Among the specific routes identified were the Silk Route from China to the Mediterranean, slave routes across Africa and into the New World, the Spice Routes from Asia into Europe, pilgrimage routes (Santiago de Compostela, the *hadj* to Mecca), and Roman roads.

- See also Working Document WHC-94/CONF.003/INF.13.

Bibliography

Note This bibliography is an amended version of that in Working Document WHC-02/CONF.202/9, presented to the World Heritage Committee at its 26th Meeting in Budapest (Hungary) in June 2002.

1 Published ICOMOS comparative and thematic studies

Note These studies are all available on the ICOMOS website (<http://www.icomos.org>).

Bergeron, L, 2001. *Les villages ouvriers comme éléments du patrimoine de l'industrie* (joint publication with TICCIH)

Clottes, J, 1998/2002. *L'art rupestre*

Coulls, A, 1999. *Railways as World Heritage sites* (joint publication with TICCIH)

Deacon, J, 2002. *Southern African rock-art sites* (prepared in collaboration with the Southern African Rock Art Project – SARAP)

DeLony, E, 1997. *Context for World Heritage Bridges* (joint publication with TICCIH)

Gamble, C, and Stringer, C, 1997. *Potential fossil hominid sites for inscription on the World Heritage List*

Gutiérrez, R, *The urban architectural heritage of Latin America*

Hughes, S, 1996. *International Canal Monuments List* (joint publication with TICCIH)

Hughes, S, 2002. *International collieries list* (joint publication with TICCIH)

Krestev, T, 2002. *Orthodox monasteries in the Balkans*

Moretti, J C, 1999. *Les théâtres et les amphithéâtres romains*

2 Unpublished ICOMOS comparative and thematic studies

Note Unlike the studies and reports in II.1 above, these early reports have not been published, either in hard copy or on the ICOMOS website, since to a considerable extent they do not correspond in form or in content to the current ICOMOS approach to thematic studies.

Faucherre, N, 1987. *Monuments militaires occidentaux en Méditerranée orientale*

Gazaneo, J O, 1977. *Jesuit missions in America*

ICOMOS, 1982a. *Archaeological properties of the Mediterranean Basin*

ICOMOS, 1982b. *Islamic sites of Africa and Asia*

ICOMOS, 1987. *Preparatory Study for Workshop on the World Heritage Convention, New Delhi, 14–18 December 1987*

Kurmann, P, 1988. *Étude sur les cathédrales gothiques*

ANNEX 5, Bibliography

3 Reports from regional Global Strategy meetings and other initiatives to identify potential cultural World Heritage Sites

- Hajós, G (ed), 1999. *Denkmal–Ensemble–Kulturlandschaft am Beispiel Wachau/Monument–Site–Cultural Landscape exemplified by the Wachau*. Wien: Bundesdenkmalamt.
- Hirsch, B, Lévi-Strauss, L, & Saouma-Forero, G (eds), 1997. *African cultural heritage and the World Heritage Convention*, 2nd Global Strategy Meeting, Addis Ababa (Ethiopia), 29 July–1 August 1996. Paris: UNESCO.
- Hunter, R (ed), 1996. *Heritage transportation canal corridors/Corridors des canaux patrimoniaux du transport fluvial*. Ottawa: Parks Canada.
- Munjeri, D, et al (eds), 1996. *African Cultural Heritage and the World Heritage Convention*, 1st Global Strategy Meeting, Harare (Zimbabwe), 11–13 October 1995. Harare: National Museums and Monuments of Zimbabwe.
- Parent, M, 1983. *Speech by M Michel Parent, Chairman of ICOMOS, during the Seventh Session of the Bureau of the World Heritage Committee (Paris, 27–30 June 1983)*, Working Document SC/83/CONF.009/INF.2.
- Pressouyre, L, 1992. *La Convention du Patrimoine Mondial: Vingt ans après*. Paris: UNESCO [also available in English].
- Rössler, M, & Saouma-Forero, G (eds), 2000. *The World Heritage Convention and cultural landscapes in Africa*, Expert Meeting, Tiwi (Kenya), 9–14 March 1999. Paris: UNESCO.
- Saouma-Forero, G (ed), 2001. *Authenticity and Integrity in an African Context*, Expert Meeting, Great Zimbabwe, 26–29 May 2000. Paris : UNESCO.
- Saouma-Forero, G, & Le Cour Grandmaison, C (eds), 1998. *African cultural heritage and the World Heritage Convention*, 4th Global Strategy Meeting, Porto Novo (Bénin), 16–19 September 1998. Paris: UNESCO.
- UNESCO, 1992. *Report of the Expert Group on Cultural Landscapes: La Petite Pierre (France), 24–26 October 1992*, Working Document WHC-92/CONF.002/10/Add.
- UNESCO, 1994a. *Report of the Expert Meeting on the ‘Global Strategy’ and thematic studies for a representative World Heritage List (UNESCO Headquarters, 20–22 June 1994)*, Working Document WHC-94/CONF.003/INF.6.
- UNESCO, 1994b. *Report on the Expert Meeting on Heritage Canals (Chaffey’s Lock, Canada, 15–19 September 1994)*, Working Document WHC-94/CONF.003/INF.10.
- UNESCO, 1994c. *Report on the Expert Meeting on Routes as Part of Our Cultural Heritage, (Madrid, Spain, 24–25 November 1994)*, Working Document WHC-94/CONF.003/INF.13.
- UNESCO, 1995a. *Regional Thematic Study Meeting on Asian Rice Culture and its Terraced Landscapes*, Manila (Philippines), 28 March–4 April 1995, Working Document WHC-95/CONF.203/INF.8.

ANNEX 5, Bibliography

- UNESCO, 1995b. *Asia-Pacific Regional Workshop on Associative Cultural Landscapes*, Australia, 27–29 April 1995, Working Document WHC-95/CONF.203/INF.
- UNESCO, 1996a. *Expert Meeting on European Cultural Landscapes of Outstanding Universal Value*, Vienna (Austria), 21 April 1996, Working Document WHC-96/CONF.201/INF.9.
- UNESCO, 1996b. *Expert Meeting on Caribbean Fortifications/Fortificaciones del Caribe: Memorias de la reunion de expertos*, Cartagena de Indias (Colombia), 31 July–2 August 1996.
- UNESCO, 1997. *3rd Global Strategy Meeting: Identification of World Heritage properties in the Pacific*, UNESCO World Heritage Centre in association with the Fiji Museum, Suva, Fiji, 15–18 July 1997, Working Document WHC-97/CONF.208/INF.8
- UNESCO, 1998. *Regional Thematic Meeting on Cultural Landscapes in the Andes/Paisajes Culturales en Los Andes*, Arequipa & Chivay (Peru), 17–22 May 1998, Working Document WHC-98/CONF.203/INF.8.
- UNESCO, 1999a. *2nd World Heritage Global Strategy Meeting for the Pacific Islands Region*, Port Vila (Vanuatu), 24–27 August 1999, Working Document WHC-99/CONF.209/INF.16.
- UNESCO, 1999b. *Synthetic Report of the Expert Meeting on African Cultural Landscapes, Tiwi (Kenya), 9–14 March 1999*, Working Document WHC-99/CONF.204/INF.4
- UNESCO, 2000a. *The Regional Expert Meeting on Cultural Landscapes in Eastern Europe*, Białystok (Poland), 29 September–3 October 1999. Warsaw: Ośrodek Ochrony Zabytkowego Krajobrazu (see also Working Document WHC-99/CONF.209/INF.14).
- UNESCO, 2000b. *Consultative Meeting on Regional Cooperation in Cultural Heritage Protection in Asia and the Pacific, Nara (Japan), 29 February–3 March 2000*. Nara: ACCU.
- UNESCO, 2000c. *Experts Meeting on Training Programmes for Cultural Heritage Protection in Asia and the Pacific, Nara (Japan), 3–6 March 2000*. Nara : ACCU.
- UNESCO, 2000d. *Regional Expert Meeting on Cultural Landscapes in Central America*, San José de Costa Rica, 27–29 September 2000, Working Document WHC-2000/CONF.204/WEB.4.
- UNESCO, 2001a. *Expert Meeting on Desert Landscapes and Oasis Systems, Kharga Oasis (Egypt), 23–26 September 2001*, Working Document WHC-01/CONF.208/INF.10
- UNESCO, 2001b. *Thematic Expert Meeting on Asia-Pacific Sacred Mountains, Wakayama City (Japan), 5–10 September 2001*. Tokyo : Agency for Cultural Affairs.
- UNESCO, 2001c. *World Heritage Expert Meeting on Vineyard Cultural Landscapes, Tokaj (Hungary), 11–14 July 2001*. Budapest : Hungarian World Heritage Committee.

ANNEX 5, Bibliography

- UNESCO, 2001d. *Regional Expert Meeting on Plantation Systems in the Caribbean*, Paramaribo (Suriname), 17–19 July 2001.
- UNESCO, 2001e. *Information Document: Regional Experts Meeting on Plantation Systems in the Caribbean, Paramaribo (Suriname), 17–19 July 2001*, Working Document WHC-01/CONF.208/INF.8.
- Von Droste, B, Plachter, H, & Rössler, M, 1995. *Cultural landscapes of universal value*. Jena: Gustav Fischer Verlag.
- Von Droste, B., Rössler, M, & Titchen, S (eds), 1998. *Linking Nature and Culture: Report of the Global Strategy Natural and Cultural Heritage Expert Meeting, 25 to 29 March 1998, Amsterdam, The Netherlands*. The Hague: OCenW.

4 Other publications consulted

- Australian Heritage Commission, 2001 *Australian Historic Themes, A Framework for use in heritage assessment and management*, (Jane Lennon and the Centre for Western Australian History), Canberra
- Historic Environment, vol. 14, n. 5/2000 – “World Heritage, Listing, Management and Monitoring”, Australia ICOMOS Annual Conference, 18-19 November 2000